

programme communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

SOMMAIRE

- L'Europe dans la perspective révolutionnaire communiste 1
- Il y a 60 ans naissait la Troisième Internationale . 9

LE VOLCAN DU MOYEN-ORIENT

- Le long calvaire de la transformation des paysans palestiniens en prolétaires 19
 - La paix israélo-égyptienne et le nouvel ordre impérialiste au Moyen-Orient 35
-
- Les revendications « transitoires » dans la tactique communiste 49
 - Sur le fil du temps — Le prolétariat et la guerre : La guerre révolutionnaire prolétarienne — Le roman de la guerre sainte — Etat prolétarien et guerre 67

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI

la revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

L'Europe dans la perspective révolutionnaire communiste

Au *mythe* prétentieux d'une Europe Unie, d'une Fédération des Etats européens ou d'un Parlement légiférant ne serait-ce que dans un domaine restreint au-dessus des « Patries » et des institutions qui représentent leur souveraineté, d'un Parlement comme celui que viennent d'élire sans grand enthousiasme les « citoyens libres et égaux » des pays de la Communauté Européenne, à ce *mythe* pompeux nous avons opposé deux *faits réels* fondamentaux.

Le premier, c'est l'impossibilité d'une « agrégation », sous une forme rigide ou élastique peu importe, des unités étatiques historiquement établies, à travers un processus qui se déroulerait sur le terrain du « droit », du « libre choix » ou du « contrat entre égaux » ; si une telle agrégation est possible sous une forme ou sous une autre, elle ne saurait se réaliser que sur le terrain de la *force*, plus précisément sur le terrain de son expression suprême, la *violence*. Il en va de la centralisation politique comme de celle des capitaux qui, même dans le cadre juridique de leur « libre association », n'est concevable que comme « *l'expropriation du grand nombre de capitalistes par le petit* » (1). Pratiquement donc, une Europe bourgeoise unie ne serait possible que si se reproduisait à l'échelle du continent un processus *matériel* analogue à celui qui, au siècle dernier, a donné naissance à des Etats nationaux comme l'Italie et l'Allemagne : puisque, malgré les craintes des classes dominantes du Piémont et de la Prusse, la *violence armée* du mouvement révolutionnaire national-démocratique n'était pas parvenue à faire plier, à détruire et enfin supprimer une myriade d'unités étatiques mineures sinon microscopiques, cette œuvre a été réalisée par la *violence guerrière* et la *force militaire* d'un Etat traditionnel, seul ou allié à d'autres.

Sachant à quel point il est facile de l'oublier, Engels rappelle à ses disciples du continent le rôle « de la violence et de l'économie dans

(1) Marx, *Le Capital*, Livre I, chapitre XXXII. Voir par exemple Editions Sociales, tome 3, p. 204.

la formation du nouvel empire allemand » (2). Pour notre part et plus modestement, nous avons rappelé que le modèle « idéal » de tous les braves européistes, l'union *fédérale* (3) des Etats de l'Amérique du Nord, les USA, n'aurait jamais pu être réalisé pacifiquement ; que l'histoire de sa réalisation est une suite d'actes de violence armée criants — guerre d'indépendance contre l'Angleterre, guerres contre les Peaux-Rouges et les Mexicains, guerre civile du Nord contre le Sud, guerre contre l'Espagne au tournant du siècle — qui a rendu possible *ensuite* ces « épiphénomènes » que sont les Constitutions solennellement proclamées et les « pactes » librement conclus (4). Aujourd'hui, en Europe, il existe un « pôle économique » prédominant ; malgré les prétentions de la France de de Gaulle et de Giscard, c'est l'Allemagne ; la seule perspective *réaliste* de l'unification de l'Europe bourgeoise serait donc que la nouvelle *Reichswehr* répète, avec succès cette fois, les exploits vains des deux guerres mondiales et déborde pour de bon sur tout le continent.

Le second *fait réel*, d'ailleurs inséparable du premier, c'est que l'Europe est une mosaïque non seulement d'Etats, mais d'unités productives concurrentes. Il n'est certes pas exclu que ces Etats concluent des ententes plus ou moins durables, mais comme l'écrivait Lénine en août 1915 *A propos du mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe* (5) qui

(2) L'article, qui porte précisément ce titre, fut écrit pendant l'hiver 1887-1888, pour compléter éventuellement une édition séparée des trois chapitres de l'Anti-Dühring consacrés à la théorie de la violence.

(3) Puisque l'on parle des USA et que, les prenant comme modèle, le mouvement pour une Europe unie est né *fédéraliste*, nous ne résisterons pas à la tentation de rappeler la critique marxiste du fédéralisme. C'est une fable que l'Etat fédéral serait moins oppressif que l'Etat unitaire, et donc préférable ; une fable analogue à celle qui prétend que la multiplication des instruments de contrôle démocratique s'identifie au « dépérissement de l'Etat ». Dans *l'Etat et la Révolution* (voir *Œuvres*, tome 25), au chapitre IV, paragraphe 4, Lénine rappelle la critique du fédéralisme faite par Engels qui défend « du point de vue du prolétariat et de la révolution prolétarienne [...] la république une et indivisible. Il considère la république fédérative soit comme une exception et un obstacle au développement, soit comme une transition de la monarchie à la république centralisée » et n'y voit un « pas en avant » que dans certaines conditions particulières. Il dénonce « le préjugé fort répandu — surtout parmi la démocratie petite-bourgeoise — selon lequel une république fédérative implique forcément plus de liberté qu'une république centralisée. C'est faux. Les faits cités par Engels [...] réfutent cette affirmation [...]. La liberté locale, régionale et autre, la plus grande qu'ait connue l'histoire, a été donnée par la république centralisée, et non par la république fédérative ». A l'attention des théoriciens « ultra-gauches » de la « démocratie décentralisée ».

(4) Voir les articles *United States of Europa*, février 1950, republiés dans *Per l'organica sistemazione dei principi comunisti*, Editions Il programma comunista, 1973, pp. 179-186 ; et *L'Europe unie, mensonge et diversion*, *Le Prolétaire*, n° 290.

(5) *Œuvres*, tome 21, pp. 351 à 355, d'où sont tirées les citations ci-après. A propos du partage des colonies grâce à des « ententes », Lénine écrit : « Mais en régime capitaliste le partage ne peut avoir d'autre base, d'autre principe, que la force ». Dans notre contexte, la phrase devient : en régime capitaliste l'unification ne peut avoir d'autre base, d'autre principe, que la force.

offrait alors une certaine vraisemblance mais qu'il rejetait, ces ententes entre les capitalistes européens auraient comme « *seul but d'étouffer en commun le socialisme en Europe* » et de « *protéger en commun les colonies accaparées* ». L'expérience récente a bel et bien confirmé que les membres de la Communauté Européenne ne réussissent que difficilement à se mettre d'accord en matière de politique agricole, industrielle ou énergétique, mais sont tout de suite d'accord pour établir un programme commun de « lutte contre le terrorisme » qui vise moins à parer au danger *immédiat* de la violence « romantique » qu'à la menace future de la violence de classe. Et s'ils n'ont plus de colonies à se partager, ils ont des *sphères d'influence* en dehors de l'Europe, qu'ils se contestent, il est vrai, réciproquement, mais qu'ils aimeraient défendre *ensemble* contre la voracité et la puissance supérieure des centres impérialistes plus importants. Par ailleurs, même si elles peuvent se réaliser, ces ententes n'auront que la faible consistance et la courte durée compatibles avec les profondes oppositions d'intérêts qui dressent chaque jour les Etats « frères » de la CEE les uns contre les autres ; qui leur interdisent de mener une politique économique commune, et à plus forte raison de réaliser peu ou prou leurs velléités chroniques d'« indépendance », en bloc ou chaque pays pour soi, face à l'Oncle Sam ou l'Oncle Ivan.

On peut dire plus. Quand Lénine écrivait l'article mentionné, le rapport entre l'Europe et le monde était bien différent de ce qu'il est aujourd'hui ; alors, le monde entier dépendait encore de l'Europe ; même les USA et le Japon subissaient la domination écrasante du berceau du capitalisme, qui entravait leur développement économique et celui des autres pays, remarque Lénine. La situation apparaissait déjà renversée lorsque Trotsky, en 1923 et plus tard, reprit le thème des Etats-Unis *socialistes* d'Europe ; à ce moment, le destin du Vieux Monde dépendait déjà du Nouveau, dont le prodigieux essor le réduisait toujours plus « à la portion congrue » comme dit Trotsky en exagérant un peu. Cette dépendance a été accentuée considérablement par le second conflit impérialiste mondial après lequel les deux moitiés de l'Europe se sont trouvées enfermées dans les *cadres bien délimités* de deux gigantesques blocs à structure pyramidale. S'il est vrai que les Etats sortis de la guerre comme serviteurs dociles des Etats-Unis ou de l'URSS tendent toujours plus à devenir leurs concurrents, les rêves d'autonomie relative restent, de part et d'autre, des rêves : lors des grands tournants de la situation mondiale, ce n'est ni sur la Seine ou le Rhin, ni sur la Vistule ou le Danube qu'on dit « le dernier mot ».

Comment l'Europe bourgeoise pourrait-elle s'unir ? Elle est déchirée par des antagonismes économiques, commerciaux, financiers insurmontables ; elle est ballottée entre des désirs d'indépendance purement chimériques et des liens de dépendance tout à fait réels ; elle n'est pas une machine productive unitaire, mais une mosaïque de machines obéissant chacune à ses propres lois dans la mesure où elles ne se heurtent pas, et tôt ou tard elles se heurteront inévitablement,

à une loi souveraine *extérieure*, celle du pôle impérialiste auquel elles sont rattachées. De tous les continents où le mode de production capitaliste s'est installé, l'Europe est celui qui peut le *moins* atteindre par lui-même *l'unité* en surmontant pacifiquement des coupures millénaires ; c'est celui qui renferme en son sein le plus grand potentiel explosif, précisément parce que dans son espace restreint se bousculent des concentrations de capital homogènes et puissantes. Le processus qui fera de nouveau de l'Europe l'épicentre du chaos économique, des tensions politiques et des luttes sociales, a été retardé par le cataclysme de la seconde guerre mondiale et ses destructions apocalyptiques. Mais il a déjà repris sa marche et ne pourra que s'accélérer sous l'aiguillon d'une crise devenue chronique.

Derrière le mythe de l'Europe Unie mûrit donc une inexorable réalité : ou bien un nouveau conflit impérialiste — ou bien la révolution prolétarienne. *Tertium non datur* : il n'y a pas de troisième voie. La première *pourrait* « unir » l'Europe dans la catastrophe (6), la deuxième *devra* l'unir dans la renaissance. Mais toutes les deux ne peuvent procéder que par la *force, dictatoriale et centralisatrice*.

**

Contre la revendication « *irréalisable ou réactionnaire* » en régime bourgeois des Etats-Unis d'Europe, Lénine en lance pas le mot d'ordre des Etats-Unis du monde ; il considère au contraire que « *comme mot d'ordre indépendant* », ce slogan « *ne serait guère juste* ». Certes, il s'agit là du but vers lequel le mouvement ouvrier et socialiste tend de toutes ses forces. Mais *précisément*, cette perspective « *se confond avec le socialisme* » ; la lancer comme mot d'ordre suppose que tout un chemin ait déjà été parcouru, que toute une série d'anneaux intermédiaires aient déjà été forgés ; or, cela restait entièrement à faire, et ne pouvait être accompli d'un coup. Alors, lancer ce mot d'ordre, dit Lénine, « *pourrait conduire à des conclusions erronées sur l'impossibilité de la victoire du socialisme [...] au début dans un petit nombre de pays capitalistes ou même dans un seul pays capitaliste pris à part* ».

Même, pour éviter qu'on se fasse des idées fausses sur les rapports de ces pays avec les autres, il prévient tout de suite que « *le prolétariat victorieux de ce pays, après avoir exproprié les capitalistes et*

(6) Le Troisième Reich y était parvenu pour un moment. Les vainqueurs du deuxième carnage impérialiste qui se sont partagé l'Europe y ont réussi jusqu'à aujourd'hui, même si leur emprise n'est plus aussi solide que dans l'immédiat après-guerre. En 1950, nous relevions que la structure fédérale en Europe assurait le « *recrutement d'armées de mercenaires [...] de polices de classe* » appelées à empêcher plus ou moins automatiquement que des *Communes rouges* éclatent à Paris, Milan, Bruxelles ou Munich, tandis qu'une garde analogue veillait à Varsovie, Budapest ou Vienne.

organisé chez lui la production socialiste, se dresserait contre (7) le reste du monde capitaliste en attirant à lui les classes opprimées des autres pays, en les poussant à s'insurger contre les capitalistes, en employant même, en cas de nécessité, la force militaire entre les classes exploiteuses et leurs Etats ». Car, de même que « la suppression des classes est impossible sans la dictature de la classe opprimée, le prolétariat, la libre union de nations sous le socialisme est impossible sans une lutte opiniâtre, plus ou moins longue, des républiques socialistes contre les Etats retardataires [...] en attendant que la victoire totale du communisme amène la disparition définitive de tout Etat ».

Cette façon de poser le problème possède une énorme force dialectique. On sait qu'une des échappatoires polémiques du réformisme est d'accepter la révolution... à condition qu'elle éclate partout au même instant. Lénine, tout en revendiquant la révolution mondiale, n'exclut nullement qu'elle puisse et doive même éclater d'abord dans un pays ou un groupe de pays avant d'embrasser tout un continent développé du point de vue capitaliste, et ne fait même pas de cette extension continentale une condition sine qua non, un préalable nécessaire pour prendre le pouvoir là où les conditions objectives et subjectives le permettent. Mais d'autre part, il indique au prolétariat victorieux dans un pays quelconque la nécessité — et l'obligation programmatique — de lutter sans retard et les armes à la main s'il le faut pour que l'incendie révolutionnaire ne reste pas renfermé dans les « limites d'origine », ce qui le condamnerait à l'étouffement. Bref, Lénine combine l'adhérence la plus réaliste au terrain de la lutte tel qu'il se présente immédiatement et la plus grande audace et mobilité, par-delà les limites d'espace et de temps, dans la vision du cours ultérieur d'attaque de l'ennemi; dans cette perspective, ce qui de prime abord et comme mot d'ordre indépendant était une formule creuse, rhétorique et même fausse, est réhabilité et prend un poids et une valeur réels dans une situation révolutionnaire au moins à l'échelle continentale.

Il faut relever par ailleurs que cette façon de poser les problèmes ne fait pas la moindre concession au désir de rendre les mots d'ordre révolutionnaires du prolétariat plus « populaires » et moins « désagréables » aux classes et sous-classes intermédiaires de la société bourgeoise; il n'est pas question de cacher à ces classes que la réalisation des mots d'ordre prolétariens présuppose la prise du pouvoir par le

(7) C'est Lénine qui souligne. On sait que Staline a voulu voir dans ce passage la justification de la théorie du « socialisme dans un seul pays ». Il « oubliait » seulement : 1) qu'il y a une différence entre la prise du pouvoir et le passage au plein socialisme; 2) que Lénine parle ici de la conquête du pouvoir dans un Etat capitaliste, puisqu'il est question d'organiser la production socialiste; on est loin de la Russie et des possibilités de transformer sa structure; 3) que Lénine ne prévoit nullement un repli sur soi des Etats prolétariens, mais l'attaque du capitalisme mondial, puisque seule l'extension au « reste du monde capitaliste » permet d'assurer à terme la victoire de la révolution.

prolétariat, ni de leur laisser espérer que ce pouvoir pourrait prendre des formes indéterminées, moins tranchantes et plus « acceptables » que celles d'une dictature de classe (8).

Ce sont là des positions *de principe*, mais l'évolution historique mondiale et la place de l'Europe dans la géographie économique d'aujourd'hui les rendent si possible *encore plus contraignantes*. Aujourd'hui comme hier, il est *utopique* d'imaginer une insurrection, et à plus forte raison une *victoire* révolutionnaire du prolétariat, qui aurait lieu *simultanément* dans tous les pays européens. Alors, le mot d'ordre des Etats-Unis socialistes d'Europe, *socialistes* et non pas bourgeois ni aucunement « intermédiaires », serait d'une brûlante actualité pour le prolétariat victorieux dans un pays ou un petit groupe de pays, au moins au lendemain de cette victoire « locale ». Mais il serait à la fois utopique et désastreux d'oublier que le ou les Etats prolétariens victorieux dans n'importe quel coin du continent, qu'ils soient en grand ou en petit nombre, regroupés ou éparpillés, ne pourront que *se dresser immédiatement contre le reste du monde capitaliste*.

Non seulement cette politique est exigée par la doctrine communiste qui fixe un objectif mondial à la lutte révolutionnaire, mais elle leur sera imposée *avec la force de déterminations matérielles inexorables* par les liens économiques, sociaux et politiques tissés par l'histoire à l'intérieur et à l'extérieur de l'aire européenne, liens qui à côté d'aspects positifs présentent aussi certains aspects négatifs : par la

(8) Dans l'article de 1950 cité plus haut, on évoque « *le jeu des suggestions opportunistes* » dans lequel on finit par tomber si, comme l'Internationale déclinante, on reprend dans une forme vague et ambiguë les mots d'ordre des *Etats-Unie d'Europe*, ou de la *paix* et du *désarmement*. On s' imagine gagner ainsi l'appui de couches non prolétariennes, mais petite-bourgeoises écrasées par le capital grâce à un langage qui ménage leur susceptibilité et leurs préjugés, et reflète même leurs intérêts ; on croit qu'on pourra ainsi « *gagner en quelques semaines le résultat que l'application stricte des directives communistes et un travail de parti lié au programme communiste ne donnera que dans des dizaines d'années* ».

Malheureusement, Trotsky lui-même n'a pas toujours évité ce piège, bien qu'il ne s'y engage en général que de façon contradictoire. Ainsi, dans un article paru dans la *Pravda* du 30 juin 1923 (Voir *Europe et Amérique*, Paris, 1926, pp. 101 à 107) et intitulé *De l'opportunité du mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe*, il en parle comme d'un « *mot d'ordre transitoire, indiquant une issue, ouvrant une perspective de salut et, par là-même, poussant les masses laborieuses dans la voie révolutionnaire* » ; une telle formule ne contient pas nécessairement l'indication d'une solution différente de la révolution et de la dictature prolétarienne, même si, partant du niveau de compréhension immédiate des masses, elle part d'une formulation *différente*. Mais il écrit ensuite que « *les Etats-Unis d'Europe sont un mot d'ordre qui, sous tous les rapports, correspond à celui du gouvernement ouvrier. Le gouvernement ouvrier est-il réalisable en dehors de la dictature du prolétariat ? A cette question on ne peut faire que des réponses conditionnelles. En tout cas nous prenons le gouvernement ouvrier comme une étape [souligné par lui] vers la dictature du prolétariat [...]. Le mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe a une signification identique* ». Ici, la revendication est devenue une *réalité objective*, intermédiaire entre la domination bourgeoise et la révolution prolétarienne. Nous avons critiqué dès l'époque ces formulations équivoques qui annoncent celles du Programme de transition de 1938.

présence des deux supergendarmes de l'Ordre constitué, qui ne se contentent pas de la flanquer aux deux bouts, mais ont installé leurs ramifications militaires et policières jusque dans ses centres nerveux ; par l'énorme force d'inertie des traditions démocratiques et la résistance tenace des structures étatiques établies, qui exigeront une intervention brutale et même physique ; par le fait que ses divers pays ont atteint un degré de développement économique et donc social presque identique, et qu'elle est incomparablement plus homogène qu'au temps de Lénine ; par l'élargissement de cette Europe, qui s'est étendue par-delà la Méditerranée et la Mer Noire, comme par-delà l'Oural ; par la fermeture du cycle des révolutions nationales et coloniales, désormais accompli *dans ses grandes lignes*, et l'entrée en lice de nouvelles phalanges *purement prolétariennes* tout autour du continent qui aimait se prendre pour le nombril du monde « civilisé ». Voilà un ensemble de circonstances qui donne des proportions cyclopéennes au conflit de classe et ouvre des perspectives de triomphe plus vastes par l'apport de nouvelles énergies, jeunes et robustes, mais augmente fortement la *responsabilité* du mouvement ouvrier et communiste d'Europe.

Le ou les Etats prolétariens victorieux n'importe où dans le continent *devront* se dresser immédiatement contre le reste du monde capitaliste, parce que l'ennemi les harcèlera sans répit sur tous les points d'un front qui s'est énormément agrandi. Ils *devront* le faire, parce que leur « assaut au ciel » aura mis en branle les détachements extra-européens (si ces désignations géographiques ont encore un sens) de l'armée prolétarienne, à moins qu'il n'ait été déclenché par leur mouvement même ; dans un cas comme dans l'autre, il se trouvera devant des *obligations de classe* précises et impossibles à éluder. Dans ce cours historique matériellement déterminé, l'emploi de « la force militaire contre les classes exploiteuses et leurs Etats », prévu par Lénine « en cas de nécessité », *ne pourra être* et ne sera pas exceptionnel, mais sera *la règle*. Et il exigera la plus grande *centralisation* possible, la plus haute *concentration d'énergie*, *l'effort* le plus acharné pour dépasser tout autonomisme et tout fédéralisme, la plus large *extension* de la dictature de la classe ouvrière dirigée par un parti mondial *unique*.

Dans un discours célèbre de 1926 (9), Trotsky montre que la puissance des USA est — dialectiquement — « *le levier par excellence de la révolution européenne* », puisqu'elle affame le Vieux Monde ou en tout cas le réduit à la stagnation économique. Mais il ne dissimule pas que « *politiquement et militairement, ce levier se tournera contre la révolution européenne quand elle éclatera. Quand il s'agira de sa peau, le capital américain engagera la lutte avec une énergie farouche* ». Mais en regardant par-delà les frontières de l'Europe, dans une perspective dont la Russie soviétique, gigantesque facteur révolutionnaire, faisait évidemment partie contrairement à ce qui se passe *aujourd'hui*, Trotsky ajoutait : « *Grâce à la collaboration révolutionnaire avec les peuples*

(9) Discours du 15 février 1926, in *Europe et Amérique*, op. cit., p. 97.

d'Asie, l'Europe unifiée sera infiniment plus puissante que les Etats-Unis [...] Allié à l'Orient insurgé, le prolétariat révolutionnaire européen arrachera au capital américain le contrôle de l'économie mondiale et posera les fondements de la Fédération des peuples socialistes du monde entier ».

Malgré tout, et en particulier malgré les vœux et les intérêts finaux du capitalisme qui a écrasé partout la classe ouvrière, le cours de l'histoire a considérablement élargi depuis l'arène dans laquelle éclatera — parce que les conditions objectives de son éclatement y sont désormais réalisées — la lutte à mort entre les deux grandes classes de la société moderne. Ce n'est plus seulement virtuellement, c'est dans la réalité matérielle qu'il a unifié le destin des prolétaires du Vieux et du tout Jeune Monde — et tout particulièrement celui des prolétaires de l'Europe et des pays méditerranéens, Afrique du Nord et Moyen-Orient — qu'il place tous ensemble et directement face aux bastions de la contre-révolution *mondiale*.

C'est pourquoi, même comme solution *transitoire* sur la voie du communisme, l'image des Etats-Unis socialistes d'Europe, sans être absolument exclue comme solution *immédiate*, pâlit aujourd'hui devant une autre : celle de la Dictature prolétarienne *une et indivisible* dans les Etats économiquement et socialement les plus avancés, dans une aire qui dépasse de loin les frontières *conventionnelles* de la vieille Europe. C'est dans cette perspective que doivent œuvrer les communistes du Vieux Monde, s'efforçant de contaminer par le « bacille révolutionnaire » les citadelles ennemies qui, à l'Est comme à l'Ouest, semblent aujourd'hui imprenables, et attirant par un appui plein et actif à leurs luttes héroïques les jeunes classes travailleuses non encore corrompues de ce qui aura bientôt cessé d'être le « Tiers Monde » dans l'orbite révolutionnaire.

Contre le mensonge et la diversion de l'Europe bourgeoise unie, contre la pâle version « populiste » ou, pis encore, « ouvrière » du même mythe, c'est cette perspective grandiose que *le marxisme et l'histoire* ouvrent aux jeunes générations prolétariennes du vieux et du nouveau monde envahi, bouleversé et transformé par le capitalisme.

Il y a 60 ans naissait la Troisième Internationale

« *La glace est brisée* », écrivait Lénine dans la *Pravda* le 6 mars 1919, tandis que le congrès de fondation de la Troisième Internationale tenait encore ses assises derrière les murs gris du Kremlin ; « *la fondation de la III^e Internationale, de l'Internationale Communiste, est le prélude de la République internationale des Soviets, de la victoire mondiale du communisme* » (1).

Et Trotsky déclarait : « *La classe ouvrière internationale a arraché à ses ennemis la forteresse la plus inexpugnable, l'ex-empire tsariste. En s'appuyant sur cette base elle rassemble ses forces pour la bataille ultime, décisive. Quelle joie que de vivre et de lutter en des temps comme ceux-ci !* » (2).

Aujourd'hui, les savants historiographes réformistes poussent un énorme soupir de soulagement et sourient des enthousiasmes, des espérances et des certitudes de l'époque. Tout était faux, d'après eux. Faux que, selon les paroles de Trotsky, l'Europe ne pût que suivre la voie de la Russie et que ce fait fût attesté par « *les révolutions en Allemagne, Autriche, Hongrie, par le cours impétueux du mouvement soviétique et de la guerre civile, marqué par le martyre de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg, et de milliers et milliers de héros anonymes* ». Faux que, selon les paroles de Lénine, le mouvement avançât « *vers la dictature du prolétariat, vers le pouvoir soviétique [...]* avec la force d'un torrent de millions et dizaines de millions de prolétaires qui renverse tout sur son passage ».

La prévision, selon eux, ne s'est pas vérifiée : à bas la prévision ! La dictature du prolétariat est restée un rêve : à bas donc, pour ceux qui y ont cru, la dictature du prolétariat ! L'appel aux prolétaires du monde entier pour qu'ils s'unissent sous un même drapeau s'est perdu dans le dédale de frontières nationales plus rigides que jamais : à bas l'internationalisme prolétarien !

(1) *Conquis et consacré, Œuvres*, tome 28, pp. 502-504.

(2) *Grandes journées*, écrit durant le congrès mais publié en mai 1919. Voir *The First Five Years of the Communist International*, Londres, 1973, tome I, p. 73.

Nous laisserons aux porte-parole opportunistes de l'idéologie bourgeoise la sagesse minable qui veut que, si « les choses se sont passées ainsi » à un moment de l'histoire, elles doivent et devront *toujours* sans aucun doute se passer ainsi. De toute façon, la discussion entre réformistes et révolutionnaires ne portait pas sur *les délais* plus ou moins longs qui nous séparaient du renversement de l'ordre capitaliste mondial. Elle portait sur *la voie* tracée à la classe ouvrière et à son parti pour « *faciliter ce renversement et le rapprocher* », pour avancer vers notre but historique, qu'il soit proche ou lointain.

La vérité, confirmée par *les faits* de la première boucherie impérialiste et de son sanglant après-guerre, vécue *physiquement* par les grandes masses, la vérité que la poignée de délégués réunis à Moscou a *enregistrée* et dont les 1^{er} et 2^e congrès ont fait la pierre angulaire du nouvel-édifice, était *claire et sans équivoque* : elle niait l'existence de toute « voie intermédiaire » entre dictature de la bourgeoisie et dictature du prolétariat ; elle désignait cette dernière comme « *le plus grand mot d'ordre de Marx, le mot d'ordre qui dresse le bilan de l'évolution du socialisme et du mouvement ouvrier depuis un siècle* » (3). C'est cette même vérité que Lénine rappellera le 28 août 1919, après la victoire sur Koltchak, aux ouvriers et paysans russes encore plongés dans les tourments de la guerre civile : « *Il n'y a pas de milieu. Seuls en rêvent vainement les fils à papa, la gent intellectuelle, les petits messieurs qui ont fait de mauvaises études dans de méchants bouquins. Nulle part au monde il n'y a et il ne saurait y avoir de milieu. Ou bien la dictature de la bourgeoisie (dissimulée sous la pompeuse phraséologie socialiste-révolutionnaire et menchévique sur la souveraineté du peuple, la Constituante, les libertés, etc.), ou bien la dictature du prolétariat. Celui à qui toute l'histoire du XIX^e siècle n'a pas appris cela est un imbécile fini* » (4).

Imbécile aussi, et plus encore, celui qui n'a pas appris cela de toute l'histoire du XX^e siècle et de son interminable chapelet de catastrophes ! Quant au programme des communistes révolutionnaires, il ne change pas, quelle que soit la vitesse du mouvement de l'histoire, lequel est *aujourd'hui* terriblement lent du point de vue du prolétariat. C'est pourquoi la « déclaration d'intention » du *Manifeste de l'Internationale Communiste aux prolétaires du monde entier* conserve depuis mars 1919 toute sa valeur de principe, pour chaque année, chaque mois, et même chaque instant : « *La critique socialiste a déjà suffisamment stigmatisé l'ordre mondial bourgeois. La tâche du parti communiste international est de l'abattre.* »

*
**

Ce n'est qu'en se plaçant sur ce terrain qu'on peut tirer un bilan historique des « expériences » de ces années-là. Pour ceux qui rêvent

(3) *La Troisième Internationale et sa place dans l'histoire*, 15 avril 1919, *Œuvres*, tome 29, p. 310.

(4) *Lettre aux ouvriers et paysans au sujet de la défaite de Koltchak*, *Œuvres*, tome 29, p. 564.

d'une voie intermédiaire — la 3^e, la 4^e ou la énième voie au socialisme — l'histoire de la III^e Internationale part de l'utopisme généreux d'un « projet révolutionnaire » incompatible avec une période qui s'est rapidement avérée « relativement stable », pour aboutir au réalisme mûr et assagi des fronts populaires, de la redécouverte des valeurs démocratiques et de la politique des larges alliances, un réalisme « imposé » par la reconnaissance du fait que la « grande occasion » d'un nouvel Octobre s'était évanouie. Un de ces historiens voit un « paradoxe » dans ce fait, pour nous *logique* : les années de l'« assagissement » de l'Internationale Communiste dans le sens de la démocratie et du gradualisme ont été celles des purges stalinienne les plus féroces, et son évolution aboutit à sa dissolution, exigée par la Grande Alliance Démocratique de la guerre. Nous voyons, nous, le même cycle d'un point de vue *opposé* : il part du splendide *réalisme* de l'époque où l'on répudiait toutes les « voies moyennes » et toute alliance avec leurs prophètes, pour aboutir à l'*utopisme* minable de la période où on les a « redécouvertes ». Le premier reposait sur les bases solides de la doctrine ; le second ne pouvait se maintenir qu'en embrassant directement, sans réserves et sans fard, la cause de la démocratie bourgeoise. Et pour pouvoir l'embrasser, il fallait qu'il déchaîne la violence et la terreur contre les hommes, les courants et les partis liés au souvenir de l'*année rouge* de 1919 — en d'autres termes il avait besoin de faire ce qu'il s'empresse de renier aujourd'hui : l'histoire est familière de ce genre de retournement.

Selon les prêcheurs de fausses voies intermédiaires, la III^e Internationale ne pouvait qu'entrer dans la voie de la liquidation dès lors que s'étaient refroidis les enthousiasmes, compréhensibles mais infantiles, de l'immédiat après-guerre, et que les perspectives d'une révolution à brève échéance s'étaient évanouies. A les en croire, une continuité parfaite relie le Lénine de 1921 (sinon celui de 1919) aux Gramsci, Togliatti ou Thorez, et jusqu'aux Berlinguer, Carrillo et autres Marchais d'aujourd'hui ; sur ce trajet, Staline ne figure que comme une excroissance passagère.

Nous voyons, nous, *une antithèse absolue* entre ces deux extrêmes. Si la ligne vacille et fléchit dès 1921 dans le domaine tactique, elle *se brise* en 1926 dans le domaine des principes. Et le stalinisme, loin d'être un épisode accidentel, fut l'agent nécessaire de cette rupture historique. Ne vous en déplaise, fils à papa, intellectuels, petits messieurs qui avez fait de mauvaises études dans de méchants bouquins : Staline a sa place parmi les Pères de la Démocratie et du Pluralisme !

**

Il est donc tout naturel que là où tout le monde voit un roman qui finit bien, nous reconnaissons, nous, une épopée historique qui s'achève de façon tragique.

Les lettres d'invitation au 1^{er} congrès de l'Internationale Communiste sont parties de Moscou le 24 janvier 1919. Quelques jours aupa-

vant, à Berlin, les faits avaient cruellement confirmé une autre affirmation du marxisme. Celui qui répudie « *le plus grand mot d'ordre de Marx, le mot d'ordre qui dresse le bilan de l'évolution du socialisme et du mouvement ouvrier depuis un siècle, le mot d'ordre qui s'exprime ainsi : dictature du prolétariat* », celui-là ne tourne pas simplement le dos à la révolution pour s'enrôler sous le drapeau des réformes : *il se propose pour le rôle de bourreau au service de la contre-révolution.* Au cœur même de l'Europe, la classe ouvrière s'est dressée en armes : c'est la mitraille social-démocrate qui a fauché sa splendide avant-garde. Sous des formes et avec des intensités diverses, cette expérience se répètera au cours de cinq à six années de batailles acharnées, tout comme elle s'était déjà répétée durant tout le parcours héroïque de la guerre civile en Russie.

Aujourd'hui, les porte-parole opportunistes de la « grande culture » bourgeoise déclarent en pontifiant que la naissance de la III^e Internationale était prématurée. Prématurée, bien sûr, suivant leur critère infaillible de maturité : la conversion au réformisme, au gradualisme, au démocratisme. Nous avons, nous, le droit de dire que par rapport aux seules exigences qui nous intéressent, celles d'un mouvement réel en plein essor dans le monde entier et surtout en Europe, d'un mouvement qui n'avait pas tant besoin d'un « phare » que d'une direction unique et mondiale, l'Internationale est née en retard. C'est un de nos axiomes que si « *le parti peut attendre les masses, les masses ne peuvent pas attendre le parti* ».

On retrouve ici sur un autre plan le déphasage entre le mouvement social en Russie et le mouvement social en Europe. Il en résulte que, au moment même où la force des déterminations objectives poussait les prolétaires occidentaux à rattraper l'avance prise par leurs frères de Pétrograd et de Moscou qui, depuis un an et demi, avaient conquis et héroïquement défendu le pouvoir, de terribles entraves gênaient leur marche. La force d'inertie du passé, concentrée dans la « vieille maison » de la II^e Internationale et dans son puissant réseau organisationnel (5), se combinait avec les traditions et les suggestions de la démocratie pour freiner et même empêcher l'indispensable processus de sélection et donc de rupture entre la majorité réformiste et la minorité révolutionnaire. Ce qui marquait le pas en Europe, ce n'était pas la lutte de classe du prolétariat, c'était la conscience de toutes les implications de son

(5) Nous avons déjà eu l'occasion de citer la page pénétrante où Trotsky évoque le « paradoxe » d'un appareil organisationnel comme celui construit en Allemagne pour la lutte prolétarienne de classe, et qui se transforme en l'instrument de sa paralysie, d'autant plus efficace qu'il était énorme et puissant : « *Une fois de plus l'histoire présente au monde une de ses contradictions dialectiques : c'est précisément parce que la classe ouvrière allemande avait dans la période précédente consacré le meilleur de ses énergies à bâtir un édifice organisationnel capable de se suffire à lui-même, qui occupait dans la II^e Internationale la première place aussi bien comme parti que comme appareil syndical — c'est précisément pour cela que dans la nouvelle période, au moment du passage à la lutte révolutionnaire ouverte pour la conquête du pouvoir, la classe ouvrière allemande s'avère terriblement désarmée du point de vue organisationnel.* » (*Une révolution rampante, in The First Five Years...*, op. cit., p. 69.)

« *prolongement jusqu'à la dictature du prolétariat* », c'était même la conscience de la *nécessité de ce prolongement*. Ce qui marquait donc terriblement le pas, c'était la formation de partis qui soient réellement, *dans les faits*, et non sur le papier ou par simple mode, des *partis communistes*.

Ne fût-ce que pour accélérer ce processus, l'Internationale Communiste *devait* naître, comme cela avait été prévu à Zimmerwald et à Kienthal, et comme c'était prévu dans les *Thèses d'Avril* de Lénine. Et en naissant, elle *devait* prendre en charge le fardeau pesant de ce retard. Avoir accepté de s'en charger fait partie de ses *titres de gloire*, même si ce fardeau devait, malgré les efforts de ses fondateurs, entraîner bientôt sa perte. Il n'était pas question alors de « choisir », contrairement à ce que pensent (logiquement de leur point de vue) les historiens qui ignorent le marxisme. Parmi toutes les irrégularités, dissonances, disproportions à travers lesquelles le développement du monde capitaliste condamne le mouvement ouvrier à se frayer un chemin, il y avait aussi celle-là, et ce n'était pas la moindre. « *L'histoire universelle s'achemine irrésistiblement vers la dictature du prolétariat, mais elle n'y va pas le moins du monde par des chemins unis, simples et droits* », écrivait justement alors Lénine (6), en rappelant ce qu'il avait déjà eu l'occasion d'expliquer : si, contrairement à ce qui se passait en Russie, il serait relativement facile au prolétariat des pays capitalistes développés, une fois le pouvoir conquis, de « *continuer et conduire jusqu'à la victoire définitive la grande révolution prolétarienne* », il s'y révélait en revanche beaucoup plus difficile de *commencer* la révolution. Dans ces pays, les conditions matérielles étaient favorables à la « *continuation* » jusqu'à la victoire, mais les conditions subjectives, et avant tout l'absence du parti de classe formé sur des bases sûres, jouaient contre le « *commencement* ». Les premières appelaient à brûler les étapes, les secondes à ne pas les forcer. Mais on n'avait pas le « *choix* » et, là non plus, il n'y avait pas de voie médiane.

Au moment où la guerre civile en Russie entrait dans une de ses phases les plus aiguës et les plus sanglantes, au moment où dans toute l'Europe centrale les masses ouvrières s'insurgeaient avec un courage à toute épreuve et se lançaient à l'assaut des bastions du pouvoir bourgeois, les 54 délégués du 1^{er} congrès de l'Internationale Communiste sentirent qu'il *fallait* lancer un défi au monde capitaliste et à ses laquais, un défi qui donnât en même temps une orientation sûre à la classe ouvrière de tous les pays. Ce défi, ils l'ont condensé en trois points fondamentaux :

1) « *Au nouveau, à l'immense complot des classes capitalistes, le prolétariat doit répondre par la conquête du pouvoir politique* » qui « *doit signifier la ruine de l'appareil d'Etat bourgeois et la création de l'appareil d'Etat prolétarien* », appareil que le prolétariat doit « *tourner contre ses propres ennemis, en s'en servant comme levier pour la transformation économique de la société* ».

(6) Lénine, *La troisième Internationale et sa place dans l'histoire*, op. cit., p. 312.

2) « *La période révolutionnaire exige que le prolétariat use d'une méthode de lutte qui concentre toute son énergie, à savoir l'action directe des masses jusques et y compris sa suite logique, le choc direct, la guerre déclarée avec la machine gouvernementale bourgeoise. A ce but doivent être subordonnés tous les autres moyens [...]* »

« *Les conditions préliminaires indispensables à cette lutte victorieuse sont : la rupture, non seulement avec les laquais directs du capital et les bourreaux de la révolution communiste, — dont les social-démocrates de droite assument aujourd'hui le rôle, — mais encore la rupture avec le « Centre » (groupe Kautsky), qui, au moment critique, abandonne le prolétariat et lie partie avec ses ennemis déclarés.* »

3) « *L'accroissement du mouvement révolutionnaire dans tous les pays, le danger, pour cette révolution, d'être étouffée par la ligue des Etats bourgeois, les tentatives d'union des partis traîtres au socialisme [...] dans le but de servir bassement la ligue de Wilson, — et enfin la nécessité absolue pour le prolétariat de coordonner ses efforts, — tout cela nous conduit inévitablement à la fondation de l'Internationale communiste, véritablement révolutionnaire et véritablement prolétarienne.* »

« *L'Internationale qui se révélera capable de subordonner les intérêts dits nationaux aux intérêts de la révolution mondiale réalisera ainsi l'entraide des prolétaires des différents pays, — alors que sans cette aide mutuelle, économique et autre, le prolétariat n'est pas en état d'édifier une société nouvelle. D'autre part, en opposition à l'Internationale socialiste jaune, l'Internationale prolétarienne et communiste soutiendra les peuples exploités des colonies dans leur lutte contre l'impérialisme, afin de hâter l'effondrement final du système impérialiste mondial » (7).*

Ce défi, il fallait le lancer, même si sur le terrain organisatif les possibilités réelles de prendre les rênes du mouvement à l'échelle mondiale étaient en pratique nulles (8). Certains disaient alors — et d'autres le redisent aujourd'hui — que pour lancer un tel défi et le rendre crédible, il manquait au congrès une qualité fondamentale, à savoir

(7) *Plate-forme de l'Internationale Communiste, in Manifestes, Thèses et résolutions des quatre premiers congrès mondiaux de l'I.C., 1919-1923, Paris, 1934, pp. 19 et 21.*

(8) C'était un des arguments avancés par le délégué allemand Eberlein pour justifier l'opposition de son parti à la constitution immédiate de l'I.C. On sait, d'ailleurs, qu'il s'est abstenu lors du vote, et qu'il fut le seul. Si, comme le disait Trotsky, la convocation du congrès était devenue une exigence qu'on ne pouvait plus reculer, on peut en dire autant de la décision d'y constituer l'organe mondial de direction de la classe ouvrière — avec tous les risques mais aussi toutes les potentialités que cela comportait. L'historien social-démocrate peut sourire de la ferveur enthousiaste du délégué autrichien qui, arrivant à Moscou après quinze jours de voyage aventureux, demandait qu'on en finisse avec les attermoissements. Son état d'esprit correspondait mieux aux aspirations et à l'instinct de la classe ouvrière dans la conjoncture de 1919 que celui, pondéré et certes non dépourvu d'arguments, du camarade du *Spartakusbund*.

une vaste « représentativité ». Voilà bien une objection typiquement démocratique ! La Ligue des Communistes a-t-elle eu besoin d'être *représentative* pour adopter et lancer au monde, en février 1848, le *Manifeste* de Marx et Engels ? Les délégués réunis en 1864 au St.Martin's Hall de Londres ont-ils eu besoin d'un certificat de *représentativité*, ne serait-ce qu'européenne, pour approuver l'*Adresse* de Marx ou faire rédiger par une commission les Statuts de la Première Internationale ? Les conférences de Zimmerwald et de Kienthal, embryons de la III^e Internationale, étaient-elles bien assez *représentatives* ?

Dédaignant toute considération de... procédure, les *Thèses sur la démocratie bourgeoise et la dictature prolétarienne* rédigées par Lénine, la *Résolution sur la position envers les courants socialistes et la conférence de Berne* et la *Plate-forme de l'Internationale Communiste* rédigées par Boukharine, la *Résolution sur la terreur blanche* et le *Manifeste de l'Internationale Communiste* écrits par Trotsky, étaient centrés sur l'opposition absolue entre la dictature du prolétariat et la lutte pour l'instaurer d'un côté, la démocratie bourgeoise et la lutte pour la sauvegarder de l'autre. Leur « légitimité », ces textes ne la tiraient pas d'une représentativité démocratique, mais du *fait* qu'ils répondaient à un « *devoir historique absolu* », à la double exigence de donner aux prolétaires d'Europe et d'Amérique comme aux peuples opprimés d'Asie, et en perspective d'Afrique, un point de repère solide et une orientation claire pour leur lutte, et d'engager un processus irrévocable de scission des futurs partis communistes, pour les séparer aussi bien de la vieille social-démocratie que du centrisme.

Par-delà toutes les barrières locales ou temporelles, ces textes appartiennent au patrimoine indestructible du mouvement communiste ; même si elle n'avait rien pu faire de plus, la III^e Internationale aurait laissé avec eux un héritage ineffaçable à la classe ouvrière de tous les pays. S'il en était besoin, cela suffirait à justifier sa naissance, porteuse de tant d'espoirs, en mars 1919.

**

Cela suffisait-il pour lever la contradiction entre le besoin urgent de doter la classe ouvrière mondiale d'un organe unitaire de combat et de direction, et la nécessité de s'assurer que les partis adhérant à l'Internationale Communiste étaient vraiment communistes par leur théorie, leur programme, leur tactique, leur organisation ? Evidemment non.

La contradiction était liée au retard avec lequel les avant-gardes du prolétariat de la plupart des pays capitalistes avancés tendaient à s'engager dans cette reconstitution intégrale de la doctrine marxiste, et de sa traduction en termes tactiques et organisationnels, qui avait fait et faisait la force du parti bolchévik. Alors même qu'en Russie la classe ouvrière, qui avait brûlé les étapes, risquait de voir sa dictature

étouffée par l'étreinte mortelle de l'isolement (9), ce retard persistait. C'était une réalité matérielle dont on pouvait limiter les conséquences, mais qu'on ne pouvait pas effacer.

C'est là que s'insère notre bataille au sein du Komintern, prolongeant celle des bolchéviks. Quel a été le plus formidable enseignement donné par ces derniers ? Précisément là où leur utilisation aurait été théoriquement et historiquement légitime, ils ont écarté l'un après l'autre ces artifices tactiques que sont le rapprochement ou la convergence avec des partis « proches », et même, à certains stades, l'offre de participation au gouvernement révolutionnaire provisoire ; en somme, au cœur d'une révolution « double », ils ont tracé la voie unique et droite de la révolution prolétarienne « simple ». Selon notre courant, cette leçon ne devait pas être perdue, et il fallait surtout en tirer les conséquences là où, comme dans l'Europe capitaliste, une longue tradition parlementaire et démocratique entraînait à un laxisme tactique, organisatif ou même programmatique des plus funestes.

Les Thèses du II^e congrès de l'Internationale ont provoqué une première sélection ; les anarcho-syndicalistes, les spontanéistes, les ouvriéristes, les conseillistes et plus généralement les anti-parti, ceux qu'on avait cru pouvoir entraîner sous le drapeau de la « dictature prolétarienne dans sa forme soviétique » en 1919, lorsqu'il semblait que la révolution frappait partout à la porte, ces courants se sont détachés de l'I.C. L'application rigoureuse de ces Thèses aurait dû empêcher la contamination de l'Internationale par les résidus du réformisme, du parlementarisme, du social-chauvinisme. Malheureusement, cette rigueur a fait défaut au moment même où, la perspective d'une révolution imminente s'éloignant, elle aurait été encore plus nécessaire.

Nous savions bien qu'après la constitution de grands « partis de masse » en Occident, la direction bolchévique aurait épuré ces partis des terribles scories qu'ils renfermaient encore ; mais cela aurait fait perdre un temps précieux à une époque où l'on n'en avait guère à gaspiller, et cela aurait signifié renoncer à donner aux masses le sentiment que dans nos rangs le passé accommodant, manœuvrier et conciliateur de la II^e Internationale était mort et enterré pour toujours. Surtout, on aurait hérité ainsi d'organismes congénitalement réfractaires (10) à toute transformation réelle dans le sens révolutionnaire,

(9) Qu'on ne vienne pas nous dire ici : et voilà que les exigences de la conservation de l'Etat soviétique commencent à peser sur la politique de l'Internationale ! Non, Messieurs ! A cette époque la dictature bolchévique était une conquête du prolétariat mondial, qui lui imposait des responsabilités bien précises. C'est en tant que bastion avancé de la révolution internationale qu'elle demandait à être défendue, elle qui n'avait cessé de promouvoir et de défendre cette révolution !

(10) « Une thèse analogue à celle qui démontre l'impossibilité de prendre l'appareil d'Etat bourgeois et de l'orienter vers les buts de la classe ouvrière et la construction du socialisme atteste [...] que la structure des partis sociaux-démocrates d'avant la guerre, adaptée aux fonctions parlementaires et syndicalistes, ne peut pas se transformer en structure de parti révolutionnaire de classe, organe de la conquête du pouvoir dictatorial. » (Amadeo Bordiga, *Moscou et la question italienne*, in *Rassegna Comunista*, n° 5 de 1921, p. 214.)

tout en s'imaginant qu'on pourrait les transformer et les remodeler. Nous savions bien que pour Lénine la proposition de « front unique » ou le mot d'ordre de « gouvernement ouvrier » n'étaient que des expédients visant à démasquer aux yeux des ouvriers les partis auxquels ils restaient encore attachés par l'inertie de la confiance et de la tradition. Mais nous savions aussi que l'existence même de ces propositions obscurcissait pour les prolétaires la véritable nature de la social-démocratie et la portée historique de notre rupture avec elle ; nous savions bien, d'autre part, que le « vieil Adam » opportuniste resté parmi nous ne demanderait qu'à passer de l'offre d'une collaboration *impossible* à une collaboration *effective* — et cela ne s'est confirmé que trop vite.

Sans doute, l'action combinée d'une certaine tolérance organisationnelle et d'une plus ou moins grande latitude dans la manœuvre tactique n'a pas suffi à elle seule à transformer l'Internationale de Lénine en la pseudo-internationale de Staline. Mais elle a certainement diminué la capacité de résistance de la première, et préparé le terrain pour le coup de force de la seconde.

Aujourd'hui, les historiens au service de l'ordre établi prétendent découvrir en Lénine le père non seulement du front unique avec la social-démocratie et le radicalisme bourgeois dans les années 30 en France et en Espagne, mais aussi du front national réalisé pendant et après la guerre, dans les années 40, et proposé de nouveau ces temps-ci aux forces politiques les plus diverses. Les plus modérés veulent voir chez Lénine sous une forme *implicite* ce que les prophètes du « parti nouveau », du « compromis historique » et du « pluralisme socialiste » ont par la suite solennellement explicité. Nous dénonçons ce mensonge infâme, et sans rien retirer de nos thèses de l'époque nous célébrons le 60^e anniversaire de la fondation de la III^e Internationale en relisant ce passage de Lénine, épitaphe de tous les frontismes, de tous les pluralismes, de tous les démocratismes passés, présents et à venir :

« Lorsqu'on nous reproche la dictature d'un seul parti et qu'on propose, comme vous l'avez entendu, un front unique socialiste, nous disons : « Dictature d'un seul parti, oui ! Telle est notre position, et nous ne pouvons quitter ce terrain, parce que c'est le parti qui, au cours de dizaines d'années, a conquis la place d'avant-garde de l'ensemble du prolétariat industriel des fabriques et des usines. Le parti qui avait déjà conquis cette place avant la révolution de 1905. C'est le parti qui, en 1905, s'est trouvé à la tête des masses ouvrières, qui depuis, et même pendant la réaction consécutive à 1905, alors que [...] le mouvement ouvrier avait tant de mal à repartir, s'est fondu avec la classe ouvrière, et lui seul pouvait la conduire à la transformation profonde et radicale de l'ancienne société. » Lorsqu'on nous propose le front socialiste unique, nous disons : ceux qui le proposent, ce sont les partis menchévik et socialiste-révolutionnaire (11) qui, dans

(11) Est-il bien nécessaire de souligner que ces partis font figure d'... extrémistes si on les compare aux « communistes » et aux « socialistes » actuels ? Eh bien, non

la révolution, ont penché du côté de la bourgeoisie. Nous connaissons deux expériences : l'expérience Kérenski, lorsque les socialistes-révolutionnaires constituaient un gouvernement de coalition avec l'appui de l'Entente, c'est-à-dire de la bourgeoisie mondiale, les impérialistes de France, d'Amérique et d'Angleterre. Quel résultat avons-nous observé ? Avons-nous vu ce passage graduel au socialisme qu'ils promettaient ? Non, nous avons vu la faillite, nous avons vu la domination totale des impérialistes, la domination de la bourgeoisie et la déconfiture totale de toutes les illusions conciliatrices » (12).

Voilà la position de 1919. Après tant de terribles « expériences » du même genre, voilà à plus forte raison notre position de 1979. *Note position de toujours et pour toujours !*

seulement Lénine ne leur tend pas le rameau d'olivier, mais il repousse celui qu'ils lui offrent « gentiment ». Et ceci, alors même qu'il se trouve en position de force, que le parti exerce le pouvoir *totalitaire*. Le refus de tels fronts s'impose à plus forte raison dans toute la période *préparatoire* de la révolution, lorsque la force, ce sont *les autres* qui l'ont !

(12) Lénine, *Discours au premier congrès des travailleurs de l'enseignement et de la culture socialiste de Russie*, 31 juillet 1919, *Œuvres*, tome 29, p. 540.

Le volcan du Moyen-Orient

Le long calvaire de la transformation des paysans palestiniens en prolétaires

La création et le développement de l'Etat d'Israël sont évoqués par les bourgeois comme une de ces épopées idylliques pour lesquelles ils nourrissent un goût particulier. N'y a-t-on pas fait fleurir le désert grâce aux vertus jamais assez vantées du travail, du courage et de la persévérance de ce petit peuple ? Ce conte de fées complaisamment répandu cache en réalité le drame de l'expropriation de la population des campagnes. Certes, toutes les zones de la planète, qui ont été ouvertes les unes après les autres à la pénétration du capitalisme, ont connu ce drame ; mais en Palestine il a été poussé — progrès oblige ! — à un degré de cynisme et de barbarie rarement égalé. Partout, les capitalistes ont tenté de nier purement et simplement l'existence de cette expropriation, afin de préserver la pureté philanthropique de leur œuvre. En Palestine, ils ont nié jusqu'à l'existence de la population expropriée : « *une terre sans peuple pour un peuple sans terre* » ! N'est-ce pas plus simple ? « *Dans les annales de l'histoire réelle, disait déjà Marx, c'est la conquête, l'asservissement, la rapine à main armée, le règne de la force brutale, qui l'a toujours emporté [...]. A leur dire il n'y eut jamais, l'année courante exceptée, d'autres moyens d'enrichissement que le travail et le droit. En fait, les méthodes de l'accumulation primitive sont tout ce qu'on voudra, hormis matière à idylle* » (1).

Le « paradis » dans le Néguev, la culture florissante des agrumes et des avocats dans les plaines côtières, tout comme le boom industriel (fût-ce à l'échelle d'un tout petit pays) présupposent le dépouillement total des paysans palestiniens. L'histoire de leur expropriation res-

(1) Marx, *Le Capital*, Livre I, ch. XXVI : « Le secret de l'accumulation primitive », Ed. Sociales, tome III, p. 154.

semble à celle de ces paysans anglais dont parlait Marx : elle « *n'est pas matière à conjecture : elle est écrite dans les annales de l'humanité en lettres de sang et de feu indélébiles* » (2).

Du code ottoman à la grande révolte de 1933-1936

Le calvaire de l'accumulation primitive, ou plutôt de sa réédition palestinienne, qui n'est que l'acte le plus éclatant d'un drame qui a frappé l'ensemble de la région, remonte au milieu du siècle dernier. Plus précisément à 1858, avec l'institution du code de la propriété foncière par l'Empire Ottoman, dont la Palestine faisait partie avec d'autres pays du Proche Orient. Cet empire archaïque et suranné ne pouvait rivaliser, ne fût-ce que pour un temps, avec les puissances modernes de l'Europe, qu'en accentuant son joug sur les masses paysannes. Le but de ce code était de rendre individuelle une propriété du *şol* jusque-là collective ou tribale. Les impôts, au lieu d'être payés collectivement, devaient désormais être individualisés, engageant ainsi la responsabilité personnelle en cas de non-paiement et affaiblissant par-là même la résistance à l'alourdissement de la charge fiscale par l'Etat.

Les paysans jouissant du fruit de la terre et de son usage, selon les règles de l'organisation villageoise ou tribale, réagirent au code de façons diverses. Certains refusèrent tout bonnement d'appliquer la loi et ne procédèrent jamais à l'inscription des terres. Ce sont ceux-là qui, lors de la création de l'état d'Israël en 1948, furent expulsés de leurs terres sous prétexte qu'ils n'avaient aucun titre de propriété. D'autres ne déclarèrent à l'Etat que le tiers cultivé annuellement, en laissant de côté les deux tiers en jachère. D'autres encore firent enregistrer une superficie inférieure à la partie cultivée, sachant bien que le contrôle effectif de l'Etat ottoman ne pouvait atteindre tout le monde. De nombreux villages enfin firent enregistrer l'ensemble de leurs terres au nom des notables, qui payaient moins d'impôts ou en étaient dispensés. Ils jouaient ainsi sur l'usage de l'empire, qui, handicapé par son éloignement, devait acheter les notables pour éviter qu'ils soient tentés de prendre la tête des révoltes paysannes contre le pouvoir central.

L'application du code mena donc au renforcement du rôle des notables : devenus propriétaires au départ « pour rendre service », il arriva inévitablement un jour où leurs héritiers cherchèrent à tirer profit de ce titre dont personne n'avait voulu. De son côté, l'Etat se mit à user de la règle du code en vertu de laquelle les terres sans propriétaires (en fait les terres en jachère ou non déclarées) étaient considérées comme propriété d'empire (terres *miri*), et il commença à vendre, en vertu de ce droit de propriété, les terres de vastes domaines à des commerçants libanais, syriens, égyptiens et iraniens. Ces derniers tentèrent, avec plus ou moins de succès selon le degré de résistance des paysans, de prendre effectivement possession des sols ;

(2) *Ibid*, p. 155.

**TABLEAU 1 - ORIGINE DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE JUIVE
D'APRÈS LE TYPE DE VENDEUR (1920-1936)**

Période d'achat	Pourcentage des terres achetées à des propriétaires absents	Pourcentage des terres cédées par des grands propriétaires résidents	Pourcentage des terres cédées par des fellahs
1920-1922	75,4	20,8	3,8
1923-1927	86,0	12,4	1,6
1928-1932	45,5	36,2	18,3
1933-1936	14,9	62,7	22,5

Sources : A. Granott, *The Land System in Palestine*, London 1952, cité par N. Weinstock, *Le sionisme contre Israël*, Maspéro, 1969, p. 152.

ceux qui n'y arrivèrent pas conservèrent leurs titres, qu'ils devaient concéder à des prix fort intéressants, quelques années plus tard, aux organisations sionistes.

Le résultat de ce processus fut une concentration accrue de la propriété foncière, bien que les structures économiques n'aient pas encore connu de profond bouleversement, étant donné que les paysans conservaient en général la possession effective du sol, même s'ils n'en avaient plus qu'en partie la propriété juridique. Tel était le tableau à la veille de la première guerre mondiale, au terme de laquelle la Sublime Porte dut céder la place à la Grande-Bretagne. L'intérêt que cette dernière accordait à la Palestine s'explique par sa position stratégique proche du canal de Suez, et par le souci de prévenir l'éclosion d'un large mouvement national anti-impérialiste par l'introduction d'un Etat à sa botte coupant cette zone où s'éveillait le sentiment national unitaire ; le jeu de l'impérialisme britannique s'est conjugué avec les intérêts du capital sioniste pour aboutir à un projet commun consistant à créer cet Etat, à la fois gendarme local et entreprise coloniale.

Si le capital sioniste tenta d'installer des colonies en Palestine avant l'effondrement de l'Empire Ottoman, c'est sous le mandat britannique qu'il put réaliser son plan à grande échelle, grâce au concours en particulier de la Fondation Rothschild (3), mais en bouleversant cette fois de fond en comble les rapports de production. L'achat des terres par la J.C.A. (Jewish Colonization Association), constituée à cette fin, ne pouvait naturellement signifier que l'éviction des métayers et cultivateurs palestiniens. En effet, si les titres de propriété étaient détenus par les grands propriétaires absents, qui en cédèrent sans difficulté l'écrasante majorité dès les premières années (voir les chiffres du tableau 1), la terre sur laquelle portaient ces titres étaient l'élément indispensable à l'existence de paysans palestiniens.

(3) Voir notamment Lorand Gaspard, *Histoire de la Palestine*, Maspéro, 1978, p. 140.

Le fellah dépossédé devint alors ouvrier agricole sur sa propre terre. La situation d'exploitation féroce de la main-d'œuvre locale par le capital sioniste au début du siècle s'aggrava encore avec le principe du « travail juif », utilisé pour préserver le projet d'implantation colonialiste, et en vertu duquel l'immigré chassa le fellah de son travail, les fonds sionistes se chargeant de financer la différence de salaire pour permettre l'emploi de main-d'œuvre européenne. Cette situation ne pouvait se prolonger sans heurts violents, car il n'était laissé aux paysans expulsés d'autre possibilité que de crever en regardant les colons s'installer à leur place. C'est la raison des révoltes sociales quasi permanentes de 1921, 1925, 1929, 1933, 1936, etc.

En 1921, trois ans après l'arrivée des Anglais, la situation était telle qu'un véritable soulèvement éclata dans tout le pays. Les régions les plus touchées furent Safad dans le Nord, Hebron et Jérusalem dans le centre. La colère paysanne se dirigea essentiellement contre les sionistes, dont les colonies furent durement attaquées. L'armée anglaise se chargea de ramener le « calme et la paix » : elle a toujours manifesté un faible pour ce genre de mission. Il lui fallut, pour de nobles motifs, évidemment, réprimer la « minorité » d'irresponsables : exécutions sommaires, pendaisons, etc. Ces révoltes ont culminé avec celle de 1936, qui dura trois ans et s'accompagna d'une magnifique grève générale urbaine de six mois. La force de cette révolte n'était plus la paysannerie ou la bourgeoisie, mais déjà un prolétariat agricole dépossédé de ses moyens de travail et de subsistance et l'embryon d'une classe ouvrière essentiellement concentrée dans les ports et à la raffinerie de pétrole de Haïfa. Il est d'ailleurs à signaler que ce mouvement a pris d'abord dans les villes pour gagner ensuite rapidement les campagnes où une guérilla s'organisait, s'en prenant aux propriétaires fonciers palestiniens aussi bien qu'aux colonisateurs anglais et sionistes. Nombreux furent en effet les propriétaires fonciers visés par les révolutionnaires palestiniens pour avoir vendu la terre aux sionistes : pour les paysans dépossédés, il était clair que c'était de leur misère que s'enrichissaient les spéculateurs fonciers.

La contre-révolution stalinienne et l'absence en Europe d'un mouvement révolutionnaire prolétarien susceptible de venir en aide à la révolte palestinienne, laissa cette dernière seule face à la machine de guerre de l'impérialisme britannique. Celui-ci a néanmoins été amené à conjuguer la terreur des armes avec les promesses d'indépendance et autres manœuvres semblables pour en venir à bout. Il a même dû appeler au secours les féodaux arabes et les roitelets de la région à sa solde. Ces derniers ont « fraternellement » appelé les Palestiniens à faire taire les armes et à faire confiance aux bonnes intentions du gouvernement de Sa Majesté. Et pour les aider à mieux entendre cet appel, les frontières de la Transjordanie (où régnait le grand-père de l'actuel boucher d'Amman, le prince Abdallah, abattu en 1952 par un Palestinien) furent fermées aux maquisards qui tentèrent de s'y réfugier ou de s'y procurer armes et provisions, ainsi qu'aux volontaires de la région tentés de rejoindre les insurgés.

C'est de cette époque que datent les lois sur la responsabilité collective des villages et 'districts arabes, ces délices terroristes que le semi-barbare despotisme oriental a laissé en héritage à la civilisation du capitalisme occidental. Aux termes de ces lois, les villageois sont contraints d'héberger les détachements de la police en opération punitive, et la population est considérée comme responsable des opérations menées par quiconque dans la région ; celle-ci est donc placée sous la loi martiale et bénéficie du droit à la destruction des habitations où les « rebelles » se sont réfugiés, et des internements administratifs pour l'exemple. C'est ainsi qu'à la suite d'une opération qui coupa une ligne téléphonique en Galilée, trois villages furent assiégés par l'armée britannique. Tous les hommes furent alignés. On compta : ceux qui eurent le malheur de tomber sur le nombre 10, 20, 30, etc., furent fusillés devant tous les villageois.

C'est par de telles méthodes que l'Angleterre chrétienne et démocratique entendait en finir avec la révolte des paysans sans terre, sans pain et sans travail. 30.000 soldats furent chargés de contrôler une population qui n'excédait pas 800.000 habitants ! Tous les dirigeants de grève furent emprisonnés. L'aide apportée aux colonisateurs par les notables féodaux et religieux qui se mirent à la direction du mouvement fut décisive : en liaison avec le prince Abdallah de sinistre mémoire, ils ne cessèrent de poignarder la lutte dans le dos en participant avec les Anglais à la recherche d' « un dénouement » à la situation. Les Britanniques lancèrent une grande offensive pendant laquelle les villages insurgés furent bombardés (les Israéliens suivent aujourd'hui le bon exemple) et qui se solda par le bilan suivant : 5.000 Palestiniens tués et 2.500 emprisonnés (4).

L'élan héroïque des ouvriers et des paysans palestiniens de ces années-là fut brisé. Le terrible isolement dans lequel la situation internationale les cantonnait empêcha tout élargissement de l'horizon, qui aurait permis à cette révolte de confluer avec la lutte de toutes les masses exploitées de la région contre le joug colonial et les anciennes classes. Elle fut également paralysée par le poids de l'arriération sociale dans laquelle végétait le pays, et qui s'est traduit dans la direction mi-féodale mi-religieuse du mouvement.

Si la classe ouvrière n'a pu jouer un rôle plus important, c'est aussi parce que le parti qui prétendait la représenter, le Parti Communiste Palestinien, était guidé par une orientation complètement fautive, d'ailleurs accentuée par une Internationale qui n'avait plus de communiste que le nom. Au lieu de se démarquer par rapport à une direction religieuse et réactionnaire, le PCP, dans lequel militait une majorité d'ouvriers juifs antisionistes mais également un minorité d'ouvriers arabes, fut contraint par l'Internationale stalinisée de soutenir le mufti de Palestine, Hadj Amin Hussein, une espèce de Khomeini avant la lettre, si ce n'est pire encore. Une telle attitude

(4) Voir notamment Nathan Weinstock, *Le sionisme contre Israël*, Maspéro, 1969, pp. 179-180.

désorienta complètement les prolétaires et favorisa des deux côtés le développement des tendances nationalistes. Les ouvriers arabes, trouvant que leur parti soutenait l'aile la plus réactionnaire du mouvement, le quittèrent pour des organisations nationalistes moins modérées ; de leur côté, les ouvriers juifs ne pouvaient soutenir une telle position sans se trouver totalement désarmés par rapport à la propagande fallacieusement « antiféodale » du sionisme. Ici comme ailleurs, la contre-révolution stalinienne a complètement détruit le parti de classe, avec d'autant plus de facilité en Palestine que le prolétariat y était encore embryonnaire et surtout terriblement divisé par la situation coloniale.

La révolte de 1933-1936, aussi courageuse qu'elle fût, finit donc par un fiasco complet. Malgré le recul momentané de la Grande-Bretagne qui fut obligée de limiter l'immigration juive pendant quelques années, le mouvement sioniste ne cessa de se renforcer. Le mouvement palestinien sombra même dans une amertume et une déception telles que l'on peut sans doute affirmer que l'issue douloureuse de la guerre de 1948 était déjà en partie jouée en 1936.

La naissance d'Israël et la guerre d'expropriation

A la fin de la seconde guerre mondiale, le vieil empire anglais commença à céder la place au colosse impérialiste américain. Le mouvement sioniste s'en trouvait d'autant mieux que la présence anglaise lui était devenue inopportune, voire insupportable, poussant même plusieurs groupes sionistes pressés d'établir leur Etat dans un mouvement terroriste anti-anglais où Begin fit d'ailleurs ses premières armes. La Grande-Bretagne n'aspirait plus qu'à dégager sa responsabilité de la Palestine, et elle confia le gâteau à l'ONU, cette nouvelle « caverne de brigands » bâtie sur les cendres de la défunte société des Nations.

Les préparatifs de la constitution d'un Etat juif menèrent en 1947 à la guerre israélo-arabe. Pendant que les délégués des vertueuses nations bourgeoises bavardaient dans les salons somptueux de l'ONU pour savoir si un Arabe et un Juif étaient capables de vivre ensemble sans s'entrégorger (avec ces Orientaux, mon cher, on ne sait jamais...), ou s'il valait mieux les séparer par des barbelés, l'Etat d'Israël fut créé le 14 mai 1948. Cela provoqua la course entre Truman et Staline pour savoir qui le reconnaîtrait le premier, mais surtout cela ouvrit en grand la chasse aux Palestiniens.

L'histoire n'avait encore donné là qu'un avant-goût de la barbarie capitaliste. Vider le pays du maximum de ses paysans ruinés était désormais l'objectif avoué. Il s'agissait de la réédition en grand du calvaire des paysans écossais décrit par Marx : « ... Aux yeux des land lords [dans notre cas, des sionistes] c'est un principe fixe, une nécessité agronomique que de purger le sol de ses indigènes comme l'on extirpe arbres et broussailles dans les contrées sauvages de l'Amé-

rique ou de l'Australie, et l'opération va son train tout tranquillement et régulièrement » (5).

Pour des raisons tant internationales que locales, Israël n'a pu alors occuper la totalité de la Palestine. En effet, le processus d'expropriation était moins avancé dans certaines zones que dans d'autres : c'est ainsi que le centre, plus montagneux, intéressait moins les sionistes ; de plus, dans le cadre d'un partage prôné par l'ONU, l'Etat d'Israël ne devait se constituer que sur une partie de la Palestine. La partie occupée fut en fait plus grande que celle prévue par le plan de partage, mais la Cisjordanie et la bande de Gaza échappèrent momentanément à la conquête sioniste, la première pour échoir au prince Abdallah, qui fut par la même occasion promu roi de Jordanie par les Anglais, la seconde revenant à l'Egypte. Près d'un million de paysans et d'ouvriers palestiniens furent chassés de leurs foyers. Cette fois, la bourgeoisie se moqua bien du sacro-saint droit de propriété, de la légalité et autres attrape-nigauds. C'est la force brutale, la terreur, le massacre et l'extermination qui furent érigées en loi suprême afin de servir de base à toute la légalité ultérieure.

Inutile de décrire les conditions misérables dans lesquelles les masses palestiniennes furent parquées ; elles n'avaient rien à envier aux camps de concentration d'où sortaient à peine ces centaines de milliers de Juifs, poussés là par l'impérialisme qui leur faisait miroiter l'Eden retrouvé. Toujours est-il que ce million de déracinés, de chômeurs forcés, devait rompre à tout jamais le fragile équilibre régional, et devait devenir l'épicentre des révoltes sociales au Moyen-Orient.

Malgré l'acharnement des autorités israéliennes à expulser le plus grand nombre possible de Palestiniens — ce qu'elles réussirent en grande partie — une minorité parvint à rester sur place : 170.000 environ en 1948, devenus aujourd'hui plus de 500.000, qui vivent à l'intérieur de l'Etat d'Israël. Cette population a dû supporter une oppression inouïe, qui ne trouve peut-être son égale que dans les sociétés coloniales d'Afrique. Les populations palestiniennes durent passer sous les fourches caudines d'un régime militaire extraordinairement féroce, qui n'a d'ailleurs d'autre base « légale » que les fameuses ordonnances britanniques de la période du mandat, parmi lesquelles il faut noter les *Emergency Defense Regulations* promulguées en 1945 pour lutter contre les mouvements de résistance juifs à l'occupation anglaise.

Voici deux témoins à charge. Pour le premier, « *la question est la suivante : serons-nous tous soumis à la terreur officielle ou y aura-t-il de la liberté pour l'individu ? Aucun citoyen n'est à l'abri d'un emprisonnement à vie sans procès [...], le recours en appel est aboli [...], les pouvoirs de l'administration d'exiler n'importe qui n'importe quand sont illimités [...]. Il n'est pas nécessaire de commettre une quelconque infraction, une décision prise dans quelque bureau*

(5) Somers, cité par Marx, *op. cit.*, p. 172.

suffit ». Pour le second : « *l'ordre établi par cette législation est sans précédent dans les pays civilisés. Même en Allemagne nazie il n'existait pas de pareilles lois* ». Ces déclarations ont été faites dans un meeting de juristes tenu à Tel-Aviv le 7 février 1946 pour protester contre la répression... coloniale anglaise, la première par Bernard (Dov) Joseph, futur ministre de la Justice d'Israël, la seconde par J. Shapira, qui deviendra procureur général de la république israélienne (6). Il n'a pas fallu deux ans pour que cette barbarie « nazie » soit utilisée par les sionistes contre les Palestiniens.

Mais cette législation barbare ne pouvait suffire à la voracité colonisatrice d'Israël, ce rejeton monstrueux de l'accouplement du sionisme et du capitalisme occidental. Il fallut encore perfectionner l'arsenal terroriste des *Defense Regulations*, ce qui fut fait avec les lois successives qui, sous couvert de l'état de guerre, visaient à légaliser les spoliations.

Un des chefs-d'œuvre de cette législation fut la « loi sur la propriété des absents ». Au terme de ce texte fut défini comme absent « *toute personne qui dans la période entre le 19 novembre 1947 et le 19 mai 1948 était propriétaire d'une parcelle de terre située en Israël et qui à cette période était soit : — citoyen du Liban, de l'Égypte, de l'Arabie Saoudite, de la Jordanie, de l'Irak ou du Yémen ; — dans ces pays ou n'importe où en Palestine à l'extérieur d'Israël ; — citoyen palestinien qui a quitté son lieu de résidence en Palestine pour s'installer dans une région tenue par des forces qui ont lutté contre l'établissement de l'Etat d'Israël* » (7). Cette période correspond aux importants déplacements de personnes qui avaient fui les zones des affrontements les plus chauds. Combien de paysans, considérés comme absents alors qu'ils s'étaient seulement « déplacés » de quelques centaines de mètres, ont vu leurs terres confisquées ? Une autre vertu de cette loi fut d'accaparer les terres et biens du clergé (plus de 6 %) : Dieu lui-même était absent !

Autre monument du droit : la fameuse « loi d'urgence ». Elle permet de déclarer certaines régions « zones closes » : une autorisation écrite du gouvernement militaire est alors nécessaire pour y accéder. Selon une autre disposition, si tel village est déclaré « zone de sécurité », les habitants n'ont plus le droit d'y habiter. Plus de douze villages de Galilée ont dû pour cette raison être abandonnés : telle est la loi ! D'autres règles de même nature ont été promulguées : ainsi l'une d'elles autorise à déclarer certaines régions « zones de sécurité temporaire », ce qui a pour effet d'empêcher les paysans de cultiver leurs terres, tandis qu'une autre autorise l'Etat à confisquer les terres non cultivées « pendant un certain temps ». Rien n'échappe à la loi...

L'Etat se devait de compléter cette magnifique construction juridique par les « Ordonnances sur l'état d'urgence » de 1949, qui viennent

(6) Nathan Weinstock, *op. cit.*, p. 392.

(7) *Sefer Ha-Khukkim* (Législation principale), 37, 1950, p. 86.

**TABLEAU 2 - REPARTITION DE LA MAIN-D'ŒUVRE ARABE
ENTRE LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITE**

En %	1954	1966	1972
Agriculture	59,9	39,1	19,1
Industrie	8,2	14,9	12,5
Construction et travaux publics	8,4	19,6	26,6
Autres secteurs	23,5	26,4	41,8
	100	100	100

Source : *Annuaire statistique d'Israël*, 1955 à 1973.

compléter les « lois d'urgence » anglaises de 1945 ; elles donnent tout pouvoir à l'autorité militaire pour les besoins de la « sécurité publique », de perquisitionner et de fouiller habitations et véhicules, émettre des mandats d'arrêt, intenter des procès sommaires à huis clos et sans appel, limiter la circulation des personnes, assigner à résidence, déporter hors des frontières. Par exemple, l'article 119 autorise la confiscation des terres, tandis que l'article 109 permet à l'armée d'interdire à toute personne de se trouver dans les lieux qu'elle désigne, et de dicter des restrictions relatives aux fréquentations et à l'exercice d'un emploi. On touche ici à l'explication d'un des secrets de la démocratie : cette dernière peut se payer le luxe de couvrir la violence ouverte liée à l'oppression de classe — ici doublée d'oppression raciale et nationale — du voile hypocrite du droit (8).

Voilà donc par quels moyens le sionisme a nettoyé pour le compte du capital la terre de ses habitants. On peut dire qu'aujourd'hui l'expropriation des paysans palestiniens est presque terminée dans les territoires accaparés en 1948 (9). La pénurie de terrains s'étend même aux villes et aux villages où la population s'entasse et dans lesquels les terrains où on est autorisé à construire sont extrêmement limités.

Qu'est devenue cette population encore essentiellement paysanne en 1948 et restée en Israël ? Le tableau 2 le montre.

Il n'est pas indifférent de noter que dans le secteur industriel la quasi-totalité des Arabes sont salariés. Sur la population active agricole, 58 % sont des prolétaires, ce qui signifie que moins de 10 % des Arabes israéliens sont encore liés à la terre en 1972. Quant aux

(8) Pour un aperçu complet de cette législation israélienne, nous renvoyons le lecteur aux ouvrages suivants : Nathan Weinstock, *op. cit.*, pp. 374-399, Lorand Gaspard, *op. cit.*, pp. 187-189 et Sabri Gerjes, *Les arabes en Israël*, Maspéro, 1969, pp. 95 à 116, ou encore *Problèmes économiques et sociaux*, n° 199 du 2 novembre 1973.

(9) Sur les 475 villages arabes que comptait la Palestine occupée par Israël en 1948, il n'en reste aujourd'hui que 90. Les 385 autres ont été rayés de la carte à la dynamite et au bulldozer.

services, ils englobent une forte majorité de salariés, au point qu'en 1970 déjà les ouvriers et assimilés représentaient 72,6 % de la population active arabe (10). La nouvelle génération des Palestiniens vivant en Israël est donc essentiellement ouvrière, bien que continuant à habiter en milieu rural (74 % de la population en 1967). Le village qui continue à les abriter ne peut plus constituer qu'un ghetto dans lequel l'Etat d'Israël s'efforce de les enfermer. Ces ouvriers surexploités, sous-payés (dans certains cas le rapport est du simple au double pour un même travail), sont astreints à faire des heures de trajets en autocars pleins à craquer pour aller à leur lieu de travail et en revenir.

Ces prolétaires ont subi un calvaire fait de misère, de guerres, d'humiliations et de massacres dont ils gardent le souvenir gravé dans leur mémoire (11). Le régime d'urgence a bien été supprimé en 1966, mais cela ne pouvait signifier la suppression des lois qui le caractérisent. Les prérogatives du pouvoir militaire ont seulement été transférées aux différents appareils de l'administration civile, et en particulier, à la police... En réalité, « *quels que soient les droits et libertés reconnus par la loi ou par la coutume aux habitants d'Israël, des considérations de sécurité sont toujours susceptibles de les remettre en cause sans qu'il soit dérogé formellement à la légalité* » (12).

Les quelques paysans qui subsistaient ont été tout récemment encore victimes de cette possibilité de rétablir pour un oui ou pour un non la législation terroriste. Ainsi en 1976, on a arraché, sous couleur d' « opération de remembrement », 10.000 ha à la population arabe ; cette attaque du maigre réduit qui lui restait a provoqué des manifestations de masse, des grèves et des affrontements avec la police et l'armée. Cette dernière décréta le couvre-feu et envahit de nombreux villages ; six Arabes furent tués et plusieurs dizaines blessés. L'épisode fut baptisé « journée de la terre ». Surtout, cette législation est aujourd'hui utilisée contre toute contestation vis-à-vis de l'Etat. Et qui doit « contester » le plus si ce n'est la classe ouvrière ?

En contact depuis 1967 avec la nouvelle vague d'ouvriers palestiniens vivant à leur tour sous régime d'occupation à Gaza et en Cis-

(10) Voir dans la revue *Khamsin*, n° 2, 1975, les articles de Lazare Rozensztroch, « Sur les Arabes en Israël », p. 79, et de Jacqueline Farhoud Iraissaty, « La dispersion palestinienne », pp. 41 et 54.

(11) Le 29 octobre 1956, les soldats israéliens entrèrent dans le village de Kfar Kassem pour décréter le couvre-feu. Ils annoncèrent aux villageois que tous ceux qui se trouveraient encore hors de leurs maisons une demi-heure plus tard seraient exécutés. De nombreux villageois travaillant encore à cette heure-là dans les champs et dans les chantiers israéliens à l'extérieur du village, il était impossible de les prévenir. A leur retour les soldats israéliens les ont arrêtés, alignés et fusillés. 47 villageois furent ainsi assassinés. L'Etat d'Israël ouvrit une enquête et prononça des peines contre les responsables. C'est ainsi que le second en grade des officiers reconnu pour responsable du massacre fut nommé en 1960 « responsable des affaires arabes » dans la région de Ramleh, dans le voisinage de Kfar Kassem...

(12) C'est ainsi que *Problèmes politiques et sociaux*, n° 199 résume le sens des commentaires de Sabri Gerjes dans son livre cité plus haut.

jordanie, elle s'éveille à la lutte d'autant plus hardiment qu'elle a trop longtemps contenu sa colère (13).

Nouvelle curée expropriatrice avec la guerre de 1967

La Palestine tout entière est un pays minuscule : 27.000 km², soit la taille de la Belgique. Le tiers est désertique, la culture y est très difficile et surtout très coûteuse. Israël en a occupé en 1948 près de 21.000 km². Il est évident qu'un cadre aussi exigu ne peut satisfaire l'appétit d'un capital sioniste plein d'ambition. Dans un tel contexte, l'expansion est une nécessité, l'expansionnisme une religion d'Etat.

C'est ainsi qu'Israël s'est emparé en 1967 de la Cisjordanie et de Gaza, et que le phénomène de 1948 s'est répété. La bande de Gaza était habitée en 1967 par 450.000 Palestiniens dont plus des deux tiers (316.775 en janvier 1967) étaient des réfugiés venant de la plaine fertile de Jaffa d'où ils furent chassés en 1948. Plus de 100.000 habitants de Gaza, dont beaucoup prenaient le chemin de l'exode pour la deuxième fois, furent contraints de se réfugier dans les pays voisins. La Cisjordanie, qui était peuplée d'environ 850.000 personnes en 1967, c'est-à-dire avant l'occupation, n'en comptait plus que 650.000 trois ans plus tard, ce qui signifie que plus de 200.000 Palestiniens ont dû tout abandonner dans cette région pour aller s'installer dans les camps de misère appelés « camps de réfugiés ». Ainsi, plus de 300.000 personnes ont été astreintes, pour une raison ou pour une autre, à quitter leurs foyers, et par conséquent ont été frappées d'interdiction de retour en vertu de la législation israélienne, si bien adaptée au nettoyage par le vide.

La fameuse loi sur les absents a fonctionné à fond : 33.000 hectares sont tombés sous sa coupe. 16 % de la totalité des terres appartenant à l'Etat ou aux collectivités sont automatiquement passés à l'occupant. Israël a réquisitionné aussi plus de 10.000 maisons appartenant à des « absents » transformés en réfugiés dans les camps. Mais ce procédé est somme toute habituel. D'autres, plus raffinés, ont été imaginés : c'est ainsi qu'au village d'Akraba en Cisjordanie,

(13) « On émet par douzaines des ordres de résidence forcées, d'arrêt à domicile, d'expulsion ou de détention administrative, mais ces mesures ne touchent que des Arabes [...]. La même discrimination est perceptible dans l'attitude des autorités en ce qui concerne la liberté de la presse et la liberté d'association. Jusqu'à présent elles n'ont suspendu aucun journal hébreu ni interdit aucun groupement politique juif, si extrémiste qu'ils soient et si éloignés qu'ils soient aussi de l'attitude officielle du régime. En revanche, aucun journal arabe ne peut être publié en Israël à moins que les autorités ne puissent compter sur l'appui ou du moins la complaisance, de ses responsables, aucune organisation arabe n'a été autorisée à participer à quelque activité que ce soit sans le consentement et l'approbation entière des autorités » (Sabri Geris, « Democratic freedoms in Israël », *Problèmes politiques et sociaux*, n° 199, novembre 72). Ce passage illustre bien l'oppression subie par les Palestiniens, mais il est certain que les mêmes lois s'appliqueraient avec la même dureté aux Juifs qui en viendraient à briser le front social de la solidarité juive sur lequel repose l'hypocrisie de la démocratie israélienne.

les sionistes ont détruit les cultures en les arrosant de produits chimiques. Est-il besoin d'ajouter que l'Etat a ressorti tout son arsenal terroriste déjà si bien éprouvé ? Il y a eu des milliers d'expulsions, selon les déclarations devant la Knesset de l'ancien ministre de la Défense, Shimon Pérès en personne ; 23.000 Palestiniens ont été fait prisonniers au cours des années 1967-73 ; 16.312 maisons ont été détruites entre 1967 et 1971 en vertu du principe hautement biblique de la responsabilité collective. Plusieurs villages ont été purement et simplement rayés de la carte comme par exemple Latroun, Amwas, Yllo, Beit Nouba et bien d'autres.

Sur les terres confisquées par ces procédés de gangstérisme organisé par l'Etat, la colonisation a pu commencer dès octobre 1967. En 1971, on comptait déjà 52 colonies dans les territoires récemment occupés (14). Depuis, les nouvelles installations et les nouveaux projets n'ont cessé et l'actualité en apporte une moisson périodique (15).

Il est presque inutile d'ajouter que la population arabe est privée, plus encore qu'en Israël, de toute possibilité d'expression, d'association syndicale et politique indépendante. Le moindre soupçon d'appartenance à une organisation subversive s'est déjà traduit pour des milliers de Palestiniens par un total de plusieurs siècles d'hospitalité ô combien agréable, dans les geôles sionistes.

Sur une population totale estimée en Cisjordanie et à Gaza à près d'un million d'habitants en 1970, et sans doute davantage aujourd'hui malgré les flux massifs d'émigration vers les pays pétroliers, vraisemblablement plus de 100.000 Palestiniens vont travailler chaque jour en Israël. En 1973, un travailleur sur trois et un salarié sur deux habitant ces zones passait quotidiennement la frontière. La proportion est indiscutablement plus élevée aujourd'hui, si l'on considère que le processus de prolétarianisation se poursuit dans les zones occupées tandis que l'emploi local y stagne, s'il ne diminue pas.

Ces prolétaires sont soumis à l'exploitation la plus bestiale rendue possible par l'impossibilité d'habiter Israël, les autorisations de travail et de circulation auxquels ils sont soumis, l'absence de tous droits en Israël et l'état d'urgence militaire dans les territoires occupés.

(14) Lorand Gaspar, *op. cit.*, p. 145.

(15) La dernière implantation de colonie date de juin 1979, et ne se fait pas sans rencontrer de résistance. Selon *Le Monde* du 8-6-79, le point de peuplement appelé Allon Moreh a été officiellement fondé le 7 juin. Cette nouvelle colonie se trouve au sommet d'une colline « au sud de la ville de Naplouse, et s'étend sur 80 hectares de terres, propriété de résidents arabes du secteur qui ont été expropriés par le gouvernement israélien à la suite d'une décision de la cour suprême justifiant cet acte en vertu des « exigences de la défense ». Les bulldozers ont commencé à débloquer les voies d'accès. Les quelques dizaines de personnes qui forment le noyau des futurs habitants du village sont arrivés à bord de véhicules de l'armée ». Le dimanche 17, une importante manifestation a eu lieu à Naplouse contre l'installation de cette colonie, provoquant l'intervention de l'armée israélienne accueillie par des jets de pierre (voir *Le Monde* du 19-6).

TABEAU 3 - SALAIRE JOURNALIER MOYEN DES PALESTINIENS DE CISJORDANIE ET DE GAZA (P) COMPARE A CELUI DES ISRAELIENS (I)

Livres israéliennes

	moyenne générale		agriculture		industrie		bâtiment	
	P	I	P	I	P	I	P	I
1972	17,2	34,4	15,4	22,2	15,6	33,1	19,1	31,1
1973	22,9	42,8	20,6	25,7	21,6	40,7	25,1	38,1

Source : Jamil Hilal, « Les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza », Khameln no 2, 1975, p. 51. Israéliens : Juifs et Arabes confondus.

Ainsi, l'ouvrier palestinien de Cisjordanie et de Gaza qui travaille déjà dans les secteurs les plus mal rémunérés (52 % travaillaient en 1973 dans le bâtiment et 19 % dans l'agriculture), perçoit un salaire égal à la moitié de celui que touche l'ouvrier israélien (et ce sans tenir compte de la différence entre l'Israélien juif et l'Israélien arabe qui est déjà substantielle), comme le montre le tableau 3.

Cette discrimination est aggravée par le vol ouvert pratiqué par l'Etat israélien : l'ouvrier palestinien se voit en effet déduire environ 40 % de son salaire sous forme de cotisations diverses, soit un taux bien supérieur à toutes les taxations auxquels on soumet le travailleur israélien, qui reçoit, lui, certains « avantages » en retour, tels la sécurité sociale, l'indemnité chômage, les congés payés, la retraite, etc., tandis que l'ouvrier palestinien des territoires occupés n'y a pas droit. C'est un véritable tribut que l'ouvrier est obligé de verser à l'Etat, alors qu'il travaille dans des conditions d'insécurité totales.

Les journaux arabes nationalistes peuvent bien remplir leurs colonnes de cris désapprobateurs à l'encontre d'Israël : « ils nous volent nos ouvriers », les ouvriers palestiniens supportent la double exploitation et la double oppression existant en Israël, pour la raison que le salaire payé par le patron arabe est encore plus catastrophique et permet encore moins de subsister. Il est en effet impossible à une bourgeoisie palestinienne invertébrée de rivaliser avec le capital sioniste. Dans le meilleur des cas elle peut être son lieutenant, même si c'est en maugréant. C'est ainsi que le capital israélien, s'apercevant du moindre coût de la force de travail à Gaza et en Cisjordanie, conclut de nombreux contrats de sous-traitance. Les deux bourgeoisies y trouvent leur beurre. La bourgeoisie israélienne profite des salaires inférieurs que les patrons palestiniens réussissent à imposer aux ouvriers et fait taire par la même occasion les faibles velléités contestataires de la bourgeoisie palestinienne ; tandis que la bonne marche des affaires permet à cette dernière de « prospérer » et de continuer à exploiter toujours davantage.

Si la guerre de 1948 avait trouvé la lutte palestinienne encore sous le choc de la défaite de la révolte de 1936-39, si bien que la résistance fut faible, le déclenchement de la guerre des six jours par Israël et la colère provoquée par la pusillanimité des régimes arabes entraîna la révolte massive des populations palestiniennes et son armement que le Fatah en premier lieu s'est chargé de contenir dans un programme ménageant les Etats arabes en place. La vague fut suffisamment forte pour permettre une certaine radicalisation, qui se traduisit par la création d'organisations parlant un langage plus « ouvrier », et surtout par la fusion des intérêts des masses palestino-jordanienues d'une part, et palestino-libanaises d'autre part.

L'objet de cet article n'est pas de faire l'histoire de cette vague révolutionnaire, une fois de plus hélas privée de l'appui du prolétariat des grands centres impérialistes, combattue de plus ouvertement par tous les Etats arabes, livrée par l'orientation même et les principes des différents partis qui la dirigeaient à ses bourreaux successifs, pour en arriver à l'aplatissement de tous devant l'ordre établi, international et local. L'important est de voir que les prochaines explosions révolutionnaires se produiront dans des conditions sociales — et politiques, nous l'escomptons également — déjà différentes de celles de 1948, et même de 1967.

Le capital engendre ses propres fossoyeurs

Le bilan social de la sanguinaire accumulation primitive de capital dont la Palestine a été le théâtre est en effet le suivant. La totalité de la population palestinienne réfugiée et par conséquent non soumise à la domination d'Israël, soit 2,3 millions de personnes (60 % des Palestiniens), est naturellement complètement déliée de la terre. Sur cette masse de réfugiés, 40 % seulement de la population en âge de travailler a un emploi, et la grande majorité des actifs est salariée (en 1970 : 73,2 % des Palestiniens actifs au Liban, 79,3 % en Syrie, 89,6 % au Koweït) et une grande partie constituée d'ouvriers. On a donc une population fortement prolétarisée (16).

Parmi le million et demi de Palestiniens (soit 40 %) vivant sous la botte sioniste, seule une minorité possède encore la terre : le nombre d'employeurs et de travailleurs indépendants dans le secteur agricole est passé de 37.000 en 1969 à 26.100 en 1973 en Cisjordanie et de 6.200 en 1970 à 4.600 en 1973 à Gaza. Ces chiffres ont encore chuté ces dernières années (17). Le processus d'expropriation se poursuit, pouvant encore par conséquent provoquer des émeutes et des révoltes agraires, surtout en période de crise économique, étant donné que

(16) Voir à ce sujet Jacqueline Fahroud Iraissaty, *op. cit.*, p. 44.

(17) Voir Jamil Hilal, « Les palestiniens de Cisjordanie et de Gaza », *Khamsin*, n° 2, 1965, pp. 46-68.

dans toute la région la population ouvrière arabe est faiblement urbanisée et vit encore dans les villages devenus des dortoirs (18).

En Cisjordanie, les ouvriers formaient en 1973 47,5 % de la population palestinienne active, 55,6 % à Gaza. En Israël, la proportion doit être la même, puisque 72,6 % des Arabes sont salariés. Mais tous ces prolétaires palestiniens sont plus souvent ouvriers agricoles et ouvriers des bâtiments qu'ouvriers d'industrie.

Malgré les protestations hypocrites et les justifications fallacieuses des bourgeoisies israélienne et impérialistes d'Europe et d'Amérique, on imagine sans difficulté le degré d'oppression qu'ont à subir les quelque 500.000 Palestiniens habitant dans un Etat où existe déjà une discrimination sociale importante entre Juifs d'origine occidentale et orientale, où la nationalité repose sur la « nationalité juive » elle-même fondée sur *la religion*, un Etat qui est de plus en guerre permanente avec les Etats arabes voisins. Mais ces Palestiniens-là, que l'Etat différencie encore selon leur religion en chrétiens, druses ou musulmans, bénéficient au moins *théoriquement* des « droits économiques et sociaux » au même titre que les Juifs d'Israël. Quant aux Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza, leur sort est plus effroyable encore, puisqu'ils sont carrément en situation d'état de siège ouvert (19).

Les larges masses palestiniennes, grâce au travail desquelles fleurissent aujourd'hui les vergers d'Israël et tournent dans une pro-

(18) Dans son numéro du 29 mai dernier le quotidien *Asharq Al-Awsat* paraissant à Londres, rapporte que les habitants d'une colonie juive dans le Sinaï appelé Oféra ont tenté, après avoir été délogés du Sinaï en vertu de l'accord israélo-égyptien, d'occuper un village arabe nommé Maalia en Galilée. Les colons se sont présentés au village avec leurs meubles, leurs outils et leurs tracteurs et on pouvait lire sur leurs banderolles « Galilée en échange du Sinaï » et « Oféra promet de ne plus laisser vivre un seul Arabe en Israël ». La population palestinienne a bien essayé de parlementer, mais les colons ont riposté en montrant qu'ils étaient mandatés officiellement par l'Agence Juive pour s'installer dans le village. Une vive discussion a suivi : un colon a tiré plusieurs balles au-dessus des têtes des délégués arabes afin d'intimider les villageois. Aussitôt les habitants du village ont accouru par dizaines. Il s'en est suivi une bagarre qui a duré plus de deux heures, après laquelle des colons ont été obligés d'emporter leurs affaires et de s'enfuir, laissant leurs cabanes en flammes. En arrivant, la police a posé cette question : « Est-ce le Fatah qui vous a donné l'ordre de tirer sur les Juifs ? ». Les villageois ont riposté à l'interrogatoire policier par la grève générale. Le gouvernement, surpris de rencontrer une résistance spontanée, a reculé et déclaré sur les ondes radiophoniques que l'Etat n'était nullement impliqué dans l'opération, menée par les seuls colons, et qu'il n'était même pas au courant de leurs intentions ! Encore une fois, seule la force peut être opposée à la force.

(19) S'il fallait une illustration de ce fait, *Le Monde* du 6-6-79 rapporte que le lundi 4 juin au milieu de la nuit, les maisons où habitaient quatre Palestiniens soupçonnés d'appartenir à la résistance ont été encerclées par l'armée : « *les familles reçoivent l'ordre de quitter immédiatement les lieux. Le mobilier est transporté dans le jardin d'El Jenieh, la maison des parents de Mell Ataf Youssef est rasée par un bulldozer. A Ramalleh et à El Bireh, trois appartements, après l'évacuation de leurs occupants sont murés. Portes et fenêtres sont condamnées par une cloison de briques et de ciment* ». Tout l'arsenal des lois terroristes est donc bien en vigueur, et en particulier les lois sur la responsabilité collective.

portion croissante les usines de Tel-Aviv et de Naplouse, ne peuvent plus désormais vivre et se défendre sans combattre le capitalisme, *mais sur le terrain façonné par lui*. Leur lutte se heurte immédiatement à la discrimination politique et raciale liée au *privilège juif*, bref à la *nature coloniale* de l'Etat d'Israël, qui utilise de plus en plus contre les luttes ouvrières les lois mêmes qu'il a utilisées hier, et continue à utiliser aujourd'hui dans les territoires occupés pour transformer les paysans en prolétaires. Pour les prolétaires modernes, ces discriminations et cet asservissement fondés sur la race et la religion sont encore plus insupportables que dans toute autre société, et démultiplient l'immense potentiel de révolte sociale nourrie par l'exploitation capitaliste et l'oppression politique qui en dérive.

Sous la démocratie esclavagiste d'Israël s'accumulent lentement les matières incandescentes d'une éruption bien plus puissante encore que celles qu'ont suscitées jusqu'ici les grandes vagues de l'expropriation des paysans palestiniens. Il s'agit de la lutte prolétarienne, que les ouvriers palestiniens de l'émigration contribueront à étendre à toute la région, et qui saura, en liaison avec la classe ouvrière des grandes métropoles impérialistes, briser le front social de la solidarité juive en Israël, entraîner dans son cours impétueux les prolétaires juifs, et prendre la tête des masses paysannes pauvres en révolte dans la lutte à mort contre l'ordre capitaliste établi local et international, qui ne sera définitivement brisé qu'avec le succès de la révolution communiste mondiale.

La paix israélo-égyptienne et le nouvel ordre impérialiste au Moyen-Orient

Au cours des dernières années, et surtout récemment lors de la signature de la paix entre l'Égypte et Israël, le rôle prédominant des USA au Moyen-Orient s'est manifesté à l'évidence. Pourtant, dans leur course pour déloger l'Angleterre et prendre sa place comme bastion mondial du capitalisme, les USA se sont intéressés assez tard à cette région du globe, et surtout à partir du moment où il s'est avéré que la croissance exponentielle des besoins d'énergie allait les rendre dépendants du pétrole arabe.

A l'époque du colonialisme classique, l'usage industriel du pétrole était ignoré, et la Grande-Bretagne n'avait pas eu trop de difficultés à éliminer de l'aire du Golfe d'abord le Portugal et la Hollande, puis la France et l'Allemagne. Grâce à une politique de balkanisation de la région et à une attitude non ouvertement coloniale envers l'Égypte et le Soudan, elle avait pu stabiliser sa présence politique et économique sans avoir à déployer un grand appareil militaire.

Ce n'est qu'au début de ce siècle que les USA pénètrent dans cette zone, d'abord par le biais d'accords économiques limités avec l'Angleterre. Et c'est seulement après la seconde guerre mondiale que ces deux puissances entrent en concurrence, commencent à délimiter leurs zones d'influence respectives et à se les contester.

Du lion britannique à l'aigle américain

Les Etats-Unis montrent clairement qui, désormais, est le maître dans la région par le coup d'Etat de 1953 en Iran, qui remet en selle Pahlavi grâce à la passivité de l'URSS et du parti Toudeh, et par le coup d'arrêt donné au débarquement franco-anglais lors de la crise de Suez de 1956, cette fois avec la collaboration active de la Russie. Cependant, en s'emparant des deux *positions-clés* de la région, quitte à laisser momentanément du terrain à une Russie elle aussi trop heureuse d'en finir avec l'Angleterre, l'impérialisme yankee hérite des tendances de son prédécesseur, et ce sont elles qu'il développera dans les années ultérieures.

L'Iran continue à jouer dans la stratégie américaine le triple rôle que l'Angleterre lui avait déjà assigné : d'abord, faire écran entre

le mouvement social qui, à partir de l'épicentre chinois, secoue l'Asie, et ses répercussions dans le Proche-Orient et l'Afrique ; ensuite, servir de bastion contre les tentatives de l'impérialisme russe concurrent pour pénétrer en Asie et percer vers les mers chaudes ; enfin, et ce rôle grandira avec les importations massives de pétrole par les Etats-Unis, protéger les champs pétrolifères du Golfe.

Israël aussi poursuit la double tâche qui était déjà sienne : d'une part, protéger les voies d'approvisionnement de l'Occident en pétrole, le canal de Suez, les pipe-lines d'Irak et d'Arabie ; d'autre part, maintenir l'ordre impérialiste, grâce à sa place au cœur même du Machrek. Celle-ci permet en effet de contrer efficacement les tendances unificatrices de la *vague d'émancipation anti-impérialiste* du monde arabe, vague dont la révolte palestinienne qui se heurte directement au rouleau compresseur de l'expropriation capitaliste et au terrorisme barbare de « l'Etat pied-noir » d'Israël, devient naturellement l'avant-garde.

Il est bien évident cependant que l'Egypte joue un *rôle stratégique décisif* dans la politique mondiale de tous les impérialismes. Naguère, elle contrôlait la route des Indes pour le compte de l'Angleterre, ce qui lui valut l'intervention de Bonaparte. Aujourd'hui, avec la Mer Rouge et Bab-el-Mandeb, elle commande l'accès à l'Océan Indien, qui intéresse la Russie à plus d'un titre : il lui permettrait de se protéger des missiles que, depuis quinze ans, les Américains peuvent lancer à partir des sous-marins qui y circulent ; il lui assurerait la jonction maritime la plus rapide entre la Russie d'Europe et Vladivostok, nécessaire en cas de guerre avec la Chine ; il lui donnerait le contrôle des voies navales d'approvisionnement du Japon en pétrole et en matières premières, plus celui des sources de pétrole qui maintenant approvisionnent non seulement l'Europe mais aussi les Etats-Unis. A une échelle encore plus large, cette zone tient dans la politique russe la place qu'y occupait jusqu'à la première guerre impérialiste la région de Constantinople.

Il est donc évident que les USA, dont les visées sont mondiales, ne pouvaient pas se contenter d'éliminer l'Angleterre de l'Egypte et de mettre fin par-là même à sa prédominance en Asie ; ils devaient nécessairement tendre aussi à y interdire tout contrôle russe. C'est là un objectif qu'ils poursuivaient en secret et indirectement, même lorsque le jeu de bascule faisait pencher Le Caire vers Moscou et que les USA laissaient Israël mener ses guerres contre l'Egypte. L'Etat-croupion, qui n'a pas de base productive propre et dépend étroitement du plus offrant, pouvait bien s'imaginer qu'il terrassait son ennemi héréditaire : il n'a jamais eu de puissance face à l'Egypte que dans la mesure admise par les Etats-Unis ; ceux-ci l'avaient chargé d'empêcher la bourgeoisie égyptienne — la plus capable au moins théoriquement de tenter l'unification du Machrek sinon de la « patrie arabe » — de devenir une véritable puissance capable de discuter leurs volontés. Les Etats-Unis avaient besoin d'une Egypte suffisamment ruinée pour que, l'impérialisme financier russe ne faisant pas

encore le poids, elle soit obligée de se livrer pieds et poings liés à Wall Street, tout comme Israël lui-même.

Jusque-là, Israël était la *clé* du *dispositif américain* qui enserrait le monde arabe dans une griffe à trois pointes. Après la crise de Suez en effet, la stratégie américaine impliquait des liens étroits entre Israël et les Etats non arabes de la région. Ainsi s'établirent des rapports discrets mais réels avec la Turquie (traité secret entre Ben Gourion et Menderes à la fin des années 50), l'Ethiopie et l'Iran. Le traité avec la Turquie s'est éteint de mort naturelle avec le démantèlement des bases de missiles négocié à l'occasion de Cuba, mais déjà décidé d'avance par Kennedy à la suite du développement des ICBM, les missiles intercontinentaux. Les relations avec l'Ethiopie sont tombées avec le Négus ; après une survie étouffée jusqu'en 1977, elles furent tranchées net par le Derg éthiopien. La coupure avec l'Iran, fournisseur du pétrole, a été beaucoup plus douloureuse ; en janvier 1979, des articles de la presse israélienne incitaient l'armée du Chah à tirer sur la foule, la police à fusiller les organisateurs des grèves, et rendaient la mollesse de Carter responsable de l'instabilité sociale.

Notons cependant que de toute façon et indépendamment de ces événements, l'Etat d'Israël devait perdre progressivement le rôle privilégié et l'importance considérable qu'il avait dans la zone Croissant fertile-Egypte-Mer Rouge au moment où elle est tombée sous la suzeraineté américaine. Cela est dû à la baisse notable du trafic pétrolier par les oléoducs du Levant, mais surtout à la *capacité croissante* des Etats arabes à jouer eux-mêmes efficacement le rôle de gendarmes sociaux dans la zone. Il s'agit ici moins de la Jordanie que de l'Egypte et de la Syrie, et une preuve de cette capacité a été donnée par l'entrée contre-révolutionnaire des troupes de Damas au Liban au printemps 1976 : les diverses formations de l'OLP en sont venues à essayer elles-mêmes de désarmer les masses palestino-libanaises et à chercher des compromis de plus en plus ouverts avec l'ordre établi, sous prétexte de sauver l' « autorité et la souveraineté » de l'Etat-bidon libanais.

Ainsi, à peine l'Egypte tombait-elle dans la mouvance yankee, que l'impérialisme américain dévoilait le fond de sa politique : « la paix », c'est-à-dire la paix entre Israël et l'Egypte, signifiait le *partage* entre eux des tâches militaires stratégiques et contre-révolutionnaires, que cela plaise ou non tant aux colons sionistes qu'à la bourgeoisie égyptienne.

Les accords de Camp David et et les nouveaux alignements de force

Camp David n'est donc pas un tournant brutal dans la politique de l'impérialisme américain ; c'est bien plutôt l'aboutissement de toute une politique, mais aussi d'une certaine manière le point de départ d'une nouvelle période où l'Amérique s'est complètement émancipée

des contraintes de l'héritage britannique, et où les velléités révolutionnaires que les bourgeoisies locales ont connues dans la phase éruptive de la révolution anti-coloniale sont définitivement éteintes.

Les accords de Camp David réalisent exactement le contraire d'une union librement consentie fondée sur un élan réciproque. Ils sont un infect mariage de raison auquel, de plus, chacun des époux ne consent que parce que le protecteur commun leur promet qu'ils marcheront dans des directions opposées, quoique complémentaires. La preuve, c'est qu'aucune des deux parties n'a fait ce qu'elle voulait, mais bien ce qu'elle *devait* faire.

Les conditions de sa naissance et sa tendance naturelle poussent Israël à s'étendre non seulement à l'Est mais au Sud, afin de coloniser le Sinai et de contrôler Suez : or il doit céder les territoires qu'il avait conquis sur l'Égypte par la force des armes. En contrepartie, il est vrai, les portes de l'Égypte lui sont ouvertes ; pour satisfaire son formidable besoin d'expansion il devra se contenter de déverser ses produits sur le marché égyptien et d'importer de la main-d'œuvre des bords du Nil, en attendant que les profits ainsi réalisés soient en mesure de s'investir dans l'économie égyptienne.

L'Égypte, quant à elle, s'imaginait capable d'unifier le monde arabe, même si la couardise historique de sa bourgeoisie ne lui a laissé envisager cette union que sous la forme d'une impossible entente entre Etats, afin d'éviter l'explosion révolutionnaire des masses populaires et l'affrontement direct avec l'impérialisme : elle vient aujourd'hui de constituer un front de tous ses voisins arabes, qui n'est pas nécessairement dirigé contre les Etats-Unis, mais qui l'est en tout cas contre elle. Toutefois la promesse d'un sauvetage économique lui épargne *dans l'immédiat* les affres d'une révolte populaire !

Pour ce qui est des affaires, tout le monde est pressé d'arriver à la « normalité », comme le montrent les petites informations chassées de la « une » par le battage autour des grands guignols. Le lendemain de la signature du traité à Washington, tous les quotidiens financiers israéliens publiaient la quotation officielle de la lire égyptienne (= 24 livres israéliennes) ; avant même la signature on négociait le mouvement touristique et on lançait des études sur l'application de la technique israélienne de culture dans les régions désertiques ; quant au marché immobilier, il se promettait des affaires lucratives dans les « structures d'accueil » touristiques égyptiennes. Ce n'est pas pour rien que l'article 3 du traité prévoit, paragraphe 3 précisions en annexe, la normalisation des relations « diplomatiques, économiques et culturelles » et une garantie de « libre mouvement des personnes et des biens ». Israël va donc entrer par la grande porte sur le marché arabe : Dayan, féru de références archéologiques, se sera certainement souvenu des rapports idylliques entre égyptiens et cananéens en Palestine après la bataille de Meggido, remportée en 1745 avant J.-C. par Thutmose sur les envahisseurs syriens, ces Syriens qui se trouvent aujourd'hui face à Israël sans couverture égyptienne.

Voilà pour les petits cadeaux de mariage. Mais l'important est, répétons-le, le partage des tâches militaires, stratégiques et contre-révolutionnaires, dictées par l'impérialisme américain. Aussi, même si on ne peut l'exclure dans l'absolu, puisqu'il faut du temps aux gouvernements pour adapter leur politique aux conditions matérielles (et aux hommes pour y adapter leurs cerveaux), une guerre entre l'Égypte et Israël semble peu probable, n'étant plus utile à personne.

L'agressivité militaire d'Israël va désormais se canaliser vers le Nord-Est et l'Est, la frontière sud devenant un havre de paix. Cela signifie, en d'autres termes, que la « question palestinienne » sera dans les seules mains d'Israël. Sous prétexte d'« autonomie administrative », l'Égypte renonce même à se servir dorénavant des Palestiniens comme moyen de marchandage avec Israël et les États-Unis. La meilleure preuve en est qu'au moment même où se déroulaient les négociations de paix, la Knesseth discutait un projet d'implantation de 84 nouvelles installations en Cisjordanie dans les cinq années à venir, pour un coût de 54 milliards de livres israéliennes, soit près de 12 milliards de francs.

Quant à l'autonomie administrative, elle signifie pratiquement que les Palestiniens auront le droit d'élire leurs maires, et peut-être d'autres « avantages ». Bien qu'il le nie, Sadate a signé cette clause, et il n'y a pas de quoi se scandaliser : Yasser Arafat lui-même, dans sa rencontre « historique » officielle avec le boucher de septembre 1970, Hussein, n'a-t-il pas expliqué que « la révolution doit être pragmatique », ce qui est une manière élégamment philosophique de s'engager à *désarmer* les masses palestiniennes, condition sine qua non posée par l'ordre établi à la création du fameux mini-Etat palestinien, cette sorte de « Bantoustan » arabe ? Cela valait bien qu'un député israélien l'invite à parler à la Knesseth !

Le comportement de Hussein, d'ailleurs, doit bien signifier quelque chose. Pourquoi ce petit monarque, sorti d'un collège américain et jusqu'à hier pupille des yankees, attaque-t-il aujourd'hui les USA en se rapprochant de ses ex-ennemis ? Peut-être aura-t-il prochainement un rôle à jouer par rapport aux Palestiniens et tente-t-il aujourd'hui, avec l'accord de l'Égypte, d'Israël et des États-Unis, de se rendre « présentable » ? Il n'est pas impossible que la « solution du problème palestinien » concoctée par tout ce beau monde passe par une pression militaire sur la Jordanie et le Liban pour leur faire accepter un condominium israélo-égyptien sur un éventuel *homeland* enjambant le Jourdain, et dans lequel Israël imposerait et étendrait son concept d'« autonomie administrative ». Une action militaire à l'Est, ou même sa simple menace, renforcerait le poids d'Israël comme gendarme *régional*, surtout par rapport à l'Irak et la Syrie, seules puissances maintenant en mesure de s'opposer à lui, ne serait-ce que sur le plan des intérêts d'État. Il ne saurait être question de leur part d'une opposition révolutionnaire : la Syrie et l'Irak se partagent le travail pour maintenir l'ordre — au Liban, par exemple — et l'Irak fait même des avances à Washington, se proposant à son

tour comme gendarme du Golfe ; quant à la Syrie, elle a 30.000 soldats au Liban et, suivant sa tendance historique, cette « force de contrôle » pourrait se transformer en force d'occupation si les circonstances s'y prêtent.

La Turquie, pour sa part, reprend toute son importance, compte tenu entre autres des incertitudes au sujet de l'Iran. Après le Pakistan et plus récemment l'Iran, elle est sortie en mars du CENTO (qui regroupait Turquie, Iran, Pakistan, Grande-Bretagne et USA associés), ce qui a achevé ce pacte. Mais ce n'est certainement pas un hasard si, dans le cadre d'une redéfinition des alignements, les Etats-Unis ont mis fin à l'embargo sur les fournitures militaires, consécutif au conflit chypriote, et repris les livraisons d'armes à la Turquie ; si les bourgeois européens et américains sentent le besoin d'exprimer leur solidarité avec ce pays et de la « concrétiser » par un prêt du FMI de 1.750 millions de dollars.

Mais c'est à l'Egypte que revient la zone la plus vaste. Avant même la chute du Chah, elle avait commencé à assumer la fonction de gendarme en envoyant d'abord un corps expéditionnaire au Soudan pour « aider » Neimeiri contre les « complots libyens », puis un détachement logistique au Zaïre, un commando à Chypre dans une opération anti-terroriste type Entebbe, et des soutiens à la Somalie au moment de la guerre de l'Ogaden. On comprend la remarque soulagée de Carter lors de la conclusion de la paix : « Le traité de paix entre l'Egypte et Israël permettra à la première de libérer cinq divisions. Elles pourront devenir une force stabilisatrice ». Alors, s'agit-il d'une paix, ou d'un nouvel alignement préparant de nouveaux conflits ?

En plus des raisons déjà indiquées, le rôle croissant de l'Egypte dans la politique militaire américaine est dû sans doute à deux causes. D'une part, l'importance grandissante de la péninsule arabique dans les approvisionnements pétroliers de l'Amérique elle-même. D'autre part, le fait que les antagonismes est-ouest sont en train de croître considérablement dans toute la région Moyen-Orient-Afrique-Océan Indien, alors même que vers la fin des années soixante, au moment de l'effacement définitif de l'impérialisme anglais, les Etats-Unis sont passés de la *landed based strategy* (stratégie appuyée sur des bases terrestres) au contrôle aéronaval des océans du monde entier, pour lequel l'Egypte retrouve son rôle de plaque tournante.

Rôle accru de l'alliance Israël-Egypte après la chute du Chah

L'Iran avait joué un rôle énorme dans cette stratégie. En décembre 1973, 3.000 marines persans sont débarqués sur la côte du Dhofar lors de manœuvres aéronavales conjointes du CENTO et de la VII^e flotte. Il ne s'agissait pas seulement d'une opération de soutien au sultan Qabus d'Oman contre le FPLOGA (Front Populaire de Libération d'Oman et du Golfe Arabe), mais d'un degré dans l'escalade vers des engagements toujours plus vastes dans le cadre du plan géné-

ral, militaire et contre-révolutionnaire, des USA. Seul un tel engagement justifie la quantité et surtout la *qualité* des armements fournis à l'Iran, en particulier dans les domaines de l'aéronavale et des appareillages électroniques de contrôle ; seul le rôle joué dans un tel plan général explique l'installation de bases côtières, comme la base navale de Bandar Abbas, et surtout le gigantesque complexe aéronaval de Shahbar, équipé spécialement pour la reconnaissance à longue distance et complémentaire de celui de Diego Garcia, au milieu de l'Océan Indien. A quoi il faut ajouter le transfert de Nicosie à Téhéran, en 1973, du quartier général de la CIA pour le Moyen-Orient, la nomination de l'ex-directeur de cette célèbre agence, Richard Helms, comme ambassadeur en Iran, et l'invasion des experts américains, dont le total a été estimé à 65.000.

Si grande, cependant, qu'ait été la place de l'Iran dans la stratégie américaine, l'Egypte commençait à s'y insérer sérieusement, comme nous l'avons vu. Cette tendance a été accélérée par la chute du régime Pahlavi, pilier important de cette stratégie ; celle-ci doit désormais s'appuyer davantage sur le double pilier Israël-Egypte.

Israël a pu renforcer sa position déclinante et sa marge de marchandage face aux Etats-Unis. Une conséquence immédiate des événements d'Iran a été de pousser la Syrie à conclure une alliance avec son frère ennemi, l'Irak. Celui-ci, inquiet devant l'installation du régime chiite, a liquidé l'opposition anti-syrienne qu'il soutenait dans la résistance palestinienne, au grand dam du Fatah de gauche et des organisations du Refus qui flirtaient avec lui. De plus, les difficultés internes de la Syrie paralysent son action de gendarme au Liban et encouragent l'agressivité d'Israël, qui nettoie littéralement le Sud-Liban en le vidant de ses habitants, porte à bout de bras l'Etat-tampon de Haddad par qui il fait contrôler tout le sud du Litani sans que personne réagisse, et se permet même d'organiser des opérations au Nord-Liban.

Mais, proportionnellement, l'importance de l'Egypte s'est accrue bien davantage. Elle n'est pas encore entrée dans son rôle que déjà elle trépigne d'impatience, pressée par ses énormes problèmes. Lors des colloques avec le ministre de la défense, Brown, elle s'est déclarée prête à intervenir pour la sauvegarde des divers pays de la région ; à défendre en premier lieu le Soudan et la Somalie, mais aussi l'Arabie Saoudite s'il le faut (vu la tension avec l'Iran), le Koweït et les Emirats, ou le sultanat d'Oman où les troupes égyptiennes ont déjà remplacé les Iraniens. Hassan Ali a proclamé à Washington : « Il revient à l'Egypte de garantir la défense de cette aire critique ». Le 29 mars l'Egypte met ses troupes en état d'alerte le long de la frontière libyenne, avant tout pour prouver que de ce côté aussi elle est capable d'intervenir. Mais la friction avec la Libye démontre qu'il faut faire vite ; en réalité l'Egypte ne pourrait supporter le choc avec un pays bien armé et pendant des années encore elle aurait du mal à affronter la Libye. C'est qu'elle a terriblement besoin d'armes, surtout d'avions et de blindés modernes.

Les Etats-Unis n'ont donc pas de temps à perdre et Carter insiste pour que tous les intéressés en prennent « rapidement conscience ». Il les convoque, il établit une ligne directe entre lui, Begin et Sadate, il envoie ses estafettes, Brown et l'expert du Moyen-Orient, Atherton ; il se précipite lui-même au Caire et à Jérusalem, fait valser Brzezinski et Vance, et jusqu'à son fils. Il crée de but en blanc une énième flotte américaine ; il lance les travaux d'agrandissement du port et des pistes d'atterrissage de l'île de Diego Garcia, d'où le porte-avions Constellation, qu'il fait venir des Philippines, surveillera la zone.

Si sur le plan diplomatique les Américains font donner les « grosses pièces », que dire de l'armement ? Ils promettent des avions et des armes à l'Arabie Saoudite, plus un escadron de F 15 ultra-modernes avec pilotes américains pour lui permettre d'intervenir au Yémen. Ils étudient soigneusement la gigantesque « liste de mariage » présentée par l'Egypte : 300 F 16, 600 chars d'assaut, 4.500 blindés TT, 500 pièces d'artillerie, 80 navires de guerre parmi lesquels des contre-torpilleurs et des sous-marins, sans parler des missiles en nombre inconnu... Et lorsque Israël proteste, et que le ministre de la Défense Weizmann rappelle à Brown que c'est son pays, et non l'Egypte, qui a détruit 4.000 chars et plus de 1.000 avions russes, les Etats-Unis lui promettent aussitôt des armes, à lui aussi.

Malgré cela, la chute du Chah augmente la probabilité d'une intervention militaire directe des USA dans la région, qui ne manquerait sans doute pas de provoquer des réactions extrêmement dangereuses. C'est pour cela que les Irakiens, tirant la leçon de l'intervention iranienne au Dhofar, proclament bien haut que « la sécurité du Golfe et dans la région en général ne peut être assurée que par les Arabes eux-mêmes ». Mais les Américains doivent penser qu'on n'est jamais si bien servi que par soi-même, puisqu'au retour de sa première mission au Moyen-Orient le ministre de la Défense a déclaré : « la protection du flux de pétrole à partir du Moyen-Orient fait clairement partie de nos intérêts vitaux, et pour la protection de tels intérêts nous entreprendrons toute action qui s'avérera nécessaire, y compris l'emploi de la force militaire ». De son côté le ministre de l'énergie Schlesinger annonçait que « le problème d'une présence militaire des Etats-Unis à travers l'emploi du personnel des forces armées est à l'étude ».

Ce n'étaient pas des mots en l'air. Les journaux rapportent qu'en marge des négociations officielles on a discuté la création d'une grande base américaine dans le Sinaï, à Etzion que Brown avait visité en février, et qu'un accord secret permettra l'installation de deux autres bases, une en Egypte sur la Mer Rouge, l'autre en Israël sur la Méditerranée. D'ailleurs, pendant la guerre entre les deux Yémen, les Etats-Unis ont étudié la création d'un « Commandement Consultatif Militaire Conjoint » avec l'Arabie Saoudite, qui s'insérerait dans un système défensif pour tout le Moyen-Orient déjà discuté avec Sadate et accouplé à une espèce de plan Marshall. Le plan global ne devrait pas coûter moins de 15 milliards de dollars, dont 5 milliards d'armes.

Et, arguant de la présence à Aden de 3.000 Cubains encadrés par 100 officiers et 700 « conseillers » militaires russes assistés de 100 techniciens de l'Allemagne de l'Est, 300 « conseillers » américains rejoignent au Yémen du Nord les quelque 70 collègues qui y étaient déjà. Il n'y a pas à dire, en quelques semaines l'administration américaine s'est pas mal remuée. Et il y a des gens qui lui reprochent une timidité excessive frisant la renonciation !

Dans ce cadre général, la « paix » entre l'Égypte et Israël n'est évidemment pas une véritable paix, qui, d'ailleurs, ne pourrait être garantie à l'époque impérialiste par aucun accord ni traité ; bien plus, elle n'est même pas, selon l'expression de Lénine, la « trêve qui prépare d'autres guerres », mais prend sa place dans la *stratégie de guerre américaine de ces dernières années* : des accords de principe de Camp David à la descente spectaculaire de Carter au Caire et à Jérusalem, on n'a fait que travailler au *développement logique* de cette stratégie.

Remue-ménage politico-militaire sur une poudrière sociale

Tout ce remue-ménage politico-militaire se déroule cependant sur la base d'une poudrière sociale telle qu'il y en a peu eu dans l'histoire.

Les événements d'Iran ont montré que l'accumulation du capital réalisée dans les conditions locales ne peut déboucher que sur l'éclatement conflictuel des contradictions explosives qu'elle produit. Ni la force du clergé, qui ne véhicule la protestation des masses exploitées et des anciennes classes ruinées par la débâcle chaotique de la vieille société que pour les canaliser dans l'intégrisme islamique, ni l'absence d'autonomie du prolétariat, que les conditions historiques générales ont empêché de déborder la direction de la petite-bourgeoisie mercantile et la tradition religieuse de l'Islam chiite, n'ont permis d'éviter cette conflagration. Or, les mêmes contradictions sont présentes dans tout le Moyen-Orient, avec les particularités qui, par rapport à l'Iran, tantôt les atténuent, tantôt les exaspèrent ; trois facteurs entraînent la région dans un tourbillon capitaliste vertigineux et rendent toujours plus insupportables tant les conditions sociales et politiques archaïques que la pression politique directe de l'impérialisme.

Le premier est la greffe impérialiste d'Israël, qui a pratiquement importé de toutes pièces une agriculture et une industrie capitalistes et les classes qui leur sont liées, une bourgeoisie, une petite bourgeoisie et une aristocratie ouvrière européennes — les Juifs *achkenazim*. Ces catégories bénéficient de privilèges exorbitants par rapport à la population arabe, désormais totalement expropriée et chassée de la terre dans les territoires conquis avant 1967 et en voie d'expropriation rapide dans les territoires de Gaza et de Cisjordanie ; mais elles jouissent également d'une supériorité sociale et politique sur les masses petites bourgeoises et ouvrières juives orientales — les Juifs *sephardim*

— sans parler des ouvriers immigrés venant maintenant en nombre considérable de Transjordanie et, bientôt, d'Égypte.

Jusqu'à présent les contradictions qui minent Israël ont pu être contenues grâce à la terreur exercée sur la population arabe et la guerre permanente, étayées par la « solidarité juive » entre classes, et son expansionnisme donne à cet Etat l'espoir de se créer une base productive propre, assise sur un large marché. Mais il accroît en même temps considérablement la masse des prolétaires privés de tout droit; qui subissent une double exploitation fondée sur le privilège juif et l'état de siège permanent; ce faisant il augmente non seulement le potentiel de révolte des populations soumises, mais surtout la *force des exploités* devenus des prolétaires; et la continuation de l'état de guerre permanente, l'inflation galopante et les sacrifices exigés de la classe ouvrière juive peuvent laisser espérer que le *front de la solidarité juive* finira par se briser, que les masses d'ouvriers *sephardim* et même des secteurs significatifs d'ouvriers *achkhenazim* se placeront sur le terrain de la lutte contre le *privilège juif* — et donc pour la destruction de *l'Etat juif* — lutte indispensable pour *l'unification de la lutte de la classe ouvrière* de la région contre le capitalisme.

Le second facteur est le développement foudroyant de la richesse pétrolière, et le troisième en découle en grande partie; c'est la prolifération des armements, liée aux efforts de l'impérialisme pour contrôler le pétrole. Ces deux facteurs ont entraîné la création de secteurs productifs modernes qui sont stimulés et élargis par les guerres, et donnent lieu à des transactions aussi énormes que lucratives drainant une quantité considérable de capital financier. Il s'ensuit un gonflement anormal (mais naturel dans ces conditions) du secteur du crédit et donc des banques, qui engendre à son tour un grand mouvement de spéculation générale et en particulier dans la rente, spécialement la rente immobilière urbaine.

On assiste au développement en avalanche de villes immenses où se retrouvent les pires caractéristiques de la « civilisation » occidentale, où la misère la plus noire mêlée au luxe ostentatoire forme un mélange inflammable. Le capitalisme arrive ici avec toutes ses tares, mais sans avoir le temps de réaliser ses aspects révolutionnaires, c'est-à-dire l'extension à toute la société du travail associé et de la discipline de la production sociale, qui restent cantonnés dans un petit nombre de grands complexes industriels, et ne peuvent toucher ni la production artisanale atomisée, ni à plus forte raison la petite distribution, retranchées au cœur des bazars et des souks. Et si les sociétés industrielles de l'Occident produisent des phénomènes comme l'exploitation des mineurs ou le travail « au noir », ceux-ci sont poussés à l'exaspération dans les sociétés fraîchement conquises au capitalisme et où les vieilles formes sociales entraînées dans la destruction ne sont remplacées par rien : qui, dans l'immense bazar de Téhéran ou dans le dédale sans fin des ruelles du Caire, contrôle la traite des enfants, le double travail des ouvriers qui doivent payer 60 à 70 %

de leur salaire pour un logement, le travail des tanneurs et des teinturiers qui s'affairent autour des résidus meurtriers de l'industrie chimique ?

En Egypte, ces contradictions sont particulièrement aiguës. A lui seul; ce pays compte presque autant d'habitants que tout le Croissant fertile et la péninsule arabique ; de plus il possède une vieille tradition industrielle et un tissu productif édifiée sur l'exploitation d'une classe ouvrière forte et concentrée, mais aussi combative. La tradition de lutte du prolétariat égyptien dépasse largement celle des autres pays du Moyen Orient et sa capacité d'organisation s'est manifestée avec éclat lors des journées de janvier 1977 : après de très dures batailles de rue qui ont fait des centaines de morts et au moins 4.000 blessés, la révolte ouvrière, qui avait entraîné les couches opprimées de la population et les étudiants, a obligé le gouvernement à revenir sur les hausses des prix de denrées de première nécessité exigées par le FMI et à promettre des augmentations de salaire.

L'impérialisme doit absolument « sauver » l'Egypte de la catastrophe économique, sous peine d'en voir les effets se répercuter bien au-delà des frontières égyptiennes. Le hic est que ce sauvetage prépare lui-même des explosions encore plus violentes dans l'avenir. Il n'est d'ailleurs pas aisé. Ainsi, personne ne sait combien il y a aujourd'hui d'habitants au Caire. Le recensement de 1966 les chiffrait à 4,5 millions, qui, d'après le coefficient national d'augmentation de la population (2,2 %), seraient devenus 6 millions environ ; mais avec l'expropriation paysanne et l'urbanisation massives, le taux de croissance de la capitale est au moins quatre fois plus fort que la moyenne nationale, ce qui conduirait à plus de 10 millions... Ce phénomène d'urbanisation massive et anarchique, qui n'atteint pas seulement Le Caire et l'Egypte, mais aussi les autres villes et les autres pays du Moyen-Orient évoluant vers le plein capitalisme, découle directement du fait que le capital détruit *trop rapidement* les structures anciennes pour que ceux qui vivaient à leur ombre puissent être absorbés par les îlots de production avancée. Dans ces pays le capital moderne agit tout de suite de façon concentrée, sans passer par les phases historiques de l'accumulation du capital en Europe, il « libère » donc du cadre de la production archaïque des millions de personnes inutilisables pour un appareil productif qui naît d'emblée avec une productivité colossale, et une composition organique du capital (rapport entre installations, matières premières, énergie, etc., et force de travail) extrêmement élevée.

Il s'ensuit une très forte émigration, en particulier vers la péninsule arabique. Ainsi, 1,4 million d'Egyptiens ont quitté officiellement leur pays, mais leur nombre réel doit être au moins double ; car les statistiques n'enregistrent que ceux qui partent vers les pays de la Ligue Arabe et avec un contrat de travail officiel. L'été dernier l'Arabie Saoudite a expulsé des milliers d'Egyptiens entrés clandestinement, et Egyptair a dû organiser un point aérien de 20 vols hebdomadaires pour les rapatrier. Il y a parmi les émigrés une proportion non négligeable de personnels spécialisés (1,8 % en 1976), ce qui montre

l'arriération du tissu productif ; mais la grande masse est constituée par les fellahs qui abandonnent les campagnes surpeuplées pour le mirage d'un salaire à l'étranger, et en cas de retour forcé elle peut devenir un matériau explosif. Or, si l'immigration dans des pays comme l'Arabie Saoudite ou les Emirats a évidemment des bases objectives, le renvoi en masse de quelques centaines de milliers de prolétaires n'est pas impossible, vu les difficultés économiques ou les mesures de rétorsion politiques, et on imagine les conséquences sociales d'un tel retour au pays. En Egypte, par exemple, les apports en devises des émigrés se sont montés officiellement à 189 millions de dollars en 1974, à 367 en 1975, à 358 en 1976 et à 700 en 1977 ; ces rentrées de devises étaient *supérieures* à celles produites par le canal de Suez, le coton, le pétrole et le tourisme réunis, qui sont les principales sources de devises. Avec plus de 40 millions d'habitants sur 35.000 km² de territoire habitable (1.143 habitants au km², y compris les terrains cultivés) l'Egypte a un besoin vital d'expansion. Il n'y a pas assez de terre et elle est en diminution constante à cause de l'urbanisation et de l'extension des infrastructures ; la balance des paiements est en déficit chronique, l'endettement a atteint des chiffres vertigineux et la seule solution est de s'endetter toujours davantage pour éviter l'effondrement ; les salaires atteignent à grand-peine 20-30 livres égyptiennes, le prix mensuel de deux chambres dans la moyenne périphérie du Caire, et l'inflation les ampute constamment : surabondance de force de travail, chair à canon à bas prix. Faut-il s'étonner si l'Egypte attendait avec impatience le nouvel alignement des forces dans l'espoir d'employer la misère à la conquête de nouvelles aires ? Mais il n'est pas sûr que, dans le rôle de gendarme, elle durera aussi longtemps que l'Iran. Ce n'est sans doute pas pour rien que Sadate a longuement parlé avec le Chah en fuite ; tout comme Hassan, il voulait comprendre les erreurs du régime Pahlavi afin d'essayer de les éviter. Seulement, l'Egypte n'a pas la capacité de corruption de l'Iran...

Mais l'émigration ne concerne pas seulement l'Egypte. Dans tout le Moyen-Orient, l'expropriation sioniste en Palestine, la militarisation imposée par la pression de l'impérialisme et par l'antagonisme Etats-Unis-Russie, la concentration de la rente pétrolière dans quelques pays et l'impossibilité de distribuer la richesse dans l'ensemble de la région en généralisant la production capitaliste, l'impossibilité de résoudre la question agraire, de profiter des terres fertiles qui existent en abondance mais restent arides, le déracinement de populations à traditions millénaires, ont produit la migration de millions de personnes arrachées à la terre ou au bazar, et contraintes à un véritable nomadisme salarial.

Avant tout les Palestiniens, désormais presque entièrement chassés de leurs terres. Ce peuple spolié par les exigences de l'impérialisme et massacré sur son ordre, non seulement par ses ennemis avoués mais aussi par ses prétendus amis, dispersé d'abord par le calcul des puissances et la logique infâme de l'assistance de l'UNRWA, chargée

de répartir l' « aide » américaine, ensuite par les vagues successives de massacres et par la faim, ce peuple présente des conditions de classe nouvelles et originales. Empêchés par la guerre de posséder des terres et d'exercer des professions artisanales ou commerciales, les Palestiniens sont devenus des guérilleros, parfois encadrés dans les détachements de soutien des armées arabes, parfois contrebandiers, le plus souvent de purs prolétaires. Combien sont-ils dans ce cas ? Nul ne le sait. Si on accepte 3,5 millions comme nombre total de Palestiniens, dont 2 millions environ contraints à la *diaspora*, à l'émigration, il pourrait y avoir près de 1,5 million de prolétaires. Naturellement, ils souffrent de leur dispersion, mais à plus long terme cette faiblesse peut se transformer en force ; ces prolétaires se sont formés en perdant pour toujours le lien avec la vie paysanne et l'attachement au territoire, ils se sont battus, ils se sont organisés, ils ont fait grèves, ils ont affronté la mort ; ils ont reçu une formation internationale qui se communique aux camarades de travail, surtout quand ils sont eux aussi des migrants.

L'Égypte, la Syrie, les Yémen du nord et du sud et la Palestine sont les grands fournisseurs de force de travail aux magnats du pétrole. Avant qu'elle adopte des mesures sévères pour restreindre l'immigration clandestine, on recensait en Arabie Saoudite des travailleurs égyptiens, palestiniens, tunisiens, marocains, soudanais, yéménites, syriens, somaliens, érythréens, sud-coréens, chinois de Taiwan, indiens, pakistanais, en plus, naturellement, des techniciens et spécialistes provenant des pays occidentaux. Et en additionnant les Palestiniens, les Égyptiens, les Yéménites et les Syriens éparpillés dans le Moyen-Orient on dépasse le chiffre de 5 millions de prolétaires. Compte tenu du fait qu'en général l'émigration familiale est réservée aux seuls techniciens, ce chiffre représente une masse prolétarienne formidable ; bien que divisée, dispersée à tous les vents et distraite pour l'instant de la lutte de classe par les quelques miettes qu'elle reçoit, elle est le véritable produit de la révolution opérée par le flot pétrolier dans ces sociétés jusqu'ici engluées dans le passé.

Ce sont des millions de prolétaires qui, ajoutés aux prolétaires de chaque pays, constituent une masse potentiellement explosive, bien plus lourde de conséquences historiques qu'un traité qui sanctionne de nouveaux alignements d'États.

Cette version prolétarienne des migrations arabes d'il y a treize siècles n'est pas aussi épique et ne vise pas à des conquêtes aussi glorieuses. Elle se développe en silence et sans se parer de grands noms. Dans les nauséabondes régions pétrolifères, dans les brûlants bidonvilles du désert, dans les chantiers où on meurt comme des esclaves, le capitalisme étend son emprise sur une nouvelle partie du monde, et il est hautement significatif qu'il réunisse un échantillon cosmopolite de la classe ouvrière internationale, son fossoyeur. Là-bas, dans cette région aux gouvernements instables, contenant des installations vitales pour l'impérialisme, regorgeant de dépôts d'armes, pleine de prolé-

taires et de masses opprimées élevés à l'école de la guerre et de la violence.

C'est ainsi que du Caire à Bassorah et par là à Abadan et Téhéran, d'Alexandrie à Tripoli et au Maghreb, de Qatar à Beyrouth en passant par Damas, d'Aden à Haïfa en passant par Amman et Jérusalem, de Mossoul à Alep, et par là à Adana et Ankara, dans toute cette immense région s'étendent et mûrissent les conditions de la guerre des foules ouvrières entraînant à leur suite les masses prolétarisées des villes et des campagnes ; d'une guerre qui ne peut plus être une guerre de race et de nation que de façon marginale, parce qu'elle devient une guerre de classe ; la seule guerre qui, en union avec les prolétaires des grandes métropoles, enfin poussés à retrouver la voie de la lutte ouverte, pourra, sous la direction du parti communiste mondial reconstitué, en finir avec la barbarie impérialiste, et enfanter une société humaine et fraternelle, celle du communisme.

Que se ferment donc les robinets des oléoducs ! Que les arsenaux se retournent contre l'ennemi commun !

Au sommaire de notre nouvel organe pour les pays du Maghreb

el-oumami (l'internationaliste)

N° 5 - Juillet 1979

EN LANGUE FRANÇAISE

- Non au contrôle de l'immigration ! Pour une riposte de classe aux expulsions !
- Pour faire le point sur la lutte des foyers des travailleurs immigrés (2).
- Solidarité avec ceux de Gargas !
- L'Algérie à l'heure de l' « infitah ».
- Le Maroc à la veille de la tourmente.
- Koweït : une grève exemplaire.
- La signification des luttes revendicatives dans la perspective marxiste :
 - A propos des grèves (Lénine, 1899).
 - Parti de classe et organisation ouvrière (La Gauche italienne, 1913).
- Le CLTA ou les derniers mohicans de l' « indépendance nationale ».

EN LANGUE ARABE

- Les bases d'une riposte de classe aux expulsions de travailleurs immigrés.
- Parti révolutionnaire et lutte économique.
- Combattre réellement le racisme.
- Moyen-Orient : la paix prépare la guerre.

16 pages - 2 F - Abonnement : 12 F les 6 numéros
(pli fermé : 20 F)

Les revendications «transitoires» dans la tactique communiste

De prime abord, il peut sembler surprenant que nous qualifions des revendications de « transitoires », puisque pour le marxisme, la seule revendication *définitive* est celle du communisme, de la société sans classes, sans antagonismes et sans Etat, celle de l'ensemble des hommes constitués en humanité et maîtrisant leur propre activité. *Toutes* les autres revendications et *tous* les autres programmes avancés par les communistes n'étant que des moyens pour atteindre ce but historique, des moments particuliers du chemin qui y conduit, sont donc *transitoires* par définition.

Il est clair cependant que cette qualité commune recouvre des différences profondes. Bien qu'elles soient toutes éphémères ou transitoires, on ne peut pas mettre sur le même plan une revendication comme celle des 35 heures et celle de l'insurrection armée, celle de l'augmentation de salaire et celle de la dictature du prolétariat, celle du défaitisme révolutionnaire et celle de la rupture des limites de l'entreprise. Ces revendications se situent à des moments différents de la lutte de classe et, si elles s'insèrent toutes dans la marche vers le but final, elles ont des fins et des fonctions différentes.

Aux différents niveaux de la lutte de classe correspondent des ensembles différents d'objectifs et de revendications que le Parti peut et doit proposer aux masses. On peut les classer selon quatre niveaux :

- 1) les revendications partielles qui visent à satisfaire une exigence immédiate des prolétaires, qui permettent de faire avancer la mobilisation et l'organisation de la classe, sans poser directement la question du pouvoir ;
- 2) les mots d'ordre de mobilisation révolutionnaire, qui permettent à un moment donné de lancer les prolétaires à l'assaut du pouvoir ;
- 3) le programme des premières mesures du prolétariat au pouvoir en vue de contrôler et ensuite transformer la société ;

- 4) les mesures socialistes au plein sens du terme, qui réalisent le passage à la société communiste.

Ces niveaux sont évidemment *distincts* bien que, tout aussi évidemment dialectiquement *liés*. Seul le Parti marxiste sait faire correctement la distinction entre eux, qui échappe complètement à tous les immédiatistes, même et surtout ceux « de gauche ». Et lui seul sait faire la liaison entre les buts finaux et les objectifs partiels, liaison qui n'est, comme celle de la théorie avec l'action, ni immédiate ni mécanique, mais dialectique.

Le *programme de transition* au sens historique est celui qui commence au troisième niveau ; c'est le programme marxiste de la transition du capitalisme au socialisme dont le contenu varie selon le degré de développement de l'économie et de la société capitaliste, et selon le niveau atteint par les forces productives. Mais on a souvent qualifié de « transitoires » les revendications qui doivent assurer la transition entre les revendications *partielles* immédiates, économiques ou politiques, et la revendication de la *révolution* immédiate, du renversement de la domination bourgeoise et de l'instauration de la dictature prolétarienne comme mot d'ordre immédiat. C'est *dans ce sens*, consacré par l'usage, que nous parlons ici de revendications « transitoires », encore qu'il vaudrait mieux dire simplement revendications « révolutionnaires ». Ces revendications font partie de la solution d'un problème tactique capital : *comment*, à certains moments précis, le Parti peut-il mobiliser et organiser les masses prolétariennes pour l'assaut révolutionnaire ? Il faut tout de suite écarter deux fausses réponses à cette question.

L'une prétend réaliser cette mobilisation par la simple critique du capitalisme et la propagande pour le communisme. Ses diverses variantes reposent toutes sur le postulat idéaliste, commun aux philosophes bourgeois et aux utopistes, qui cherche le moteur des événements sociaux dans la conscience, dans les *idées* et convictions des hommes ou encore des prolétaires ; dans cette conception, la lutte immédiate n'a de sens que si elle se donne *immédiatement* comme objectif le but suprême. Pour nous, au contraire, ce sont les besoins qui sont le moteur des luttes sociales, et le problème de la tactique est de réaliser à *travers* la lutte pour des besoins partiels immédiats *l'union grandissante des travailleurs* en vue de la lutte révolutionnaire.

L'autre thèse prétend mobiliser les masses grâce à une échelle universelle de revendications qui, partant des revendications les plus immédiates et les plus minimes, conduirait par une *escalade automatique* à la révolution. Cela revient d'une part à attribuer une valeur intrinsèquement *révolutionnaire* à certaines d'entre elles, indépendamment de la situation, du rapport de forces et du degré d'influence du Parti révolutionnaire. Cela rabaisse d'autre part le rôle du Parti, qui n'a plus qu'à établir et à propager cette espèce d'« engrenage » de revendications, valable partout et toujours, et à inciter les prolétaires à mettre le petit doigt dedans.

C'est bien à tort que certains ont voulu assimiler la position de la Gauche communiste d'Italie à l'une ou l'autre de ces erreurs. L'affirmation de l'invariance historique de la doctrine marxiste n'implique nullement que la tactique et les revendications immédiates s'en déduisent *automatiquement*. Il ne saurait être question de nier toute évolution dans la tactique et dans les revendications immédiates, ni tout *choix* du Parti selon l'évolution des situations, même si ce choix doit rester dans le cadre de principes fixes et d'un « éventail de possibilités » prévues ; en particulier, on ne peut pas s'interdire d'éliminer, à un moment donné, certaines revendications adaptées à une période antérieure. La Gauche italienne a insisté avec obstination dans l'Internationale Communiste sur la nécessité de fixer des *limites* aux manœuvres et aux mots d'ordre acceptables. Cela ne signifie pas qu'elle envisageait un catalogue de revendications *toutes prêtes* qu'il faudrait avancer inlassablement et régulièrement dans toutes les situations, exactement comme les grands principes du communisme. Cela signifie que pour l'aider à conquérir la direction effective du mouvement, les objectifs immédiats et « transitoires » que le Parti indique aux masses ne doivent pas entrer en contradiction avec le programme, les principes et le but final.

En fait, le Parti n'a pas à inventer de *futurs* mots d'ordre « transitoires », il doit fixer son *programme d'intervention dans les revendications partielles*. Pour apprécier la valeur d'un objectif (à l'exception des objectifs tout à fait généraux), non seulement on ne peut pas le séparer des principes, mais on ne peut pas faire abstraction de la situation historique et du *moment précis* où on l'avance. En d'autres termes, il n'existe pas de revendication *révolutionnaire en soi*, qu'elle soit économique ou politique. Il suffit de rappeler à ce sujet la tactique des bolchéviks à l'égard des soviets. Les revendications ne peuvent prendre une signification révolutionnaire qu'en tant qu'elles sont insérées dans *toute la perspective révolutionnaire prolétarienne*, c'est-à-dire celle du parti de classe.

Le Parti travaille dans une situation déterminée, au contact de la classe ouvrière, et le terrain des revendications partielles est très « délicat », ne serait-ce que parce qu'elles présentent presque toutes l'inconvénient de pouvoir être comprises comme des « buts en soi ». A travers la lutte pour ces revendications, à travers l'évolution de la situation, la mobilisation des masses, et sa propre évolution, le Parti doit « éprouver » la possibilité de passer à d'autres revendications qui, *à la fin du processus*, prennent une valeur révolutionnaire non pas parce que leur contenu serait « socialiste », mais parce qu'elles *permettent* d'entraîner les masses dans le mouvement révolutionnaire *guidé par le parti*.

C'est là une des grandes leçons aussi bien de la révolution d'Octobre que de toutes les tentatives révolutionnaires du prolétariat moderne. Elle a été rappelée dans une réunion générale du Parti consacrée au problème des revendications « transitoires » comprises dans ce sens, dont nous publions ici le compte rendu. L'exposé comprend

deux parties : la première porte essentiellement sur les enseignements qu'on peut tirer de la révolution d'Octobre (1) ; la seconde analyse plus directement la façon dont le problème s'est posé et se pose en Occident, met particulièrement en relief les positions et l'activité du PC d'Italie, et se conclut par l'étude des problèmes généraux posés par Trotsky dans son fameux *Programme de transition*.

I. - L'ACQUIS THEORIQUE ET TACTIQUE FONDAMENTAL DE LA REVOLUTION D'OCTOBRE

Lénine et la tactique dans la révolution russe

L'étude des phases par lesquelles le parti bolchévik est passé jusqu'à la révolution d'Octobre, et des différents mots d'ordre qu'il a avancés au cours de chacune d'entre elles, n'a été jusqu'ici qu'indirectement et très partiellement menée dans la *Struttura economica e sociale della Russia d'oggi* et dans un exposé de réunion générale sur la *révolution permanente chez Marx et Lénine* (2). Il faudra que le Parti se livre à l'analyse complète et détaillée de ce processus. Mais en attendant, nous allons tout de même évoquer ici la vaste gamme des positions pratiques prises par le parti bolchévik dans une lutte au cours de laquelle il a su conserver une autonomie totale et « sectaire » de programme et d'action par rapport à toutes les autres forces politiques et sociales, avec lesquelles il n'a jamais conclu d'alliance.

Bien que le terrain de la révolution dans les pays capitalistes avancés soit différent de celui de la Russie arriérée, l'expérience des bolchéviks est extrêmement précieuse. En effet, la révolution russe est la seule qui ait pu accomplir son cycle complet, des formulations théoriques aux propositions tactiques, des indications pratiques à l'insurrection armée et de l'insurrection à la dictature. Quoique surgie sur un terrain « impur » — où l'opposition fondamentale entre bourgeoisie et le prolétariat ne s'était pas encore complètement déployée — elle est le seul exemple d'une révolution prolétarienne achevée. Son intérêt ne fait donc pas de doute. Comme Lénine l'écrit dans la *Maladie infantile*, l'importance fondamentale de la révolution russe tient au fait que, partie d'une cadre particulier, anti-absolutiste et

(1) Cette partie ne développe pas tous les aspects de la révolution russe, mais seulement ceux qui se rapportent directement à notre propos. Rappelons que le sujet a déjà été abordé dans d'autres articles, notamment dans les séries *In margine al « Programma di transizione » di Trosky* (nos 11 à 17 de 1974 de *Il Programma Comunista*) et *Lénine et le mot d'ordre du contrôle ouvrier*, *Le Prolétaire* nos 198 à 200).

(2) *Struttura economica e sociale della Russia d'oggi*, Editions Il Programma Comunista, Milan, 1976. L'exposé sur *La Révolution permanente chez Marx et Lénine* n'a été publié que sous forme de résumé.

bourgeois, elle s'est haussée au niveau *universel* de la révolution prolétarienne.

On peut certes soutenir que la « distance » qui, en Russie, séparait les revendications du « programme minimum » (bourgeois) du parti bolchévik des manifestations universelles, des caractères de la révolution prolétarienne dans le monde entier, n'est plus à parcourir dans les pays capitalistes développés. On peut soutenir aussi que certains facteurs internationaux ont réduit en 1917 l'écart qui existait en 1905 entre les tâches bourgeoises et les tâches prolétariennes. Il n'en reste pas moins que chaque révolution prolétarienne exige l'étude de la « distance » qui sépare les revendications compatibles avec la société telle qu'elle est et la revendications centrale du pouvoir pour la classe révolutionnaire, distance qui n'est jamais la même. Le problème de la tactique, en somme, c'est d'étudier dans un cadre social *déterminé* ces mots d'ordre qui varient avec la situation, avec son développement, pour aboutir à de nouvelles directives plus décisives qui, à la fin du processus, sont incompatibles avec le maintien de la société bourgeoise. Les autres couches sociales s'y trouvant moins impliquées, une révolution « pure » dans un pays capitaliste développé aura à parcourir une route différente et plus courte qu'une révolution double comme celle d'Octobre. Reste l'idée fondamentale que la révolution est un *processus* dans lequel jouent divers facteurs bien déterminés.

Le pivot central de la tactique du parti, nous pouvons le trouver dans cette citation de Lénine :

- « Nous ne pouvons nous contenter de voir nos mots d'ordre tactiques s'essouffler à rattraper les événements, s'y adapter après coup. Nous devons nous efforcer d'avoir en eux des guides nous éclairant le chemin, nous élevant au-dessus des tâches de l'heure. Le parti du prolétariat ne peut pas, s'il désire mener une lutte conséquente et ferme, déterminer sa tactique au jour le jour. Il doit, dans ses décisions tactiques, allier la fidélité aux principes du marxisme à une appréciation infaillible des tâches d'avant-garde de la classe révolutionnaire » (3).

Ces paroles lucides soulignent l'essentiel du problème tactique : l'attitude du parti est déterminée, « par en haut », par ses principes *invariables* et hors de discussion (c'est-à-dire le marxisme et l'appréciation générale de la période historique), et « par en bas », par la situation précise dans laquelle il se trouve. Le lien de l'activité avec les principes se réalise dans la mesure où le parti parvient à pousser dans la direction prévue par sa vision d'ensemble la lutte pour des objectifs que la partie la plus avancée de la classe reconnaît pour siens.

Le caractère universel

Lénine indique comme caractère *universel* de la révolution prolétarienne d'Octobre le fait qu'elle ait instauré la dictature du parti prolétarien qui brise la machine d'Etat existant auparavant.

(3) Lénine, *La révolution instruit*, Œuvres, tome 9, p. 153.

Comment le parti bolchévik arrive-t-il à cette tâche purement prolétarienne ? Ce passage est étudié dans divers chapitres de notre *Structure économique et sociale de la Russie d'aujourd'hui* : il se réalise essentiellement à travers l'élimination des « alliés », avec lesquels le parti bolchévik n'avait d'ailleurs jamais constitué de « bloc » — sinon il n'aurait pu les éliminer *qu'en s'éliminant lui-même* ; à travers sa politique internationale, le défaitisme dans la guerre, qui relie directement la révolution en Russie à la révolution dans les autres pays ; enfin, à travers la « découverte » des soviets comme nouvel Etat potentiel, à condition qu'ils passent sous la direction des révolutionnaires conséquents et ne puissent donc devenir des appendices de l'Etat démocratique.

Notre analyse des différences de nature entre le processus révolutionnaire qui s'est réalisé en Russie et celui qui, dans les autres pays, ne s'est pas encore jamais déroulé complètement, montre clairement que dans l'Occident bourgeois pourri ces aspects prolétariens sont *obligatoires* pour qu'il puisse être question de révolution. En Russie, par contre, ils n'étaient *théoriquement* que « possibles », et sans le coup d'accélérateur de la guerre on aurait pu assister au développement d'une révolution bourgeoise plus ou moins conséquente ; ce à quoi finalement, ramènera la contre-révolution stalinienne.

C'est pourquoi, si les bolchéviks avaient eux aussi un programme « minimum » et un programme « maximum », cette répartition n'avait rien de commun avec celle qui existait dans les partis occidentaux de l'époque. Le programme minimum de Lénine était celui de la révolution bourgeoise *conséquente*, réalisée par la coalition révolutionnaire et dictatoriale des prolétaires et des paysans pauvres : *république démocratique, distribution des terres, journée de huit heures*. Ce programme minimum n'était *nullement* un programme de réformes destinées à améliorer l'Etat bourgeois, mais un programme de révolution bourgeoise visant à éliminer les caractères *féodaux* de l'Etat russe. Même la révolution dirigée par le prolétariat a dû en passer par là, sauf en ce qui concerne la république démocratique, puisque la *république des soviets* était déjà bien autre chose.

Examen des forces fondamentales dans la société

Même lorsqu'il ne s'agit que du programme minimum, le parti bolchévik s'applique à définir les forces réelles qui peuvent se charger de lutter pour sa réalisation. Pour accepter une revendication, il examine moins sa valeur plus ou moins radicale dans l'abstrait, que la classe à laquelle elle peut profiter au cours de la lutte. Dans les articles cités plus haut on trouvera une étude détaillée de certaines revendications ; ici, nous nous bornons à l'étude de deux mots d'ordre : celui de *l'assemblée constituante* et celui de *la paix*.

Lorsque Lénine repousse le mot d'ordre « Pour l'Assemblée constituante », ce n'est pas du tout parce que c'est un mot d'ordre *bour-*

geois : en tant que tel, il pouvait très bien faire partie de la revendication de la république démocratique. S'il le repousse, c'est en considérant les classes qui, à un moment donné (1915), l'avancent. C'est un exemple riche d'enseignements et valable pour tous les mots d'ordre dans n'importe quelle révolution ; qu'on pense au « gouvernement ouvrier » et à toutes les significations que cette notion peut prendre selon les classes qui l'utilisent. Lénine se limite à dire : « *le mot d'ordre de l'Assemblée constituante, en tant que mot d'ordre indépendant, est erroné, car à l'heure actuelle la question est de savoir qui la convoquera* » (4). Eh oui, nous pouvons en dire autant du fameux « gouvernement ouvrier » : qui va le faire, voilà la question ! Et Lénine ajoute que les libéraux avaient déjà utilisé ce mot d'ordre en 1905, « *car on pouvait alors l'interpréter dans le sens de la convocation par le tsar d'une assemblée qui s'entendrait avec lui* » (5), c'est-à-dire qu'il entraînait dans le projet de collaboration entre la bourgeoisie et le tsarisme, et non dans celui de l'élimination de ce dernier par une mobilisation de classe du prolétariat et de la paysannerie.

Ce qui nous intéresse ici, c'est de montrer à ceux qui fabriquent à tout bout de champ des programmes de transition, à ceux que dérange devant chaque événement, toujours mal interprété d'ailleurs, l'envie irrésistible de lancer *le mot d'ordre* concret et révolutionnaire, qu'en 1915 Lénine rappelle aux camarades la nécessité de rester *dans le général* et de renoncer à des mots d'ordre plus précis d'une « valeur indépendante ». Limitons-nous aux trois mots d'ordre qui nous servent à définir une révolution bourgeoise *véritable* et ne nous compromettons pas avec des mots d'ordre qui peuvent magnifiquement servir à nous rouler : voilà en substance ce que dit le prétendu « concretiste ». Il est clair que nous parlons ici des revendications de valeur « transitoire », celles qui dans la situation d'alors impliquaient la république démocratique, et que nous n'abordons pas du tout le plan des revendications *partielles* ; celles-ci doivent *toujours* être avancées en liaison étroite avec la situation réelle, mais elles n'impliquent pas, en général, le renversement du pouvoir établi. Se plaçant sur un plan encore plus général, Lénine ajoute comme revendication « *l'appel à la solidarité internationale des ouvriers dans la lutte pour le socialisme, pour le renversement révolutionnaire des gouvernements belligérants et contre la guerre* » (6). En fait, bien que la guerre ait « *rapproché de façon impressionnante la révolution démocratique bourgeoise en Russie de la révolution socialiste en Europe* », la situation ne permet que de préparer le terrain pour les futurs mots d'ordre révolutionnaires, qu'il ne faut pas gaspiller, qu'il faut garder en réserve pour des moments bien précis et qu'on ne peut même pas toujours fixer longtemps à l'avance.

(4) Lénine, *Quelques thèses, Œuvres*, tome 21, p. 416.

(5) *Ibid.*

(6) *Ibid.*

La même chose vaut pour la revendication de la paix, qui semble correspondre à un besoin naturel des masses. Qu'on tienne compte du fait que le mot d'ordre de la paix deviendra un des *moteurs* de la révolution, et qu'on réfléchisse sur ces mots de Lénine écrits en 1915 :

« L'état d'esprit des masses en faveur de la paix exprime souvent le début d'une protestation, d'une révolte et d'une prise de conscience du caractère réactionnaire de la guerre. Tirer parti de cet état d'esprit est le devoir de tous les social-démocrates. Ils participeront très activement à tout mouvement et à toute manifestation sur ce terrain, mais ils ne tromperont pas le peuple en laissant croire qu'en l'absence d'un mouvement révolutionnaire, il est possible de parvenir à une paix sans annexions, sans oppression des nations, sans pillage, sans que subsiste le germe de nouvelles guerres entre les gouvernements actuels et les classes actuellement dirigeantes. Tromper ainsi le peuple ne ferait que porter de l'eau au moulin de la diplomatie secrète des gouvernements belligérants et de leurs plans contre-révolutionnaires. Quiconque désire une paix solide et démocratique doit être partisan de la guerre civile contre les gouvernements et la bourgeoisie » (7).

Lénine avait déjà indiqué cette orientation dans un article précédent :

« Au lieu de permettre aux beaux parleurs hypocrites de tromper le peuple par des phrases et des promesses de possibilité d'une paix démocratique, les socialistes doivent expliquer aux masses l'impossibilité d'une paix tant soit peu démocratique sans une série de révolutions et sans une lutte révolutionnaire dans chaque pays contre leur *propre* gouvernement » (8).

L'exigence de la paix *peut aussi* être utilisée pour *donner des illusions* aux masses. S'il est vrai que la conjonction de ce désir des masses avec le programme général du parti révolutionnaire, seul apte à permettre l'arrêt de la guerre actuelle et à empêcher des guerres futures, a pour condition la « participation très active » des révolutionnaires au mouvement général pour la paix (dans une situation de guerre), elle a aussi pour condition leur capacité de rappeler constamment — comme les faits eux-mêmes s'y emploient — que sans mouvement révolutionnaire il ne peut y avoir de paix durable.

Polémiquant contre le Front populaire, Trotsky montra très bien que les mots d'ordre bolchéviques que celui-ci singeait dans la France de 1935, (la paix, le pain, la liberté), n'ont pas en permanence un caractère « transitoire » :

« *Pour la paix!* Cela signifiait en 1917, dans les conditions de la guerre, la lutte contre tous les partis patriotiques, des monarchistes aux menchéviques [...]. « Lutter » pour la paix en 1935, en alliance avec Herriot et les « pacifistes » bourgeois, c'est-à-dire les impérialistes hypocrites, signifie simplement soutenir le *statu quo*, bon au moment présent pour

(7) Lénine, *Le socialisme et la guerre, Œuvres*, tome 21, p. 327.

(8) Lénine, *La question de la paix, Œuvres*, tome 21, pp. 303-304.

la bourgeoisie... *Pour le pain!* Cela signifiait pour les bolchéviks en 1917 l'expropriation de la terre et des réserves de blé chez les propriétaires fonciers et les spéculateurs et le monopole du commerce du blé dans les mains du gouvernement des ouvriers et des paysans... ».

Pour les réformistes de 1935 (ou de 1979) la reprise de ce mot d'ordre n'est qu'« *une simple répétition verbale* », s'exclame Trotsky. Et le cri « *Pour la liberté!* », qui appelait à « *la prise du pouvoir par les soviets, l'expropriation des propriétaires fonciers, le contrôle ouvrier sur la production* », signifie pour nos démocrates « *restaurer la réputation de gauche de Herriot à l'aide des mascarades du front populaire* ». Il conclut : « *Voilà à quoi servent en 1935 les mots d'ordre de la révolution d'Octobre!* » (9).

Ces remarques montrent clairement que l'attitude du parti révolutionnaire découle de son appréciation exacte de la situation. Sa capacité de juger correctement — sur la base de la doctrine marxiste — la situation en général et plus précisément *le moment* révolutionnaire est donc un élément déterminant.

La situation révolutionnaire

Dans *La faillite de la Deuxième Internationale*, Lénine critique les thèses réformistes qui renvoient la révolution aux calendes grecques, et énumère les traits caractéristiques d'une situation révolutionnaire :

« 1) Impossibilité pour les classes dominantes de maintenir leur domination sous une forme inchangée ; crise du « sommet », crise de la politique de la classe dominante, et qui crée une fissure par laquelle le mécontentement et l'indignation des classes opprimées se fraient un chemin. Pour que la révolution éclate, il ne suffit pas, habituellement, que « la base ne veuille plus » vivre comme auparavant, mais il importe encore que « le sommet ne le puisse plus ». 2) Aggravation, plus qu'à l'ordinaire, de la misère et de la détresse des classes opprimées. 3) Accentuation marquée, pour les raisons indiquées plus haut, de l'activité des masses, qui se laissent tranquillement piller dans les périodes « pacifiques », mais qui, en période orageuse, sont poussées, tant par la crise dans son ensemble que par le sommet lui-même, vers une action historique indépendante ».

Et il conclut de façon catégorique que :

« Sans ces changements objectifs, indépendants de la volonté non seulement de tels ou tels groupes et partis, mais encore de telles ou telles classes, la révolution est, en règle générale, impossible » (10).

(9) Trotsky, *Encore une fois, où va la France ?* in *Ecrits II*, Editions « Quatrième Internationale », Paris, 1958, pp. 60-61.

(10) Lénine, *La faillite de la Deuxième Internationale*, *Œuvres*, tome 21, pp. 216-217.

Si ces conditions bien précises et identifiables dans le comportement des classes sociales ne sont pas réalisées, il n'y a pas de revendication ou de mesure de transition qui tienne, voilà le « réalisme objectif » de Lénine. Cette attitude trop « prosaïque » déplaît aux héritiers de Mai 68, qui rêvent d'un créationnisme subjectif plus excitant du type révolution culturelle, comme aux trotskystes qui vivent dans le mythe d'une crise permanente et automatique de la société bourgeoise et d'une montée révolutionnaire du prolétariat tout aussi permanente ; mais les marxistes l'assument entièrement.

Pour nous, marxistes, les révolutions ne s'identifient pas avec une accumulation de faits objectifs, mais sont déterminées par la convergence de cette « accumulation » avec d'autres conditions, qu'on appelle *subjectives*. Celles-ci ne sont certes pas indépendantes des conditions objectives, mais elles n'en découlent pas mécaniquement et de façon immédiate ; elles subissent une évolution en partie indépendante, dans la mesure où par exemple les victoires ou les défaites les font avancer ou reculer. Lénine indique différentes situations dans lesquelles les trois facteurs objectifs de la révolution étaient bel et bien présents « *sans qu'il y ait eu dans ces cas une révolution* ».

Et pourquoi donc ?

« Parce que la révolution ne surgit pas de toute situation révolutionnaire, mais seulement dans le cas où, à tous les changements objectifs ci-dessus énumérés, vient s'ajouter un changement subjectif, à savoir : la capacité, en ce qui concerne la *classe* révolutionnaire, de mener des actions révolutionnaires de masse assez *vigoureuses* pour briser complètement (ou partiellement) l'ancien gouvernement, qui ne « tombera » jamais, même à l'époque des crises, si on ne le "fait choir" » (11).

Voilà quelles sont « *les idées marxistes sur la révolution [...]* exposées maintes et maintes fois, et acceptées comme indiscutables par tous les marxistes » : pour nous, la *direction* révolutionnaire, c'est-à-dire le parti de classe puissant et organisé, *est un élément de la situation révolutionnaire*. C'est ce que souligne aussi notre texte *Le renversement de la praxis* écrit pour réfuter des analyses de type trotskyste :

« La prétendue analyse qui affirme que toutes les conditions révolutionnaires sont réalisées, mais qu'il manque une *direction* révolutionnaire, n'a pas de sens. Il est juste de dire que l'organe de direction est indispensable, mais son surgissement dépend des conditions générales elles-mêmes et non pas du génie d'un chef ou d'une avant-garde ».

Contrairement à la vision de ceux qui se voudraient de purs *sis-mologues* sociaux, cela ne signifie pas que la direction soit jusqu'au jour J un simple produit passif des facteurs objectifs. Cela signifie qu'elle *se construit* en liaison étroite avec leur développement dont elle est aussi, *en dernière analyse*, un symptôme, ni accidentel ni

(11) *Ibid.*

arbitraire, et qui exerce une action en retour. L'histoire du XX^e siècle l'a montré aussi bien positivement que négativement : la puissante direction d'un mouvement révolutionnaire victorieux dans un pays et un centre international restaurant les principes communistes, ont fortement accéléré la reconstitution du mouvement dans les autres pays ; le renversement complet de ces positions, la déviation puis la décapitation de l'organisation internationale, sont devenus des facteurs objectifs qui constituent un obstacle énorme à la reprise du mouvement de classe. C'est bien pourquoi nous étions si préoccupés par le sort de l'Internationale, car il était impensable, pendant toute une période, même si elle était malade et décadente, de lui substituer purement et simplement une « direction de rechange ». Le reflux a d'ailleurs emporté les forces subjectives qui s'y sont essayées malgré les mises en garde de la gauche révolutionnaire, et il a creusé un gouffre entre les conditions économique-sociales qui sont archi-mûres, et la « *capacité de la classe révolutionnaire à accomplir des actions révolutionnaires de masse* », qui est totalement absente.

Le renversement de la praxis

Le processus révolutionnaire en Russie est caractérisé par la *capacité* du parti non seulement à apprécier correctement les faits objectifs, mais à délimiter à chaque étape de leur développement l'intervention « subjective » indispensable. La révolution d'Octobre n'est pas un événement isolé qui s'est produit parce que deux hommes « prêts à tout » (comme dit un historien stalinien), Lénine et Trotsky, auraient astucieusement profité du chaos général : c'est l'aboutissement d'une longue histoire au cours de laquelle se forge le lien entre la classe et le parti de la révolution.

Il est clair que l'action du parti n'est pas « libre », mais que l'analyse de la situation sociale objective lui assigne par elle-même des limites précises. Tout d'abord elle lui interdit de s'imaginer être dans une situation dont la réalité n'est pas démontrée :

« Le marxisme nous oblige à tenir un compte des plus exacts, objectivement vérifiable, du rapport des classes et des particularités concrètes de chaque moment de l'histoire. Nous autres, bolchéviks, nous nous sommes toujours efforcés de rester fidèles à cette règle, absolument indispensable à toute politique scientifiquement établie » (12).

Ensuite, elle détermine les rapports effectivement possibles avec d'autres classes. Si, en Russie, le parti du prolétariat et les paysans marchent *ensemble* contre les propriétaires fonciers et les bourgeois, ce n'est pas en vertu d'une géniale « idée tactique », mais de l'« *examen exact et objectivement vérifiable des rapports entre les classes* ». Cette alliance n'est pas une manœuvre astucieuse, elle découle de la capacité du parti de Lénine à reconnaître les classes fondamentales de

(12) Lénine, *Lettre sur la tactique*, Œuvres, tome 24, p. 33.

la société et leur alignement, et à y rattacher, même de façon indirecte, toutes les manifestations sociales qui, prises isolément, pourraient donner lieu à des interprétations tout à fait différentes. La tactique générale, donc, ne découle pas des fluctuations de la situation, mais de l'analyse « scientifiquement fondée » des classes et de leurs intérêts *historiques*. A ce niveau, toute « manœuvre » est absolument *interdite* ; mais avant même que les événements se produisent, le parti doit savoir quelle sera l'attitude, socialement déterminée, des différentes classes et même de leurs différentes couches. Voilà dans quel sens le marxisme est un « guide pour l'action ».

Cependant il ne suffit pas de prévoir. Le comportement des classes se manifeste à travers des forces sociales et politiques ; et s'il est vrai que c'est *uniquement* en restant fidèle aux principes marxistes que le parti est en mesure de diriger la révolution, en la prévoyant exactement comme issue de l'antagonisme entre des forces bien déterminées, il n'en est pas moins vrai que le parti devient capable de diriger la révolution *en luttant* pour ses propres principes. La question difficile qui se pose alors est d'établir comment il peut le faire dans une situation donnée, dans le cadre d'une perspective historique déjà fixée, en présence de classes et de couches déjà « prédestinées » à leur rôle non seulement d'ennemies, mais aussi éventuellement d'alliées provisoires ou de « neutres ». Il s'agit du difficile processus de l'action du parti, dont l'efficacité est mesurée tant par l'activité « objective » des masses que par l'influence que le parti exerce sur elles. Il s'agit *dès le début* d'un processus dialectique, où cette action affronte une réalité qui l'écrase, pour créer les conditions qui lui permettront à la fin de *dominer* la réalité. En d'autres termes, le problème soulevé par Lénine dans *Deux tactiques* : « la révolution nous instruira et instruira les masses ; mais il s'agit de savoir si nous aussi nous devons enseigner quelque chose à la révolution », ce problème se pose et se posera toujours, même si c'est à des degrés divers.

Le « réalisme objectif » consiste à agir conformément aux lois de l'histoire, ce qui est la seule façon d'« enseigner » quelque chose à l'histoire. En ce sens, par son mouvement et son action le parti *apprend* à s'insérer dans la réalité objective, dans un processus général dont, dans certaines conditions et dans une phase déterminée, il peut devenir un facteur déterminant, en réalisant l'opération dialectique du « renversement de la praxis : la volonté du parti de classe (et non n'importe quelle volonté de n'importe quel parti) *détermine* l'issue révolutionnaire.

Les mesures de Lénine

C'est seulement lorsque les conditions objectives et subjectives indiquées plus haut sont réalisées que le parti de Lénine avance les fameuses « mesures » qui impliquent le passage du pouvoir *d'une classe à une autre classe*, et non pas seulement d'un gouvernement

à un autre gouvernement. C'est aussi un aspect du « réalisme » du parti que d'avoir su attendre jusqu'au moment où il devient *criminel* d'attendre.

Ces mesures sont expliquées dans le célèbre texte de Lénine, *La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer* (13) ; sans en faire une étude détaillée, nous essayerons de tirer de ce texte des indications généraux qui dépassent largement la situation russe. Voici, presque textuellement, les mesures avancées par Lénine :

- 1) fusion de toutes les banques en une banque unique et contrôle de ses opérations par l'Etat (ou nationalisation des banques) ;
- 2) nationalisation des monopoles capitalistes les plus importants (sucre, pétrole, charbon, métallurgie) ;
- 3) abolition du secret commercial ;
- 4) cartellisation forcée (c'est-à-dire obligation pour tous les industriels, commerçants et patrons en général de se regrouper en associations et unions, renforcement économique, donc, des entrepreneurs bourgeois) ;
- 5) regroupement obligatoire de la population en associations de consommation.

On a souvent fait remarquer que ces mesures s'expliquaient historiquement par le retard de la société russe, où la socialisation ne se posait pas comme une perspective proche, mais devait au contraire découler de la révolution dans d'autres pays plus avancés. En un sens, l'argument est inattaquable ; mais d'un autre côté, il escamote l'analogie qu'il y a entre *toutes* les révolutions.

- Non seulement les mesures proposées par Lénine pour « conjurer la catastrophe » ne sont nullement socialistes, mais elles sont en retrait même par rapport au « programme minimum » du parti bolchévique ; elles apparaissent comme trop modestes si on les considère indépendamment de la situation d'alors et, surtout, des *rappports entre les classes*. Il faut souligner que Lénine propose précisément ce que tous les mouvements souhaitaient. Le paradoxe n'est qu'apparent : en réalité, tout le monde sait toujours ce qu'il « faudrait » faire, mais seules les forces décisives dans la société *peuvent* le faire, dans un sens ou dans l'autre.

Lénine répète à plusieurs reprises que ni la nationalisation des banques ni la cartellisation des industries, qui « *ne touche en aucune façon aux rapports de propriété* », ne coûteront un sou à la bourgeoisie ; d'ailleurs les régimes bourgeois les plus forts ne craignent pas de prendre de telles mesures dans certaines circonstances, en particulier de pousser à la cartellisation quand la concurrence étrangère menace les exportations. Quant aux associations de consommation dont parle Lénine, ce sont des organismes de répartition et de

(13) *Œuvres*, tome 25, pp. 347 à 397.

réglementation de la consommation bien moins bureaucratiques et injustes que les tickets de rationnement utilisés par tous les pays pendant la guerre. Lénine sait si bien que toutes ces mesures visant à régulariser la vie économique n'ont rien d'original ni de spécifiquement prolétarien, qu'il se réfère à des mesures analogues prises par le tsarisme ou des pays avancés comme l'Amérique et l'Allemagne, mais prises alors avec leur marque de classe, c'est-à-dire « *de façon à créer un bagne militaire pour les ouvriers* ». *C'est le caractère de classe qui fait la différence.*

En effet, Lénine sait bien que l'important n'est pas *la mesure en soi*, mais la façon dont elle est réalisée suivant la classe qui a *le pouvoir*. Kérénski aussi aurait bien voulu faire comme l'Amérique et l'Allemagne, mais il ne voyait pas comment y arriver « *étant donnée l'existence des soviets, que le Kornilov numéro un n'a pas réussi à briser mais qu'un Kornilov numéro deux essaiera de briser* ». Si Lénine évoque constamment la révolution française de 1789, la révolution démocratique classique, c'est pour mettre en lumière l'incapacité de la prétendue « *démocratie révolutionnaire* » russe.

On pourrait penser alors qu'il se contredit en affirmant que ces mesures constituent autant de « *pas vers le socialisme* ». La contradiction se résout sur le plan politique. Ces mesures, que tous reconnaissent comme nécessaires dans la situation catastrophique de l'époque, mais que les autres classes ne pouvaient mener à bien parce qu'elles ne peuvent saper les bases de leurs propres intérêts, seul le prolétariat soutenu par les paysans était à même de les imposer.

Derrière cette contradiction il y a évidemment le fait capital que le socialisme n'est possible *que* sur la base économique du capitalisme *mais à condition que la domination politique de celui-ci soit renversée*. C'est ce que souligne Lénine dans le passage bien connu : « *Aujourd'hui, le socialisme nous regarde par toutes les fenêtres du capitalisme moderne, et le socialisme se dessine directement et pratiquement dans toutes les mesures importantes qui constituent un pas en avant sur la base de ce même capitalisme moderne* ». Même sous sa forme russe arriérée et impure le capitalisme se trouvait à un carrefour : avancer signifiait creuser sa propre tombe, il devait ramasser toutes ses forces pour détourner le cours de la révolution, le seul qui allait vraiment de l'avant.

Ces remarques ne concernent pas seulement les mesures des bolchéviks en 1917. Elles vont bien au-delà, et se rattachent à un concept valable dans toutes les révolutions sociales : le moment critique exige qu'on fasse des « *pas* » qui obéissent aux exigences objectives internes du système social existant, mais qui, *si on les réalise à fond, rompent* en même temps *révolutionnairement* la coquille politique de la société.

Si la révolution passe, ce n'est pas parce que son programme de transformation sociale a été reconnu juste par une minorité, ou même par la majorité de la classe révolutionnaire. C'est parce que la crise

générale de la société rend nécessaire un régime social différent afin de satisfaire, même partiellement, les exigences des classes opprimées ; parce qu'elle rend indispensable un pouvoir de classe capable *avant tout* d'administrer et de contrôler ce qu'on produit, en soumettant les classes riches à des lois qui, *dans l'immédiat*, n'impliquent pas la destruction du vieux mode de production, mais seulement son contrôle rigoureux *par la classe opprimée*, un contrôle qu'elle ne peut exercer réellement que si elle a le pouvoir, *l'Etat*, entre ses mains.

On passe ainsi directement de ces mesures, modestes en un sens, à la revendication du *contrôle ouvrier de la production et de la distribution*. C'est le premier acte d'un pouvoir prolétarien ouvertement classiste, qui crée les conditions d'un mode de production et de distribution entièrement nouveau, mais dont il ne constitue qu'une prémisses. On est vraiment là au moment du passage du pouvoir d'une classe à une autre, mais essentiellement dans le domaine politique ; cela ne signifie pas qu'il soit possible de *changer immédiatement le caractère économique* de la société.

Il ne s'agit pas de séparer indûment la politique de l'économie. Mais il s'agit encore moins d'éliminer la perspective politique de la classe prolétarienne au profit d'un simple plan économique d'urgence censé conjurer la « catastrophe », comme ceux qu'avancent aujourd'hui les divers sauveurs de la patrie.

Le plan d'urgence de Lénine n'est pas unilatéral ; il n'est ni uniquement économique ni uniquement politique, mais tient compte des deux aspects, et plus généralement de l'ensemble des problèmes et des issues possibles, celle de la contre-révolution incluse. La phase dans laquelle il fut lancé n'était pas simplement caractérisée par une crise économique qu'aggravait la guerre, crise dont nos PC diraient qu'il faut sortir *avant* toute chose ; elle était caractérisée *aussi et surtout* par les *rapports de force* qui s'étaient établis entre les classes. Nous avons montré que dans un telle situation des mesures d' « urgence » poussées jusqu'au bout, contre tous les privilèges sociaux, peuvent devenir des pas vers le socialisme, ou plutôt *au-delà du capitalisme*, dans la mesure où leur réalisation exige que *le pouvoir passe dans les mains d'un Etat prolétarien* dont les fondements existent déjà dans les soviets d'ouvriers, de paysans et de soldats. En l'absence d'une manifestation « concrète » d'un pouvoir de ce type, d'un pouvoir ni parlementaire ni bourgeois, d'un pouvoir apte à exercer *tout de suite* le contrôle en dehors de l'Etat démocratique de Kérénski et contre lui, il serait absurde de « conseiller » un programme d'urgence pour faire face à la décomposition sociale. Ce serait *du réformisme*, tout simplement !

Lénine, lui, lance ces mesures que « toutes les tendances, toutes les assemblées et institutions » reconnaissent clairement comme indispensables pour *contrer* la coalition bourgeoise et petite-bourgeoise au pouvoir, il les lance comme programme de la coalition du prolétariat et des paysans pauvres, assumé *par les soviets et à travers la dictature du parti de classe*.

Le fait que tout le monde désire cette réglementation de la vie économique n'est pas une raison pour pleurnicher après *l'union de tous*, comme le font les Berlinguer sur la lancée de leurs pères plus ou moins vénérés, les Staline, Togliatti et autres Thorez. Bien au contraire ! Les capitalistes eux-mêmes « reconnaissent en paroles, « avec élan », le « principe » du contrôle et sa nécessité, mais ils insistent sur son application « graduelle », méthodique, « réglée par l'Etat ». Or, pratiquement, ces belles paroles masquent le torpillage du contrôle qui est réduit à rien, à une fiction, à une comédie ». Comme on le voit, ce n'est pas d'aujourd'hui que date l'histoire des grandes mesures et des plans de l'Etat bourgeois, dont le seul résultat réel est d'augmenter la misère et l'oppression de la classe ouvrière. Le vrai problème est toujours « de savoir qui est le contrôleur et qui est le contrôlé, c'est-à-dire quelle classe exerce le contrôle et quelle classe le subit » !

La classe révolutionnaire ne peut déléguer le pouvoir à aucune autre : même le simple contrôle, pour être radical, pour être autre chose qu'une comédie, exige la rupture de la collaboration de classe. C'est pour cela que, lorsqu'il n'a pas la force d'imposer sa propre réglementation, le prolétariat regarde avec un dédain ironique les tentatives de rationalisation d'un système irrationnel par nature, qui ne peut être contrôlé que par la force de la classe qui le détruira.

Quel gouvernement ?

Dans ce texte comme dans tant d'autres pages de cette période cruciale, Lénine montre qu'il a clairement conscience de l'actualité brûlante de l'alternative : *révolution ou contre-révolution*. Le problème du contrôle n'est qu'une des formes sous lesquelles se manifeste ce dilemme historique : ou bien nous allons de l'avant, vers le socialisme, même si nous ne pouvons le réaliser immédiatement ; ou bien nous devons retomber en arrière vers la restauration la plus féroce, dont le brave gouvernement démocratique de coalition n'est que l'antichambre. Incapable d'exercer un pouvoir « démocratique révolutionnaire », ce gouvernement réduit le contrôle à une comédie, et les mesures d'urgence à un simulacre. Il nous fait croire qu'il fait quelque chose en créant « des appareils de contrôle extraordinairement compliqués, lourds, bureaucratiques et inertes, qui dépendent entièrement des capitalistes, ne font absolument rien et ne peuvent absolument rien faire ». Il nous fait lanterner, en attendant que la force de la contre-révolution s'organise et que la nôtre s'effiloche.

Le programme d' « urgence » avancé par Lénine ne prône donc pas une coalition avec les forces « progressistes » et leur gouvernement « ouvrier », mais la lutte *contre eux*. Loin d'appeler au soutien de ce gouvernement, il conclut le 14 septembre 1917 par ces mots :

« Plus complète est la faillite de l'alliance de la bourgeoisie avec les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks, et plus vite le peuple s'instruira.

C'est avec d'autant plus de facilité qu'il trouvera la *juste* solution : l'alliance de la paysannerie pauvre, c'est-à-dire de la majorité des paysans, avec le prolétariat ».

L'idiot de service découvrira avec horreur que Lénine pratiquait la « politique du pire » ! En tout cas, voilà de quoi clouer le bec à tous ceux qui détournent son orientation parfaitement claire vers le « populisme ».

La leçon que nous tirons de cette expérience historique paraîtra comme d'habitude paradoxale aux « faibles en dialectique ». Ce qui distingue la révolution d'un « gouvernement progressiste » n'est pas un programme de mesures « plus avancées » ; c'est le fait que, malgré les belles paroles de ce dernier sur les « besoins populaires » et sur la nécessité de « rogner les ongles au capital », elle le reconnaît comme *son ennemi*, s'oppose à lui *de front* et *n'hésite pas à le balayer* ; c'est ce coup de balai indispensable pour pouvoir appliquer *les mêmes* mesures, qui ne sont pas encore du *socialisme*, mais représentent *le premier* pas vers celui-ci, et la condition des pas suivants. Et cela est tout aussi vrai dans un pays *non* arriéré.

L'alternative posée par Lénine ne découle pas seulement de la théorie qui, de toute façon et en général, avait prévu qu'on en arriverait nécessairement *là*. Elle découle de l'application de cette théorie à l'étude de la réalité immédiate, caractérisée par l'opposition directe entre les classes, par leur affrontement potentiellement très violent, qui se manifestait dans la *dualité* de pouvoirs et obligeait les forces en présence à *choisir*. Dans un autre texte, Lénine formule très clairement son appréciation, fondée sur l'analyse de la dynamique objective des luttes de classe. La situation, explique-t-il, ne laisse que deux issues possibles. Ou bien les soviets chassent le gouvernement « démocratique révolutionnaire » et prennent tout le pouvoir pour aller *vers* le socialisme,

« ou bien un gouvernement bourgeois ordinaire, et alors les Soviets paysans, ouvriers, soldats et autres sont inutiles ; ils seront dissous par les généraux, les généraux contre-révolutionnaires qui ont l'armée en main et ne prêtent aucune attention aux déclamations du ministre Kérénsky, ou bien ils périront d'une mort sans gloire. Il n'est pas d'autre voie pour ces institutions qui ne peuvent ni rétrograder ni piétiner sur place, et ne sauraient exister qu'en allant de l'avant. C'est un type d'Etat qui n'a pas été inventé par les Russes, mais engendré par la révolution, car autrement celle-ci ne saurait vaincre » (14).

Il est donc tout à fait clair que l'étude des mesures de transition conduit directement à la question : quel est le gouvernement qui peut les réaliser ? C'est une question importante qu'il faudra développer. Pour l'instant, remarquons d'abord que l'opposition de Lénine au

(14) *Premier congrès des Soviets de Russie, Œuvres*, tome 25, pp. 12-13.

gouvernement démocratique et progressiste de Kérenski est absolue et qu'il exclut toute forme de collaboration avec lui, *toute espèce de front populaire*. Il s'agit ici d'une question *de principe* où la fameuse « élasticité » n'a pas de place : collaborer au gouvernement menchévik sous prétexte que les mesures proposées sont les mêmes entraînerait la fin lamentable du parti révolutionnaire. Ensuite, soulignons le fait que l'impuissance même de ce gouvernement précaire oblige le prolétariat à s'organiser et à s'armer de manière indépendante. Pour dépasser dans le sens révolutionnaire les hésitations et les inconséquences du gouvernement Kérenski, il serait absurde de lui injecter des énergies prolétariennes comme contrepoids aux influences bourgeoises ; il faut au contraire le soumettre à la pression d'une organisation *séparée, parallèle et hostile* du prolétariat.

En 1938, Trotsky a cherché une analogie avec cette situation ; il pensait qu'on se trouvait en présence de nouveaux gouvernements Kérenski, minés par leur propre inconséquence de classe, et qu'aucun de ces gouvernements sociaux-démocrates n'aurait une vie plus longue que celui de Kérenski. Sa grande erreur a été de croire qu'une crise profonde suffirait pour pousser le prolétariat à reconstituer le parti révolutionnaire, et de sous-estimer la capacité de résistance de la bourgeoisie européenne. S'appuyant sur la social-démocratie et sur le stalinisme, cette dernière a su combiner les deux façons d'étouffer les soviets indiquées par Lénine : les disperser par la contre-révolution fasciste, ou les asphyxier en une mort sans gloire, sous un appareil bureaucratique « *qui dépend entièrement des capitalistes* ».

(La deuxième partie de cette étude, Le Pont audacieux entre les revendications partielles et le programme révolutionnaire, paraîtra dans le prochain numéro.)

Le prolétariat et la guerre

(Les trois premiers articles de cette série datant de 1950 ont paru dans le n° 79 de Programme Communiste.)

La guerre révolutionnaire prolétarienne

Hier

Les révolutions bourgeoises furent suivies d'une période historique de « guerres révolutionnaires » bourgeoises. A l'intérieur de chaque nation, dans les frontières de chaque Etat, la révolution bourgeoise fut le produit d'une lutte de classe et prit les formes violentes de guerre de classe, de guerre civile entre hommes du même pays et de la même langue, qui se battirent parce qu'ils appartenaient à des classes sociales opposées et pour la conquête du pouvoir. Mais quand nous parlons de guerres révolutionnaires bourgeoises, il est clair que nous parlons de guerres véritables, entre des armées appartenant à des Etats différents, dont chacun tient solidement le pouvoir dans son propre pays.

Le marxisme a traité à fond la période historique de ces guerres avec leurs aspects complexes. A travers cette période se parachève, dans le cadre mondial, le passage du pouvoir et des régimes féodaux à la domination politique générale du capitalisme. Mais on ne peut réduire la chose aux schémas simplistes chers à la littérature. Le pays A, abattant le despotisme féodal, a fait la grande révolution démocratique et libérale (bourgeoise, comme nous disons, nous marxistes). Dans le pays B, les libéraux, les patriotes gémissent encore sous le joug de l'absolutisme : A lève une armée et va les libérer. Ou bien : en B, le pouvoir féodal voit que les choses tournent mal et non content de réprimer le mouvement des révolutionnaires à l'intérieur, il fait une expédition pour abattre la révolution en A et être ainsi plus tranquille... Les vicissitudes de l'histoire ont été bien plus complexes. La phase même des guerres impérialistes caractéristiques de l'époque actuelle a son origine dans les grandes guerres coloniales du XVIII^e siècle, mêlées aux guerres nationales. Toutes sont « progres-

sives » parce qu'elles servent à répandre le capitalisme, pour lequel toutes les couvertures sont bonnes : la piraterie des corsaires comme la croisade rédemptrice. La première révolution bourgeoise est la révolution britannique. Loin de s'engager dans les guerres pour exporter la liberté, elle entame au contraire des guerres d'hégémonie, y compris contre la France, qui lui succède pour la transformation sociale. Même les victoires des coalitions féodales et des Saintes Alliances, ainsi que les restaurations monarchiques et aristocratiques temporaires, s'insèrent dans le cadre de la diffusion du capitalisme en Europe et au dehors tout comme les invasions des peuples nomades dans l'Empire romain avaient accéléré la formation des Etats stables et de l'économie de la propriété foncière. Ce sont surtout les grandes défaites militaires qui brisent les nœuds des anciens agrégats sociaux et étatiques, et qui ouvrent des perspectives nouvelles et révolutionnaires.

Toute cette période complexe, à laquelle Lénine assigne les limites chronologiques de 1792-1871, avec ses flux et ses reflux historiques, nous présente l'ensemble, historiquement clos, des « guerres bourgeoises et nationales progressives », auxquelles les marxistes agissant au XX^e siècle n'ont plus aucune dette historique à payer après les fleuves de sang prolétarien qu'elles ont coûté, de la Bastille au Palais d'Hiver.

Depuis les premiers congrès internationaux de ce siècle, la guerre entre les Etats capitalistes est considérée par les marxistes, non pas comme une phase de développement qui doit être menée à son terme, où qu'elle se produise, avec l'appui des socialistes, mais comme « *une occasion pour abattre le pouvoir bourgeois par la guerre sociale entre les classes* ».

Cette idée et cet engagement ayant été trahis de tous les côtés, Lénine, et tout le marxisme de gauche avec lui, ne cesse d'enfoncer le clou pour les restaurer.

La guerre est entièrement impérialiste ; elle n'a pas de côtés ni d'aspects progressifs ; dans tous les Etats il faut prêcher son sabotage par le prolétariat « à l'arrière ». La plus puissante défense de cette thèse historique, unie au plus victorieux exemple, est venue précisément du seul pays qui en vérité avait encore besoin d'une flambée *progressive*. Le défaitisme dans la guerre tsariste russe n'amène pas le parti prolétarien à bénir la guerre des Etats bourgeois contre la Russie : il en aurait été exactement de même si l'ennemi avait été non pas le Japon comme en 1905, ou l'Allemagne comme en 1914, mais la démocratique Angleterre, comme cela faillit se produire en 1912.

Visant depuis le premier jour de la guerre la chute de Pétrograd, ce qui sera, à peine trois ans plus tard, le résultat non de la seule doctrine révolutionnaire, mais de l'histoire vivante, Lénine ne mise pas un kopeck sur le drapeau des armées qui marchent contre celle de Nicolas Romanov ; jour après jour, du premier au dernier, dans le mouvement dialectique d'une seule et même bataille, il

assène son marteau sur le crâne des socialistes de guerre, qu'ils aient appuyé les armées franco-anglaises alliées au tsar, ou les armées allemandes ses ennemies.

C'est donc précisément de ce secteur du monde moderne d'où aurait pu venir — à titre d'exception — la demande d'obtenir encore un délai pour se jeter sur la tâche démocratique progressive et bourgeoise d'une guerre qui devait liquider la dernière monarchie absolue, que vient le mot d'ordre de la fin historique des guerres de progrès et de libération, de la guerre impérialiste générale à convertir *partout* en guerre de classe ouvrière.

Malgré donc ce dernier argument qu'elle pouvait trouver, l'argument anti-russe, d'ailleurs moins indécent que le prétexte anti-allemand, la guerre de 1914-1918 ne réussit pas à passer pour une « guerre révolutionnaire » au sens historique de la révolution bourgeoise. Quelques mois suffirent pour bouleverser la situation, et l'on vit se succéder à Moscou un régime démocratique bourgeois, puis un régime prolétarien, tandis que la guerre mondiale durait toujours. Il était clair qu'on allait invoquer de divers côtés le changement de caractère historique de la guerre. On tenta de la présenter comme une guerre révolutionnaire bourgeoise. Peu après, l'histoire posait le problème de la guerre « conduite par un Etat prolétarien victorieux » ; une telle guerre n'était pas exclue en principe par les marxistes non fabiens et non pacifistes, et elle avait été expressément envisagée par Lénine en 1915, alors qu'il dénonçait la manière honteuse dont les sociaux-patriotes des divers pays d'Europe travestissaient le caractère de la guerre capitaliste.

Quand arrivèrent les premières nouvelles de février 1917 et qu'on sut que la révolution s'étendait de Moscou et Léninegrad à toute la Russie, les « experts » de la politique, qui fleurissent à toutes les époques avec toujours le même style fétide, sourirent avec suffisance. Travail des ambassades anglaises et françaises ! Vous n'aviez donc pas compris que le Tsar avec sa noblesse réactionnaire et sa police féroce se préparait à trahir notre grande guerre libératrice ? A passer du côté des despotes de Vienne et de Berlin ses semblables ? Londres et Paris se sont chargés à temps de reprendre le contrôle de la situation, de l'armée russe ! Tout s'expliquait, en 1917, pour ceux qui ont chaque mois une formule politique nouvelle — ceux-là même qui en 1914 couraient, morts de peur, prier les icônes que l'armée du Tsar oblige les Allemands à changer de front pour défendre Berlin menacé, permettant le sauvetage inespéré du rempart de tous les chancres démocratiques, la « Ville lumière »...

Nombre de socialistes italiens — qu'on avait retenus par la bride et empêchés parfois par le fouet de dévier de la ligne antibelliciste — tentèrent alors une diversion : la guerre a changé de caractère ! Deux grands faits historiques : d'une part, aux côtés de l'Entente il y a désormais la libre (tu parles !) Amérique, d'autre part il y a une Russie moderne, civilisée, parlementaire. La guerre vise tout entière à la défaite de deux empires réactionnaires : comment ne pas y

adhérer ? Tandis que nous autres socialistes révolutionnaires devons nous contenter d'opposer brutalement à ces manœuvres insidieuses le mot de Cambronne, dicté surtout par l'estime que nous portions depuis dix ans aussi bien à la démocratie prospérant en Amérique qu'à celle pleurnichant en Moscovie, Lénine, en avril 1917, débarque en Russie. Il débarque du wagon plombé allemand, et les mêmes experts décrètent : voilà la contre-manœuvre ! Berlin mobilise habilement l'extrémiste Lénine, avec ses bolchéviks émigrés, pour flouer Londres qui a mobilisé les modérés Lvov et Kérensky : la légation allemande de Berne a conclu le pacte qui libérera l'Etat-major de Ludendorff d'une armée ennemie. Mais Ludendorff ne rira pas le dernier, et les experts non plus.

Lénine. *Thèses d'Avril 1917* (1). Une étape militaire de la révolution mondiale ; un de ses documents chocs.

Thèse 1 : « *Aucune concession, si minime soit-elle, au « jusqu'aboutisme révolutionnaire » ne saurait être tolérée dans notre attitude envers la guerre qui [...] même sous le nouveau gouvernement de Lvov et compagnie, est demeurée incontestablement une guerre impérialiste de brigandage* ». Et vlan ! Presque tout le parti bolchévik, tout en s'opposant à la politique des partis bourgeois, populiste et menchévik, croyait à la blague de la défense nationale. Dans les thèses, seul ou presque contre tout le Comité Central (ce n'est pas là de la démocratie de parti !) Lénine, sereinement, tranquillement, renverse une série historique de points essentiels. Pas de République Parlementaire, mais une République des Conseils ouvriers. Dans les campagnes, comme centre de gravité, Soviets d'ouvriers agricoles (en Russie les prolétaires ruraux étaient malheureusement peu nombreux, et l'on dut faire quelques concessions partielles aux socialistes révolutionnaires et aux soviets des petits propriétaires paysans : c'est un autre sujet). Changement de nom du parti (qui s'appellera *communiste*), changement du programme sur les points suivants : *impérialisme*, question de *l'Etat*. Rénovation de *l'Internationale*.

Une des grandes secousses du sous-sol historique... La masse, les militants, et jusqu'à l'organe hiérarchique formellement régulier du parti, voient et suivent avec du retard. Ce n'est ni par miracle, ni par magie, que la tête d'un homme a produit une formule claire, dans le pur sillon de la doctrine du parti de classe. Beaucoup d'autres ont « voté » en sens contraire. Peu importe ; à présent ils se frottent les yeux et ils disent fermement : c'est ainsi. Gâte-sauces de la démocratie représentative, voilà notre mécanisme !

Mais dans ces thèses — non seulement programmatiques, notons-le bien, mais aussi de polémique et de propagande (à notre manière, qui n'est pas celle des lanceurs de dentifrices, car Lénine recommande soin, patience et persévérance dans la tâche d'éclairer les masses sur cette conception erronée de la guerre menée « par

(1) *Les tâches du prolétariat dans la présente révolution*, 4-5 (17-18) avril 1917, *Œuvres*, tome 24, p. 9 sq. (ou 12 in édit. 1958).

nécessité, non par esprit de conquête »), Lénine fixe les conditions pour le « consentement » du prolétariat à une guerre « qui justifierait vraiment le défensisme révolutionnaire ». Ces conditions sont les suivantes : a) passage du pouvoir au prolétariat et aux couches les plus pauvres de la classe paysanne ; b) renonciation à toutes les annexions, en fait et non en paroles ; c) rupture totale, dans les faits, avec tous les intérêts du capital (lisez : du capital interne et étranger).

Puisque le régime que nous avons en Russie en avril 1917 ne répond pas à ces conditions, la politique du parti bolchévik dans la guerre sera : organisation de la plus large propagande sur ces vues dans l'armée combattante. Fraternalisation (dans les tranchées, entre les prolétaires-soldats russes et allemands, pour saboter les deux disciplines de guerre ennemies). Le programme, si le prolétariat prend le pouvoir, sera : « *Suppression de la police, de l'armée, et du corps des fonctionnaires* ».

Ayant fait justice de la thèse selon laquelle, du moment qu'elle avait dans ses rangs les Wilson et les Kérénsky, la guerre de l'Entente était passée après février 1917 de l'état de sale guerre impérialiste à celui de « noble » guerre de progrès, nous pouvons aller plus loin. Comme allèrent plus loin le prolétariat russe et le parti de Lénine, qui, réalisant les thèses point par point, prirent le pouvoir, éliminèrent la république parlementaire, supprimèrent la police, l'armée, la bureaucratie tsariste-bourgeoise. Cela se passa en octobre-novembre 1917, mais la guerre mondiale dura encore un an, et fut menée également contre le nouvel Etat révolutionnaire russe, soviétique et bolchévik. Quelles sont les leçons de cette expérience historique ? La guerre impérialiste, à laquelle Lénine avait impitoyablement arraché son masque de guerre « révolutionnaire bourgeoise », devint-elle une guerre « révolutionnaire prolétarienne » ? Quels exemples de ce type de guerre l'histoire du mouvement ouvrir international a-t-elle donnés ?

Remontons quelque peu en arrière, à la fin de la période, souvent rappelée, des guerres nationales. La Commune de Paris, née dans la débâcle de l'armée de Badinguet et dans la catastrophe nationale, née en arrachant le pouvoir aux Tchkhéidzé aux Tséréttéli de l'époque, qui en l'occurrence n'étaient pas bellicistes mais « capitulards », se trouva prise entre deux forces ennemies : l'armée française de Versailles au service de la bourgeoisie, et l'armée prussienne à deux pas des forts de Paris, prête à signer l'armistice. Fallait-il : nous n'avons pas voulu la guerre bonapartiste, la capitulation de Thiers et de la bourgeoisie républicaine non plus ; allons-nous faire, nous prolétaires communards, la guerre révolutionnaire pour chasser les divisions de Moltke du sol français ? Marx a fait allusion à cette question.

Il y eut diverses tentatives du gouvernement de Thiers pour obtenir que Bismarck prenne sur lui la tâche de la prise militaire de

Paris et la répression directe de l'insurrection. En fonction de ses buts propres, Bismarck ne crut pas bon de le faire ; mais il inclut dans les conditions de la paix et du retrait des troupes d'occupation la « pacification » de Paris. La république bourgeoise fut contrainte de faire la sale besogne de ses propres mains.

Les prisonniers communards qui tombaient aux mains des Versaillais étaient immédiatement massacrés ; certains qui réussirent à franchir la double ligne des avant-postes militaires furent capturés par les Prussiens, mais épargnés. Pages inoubliables par leur force révolutionnaire que celles où Marx revendique les représailles des communards, avec la fusillade de 64 otages, parmi lesquels l'archevêque de Paris, ainsi que l'incendie des palais bourgeois des boulevards, tandis que les canons de Thiers démolissaient les habitations ouvrières. Les Prussiens y assistèrent impassibles. Marx les stigmatise : « *Il n'y avait pas de guerre entre la Prusse et la Commune de Paris. Au contraire, la Commune avait accepté les préliminaires de paix, et la Prusse avait proclamé sa neutralité. La Prusse, donc, n'était pas un belligérant. Elle se comporta comme un spadassin ; comme un spadassin lâche, puisqu'elle ne prit sur elle aucun risque ; comme un spadassin à gages, puisqu'elle avait lié d'avance le paiement du prix du sang, ses 500 millions, à la chute de Paris* » (2).

Avec ces rappels historiques, Marx parvint alors à deux conclusions : l'issue de l'insurrection prolétarienne ne pouvait être une guerre d'une France communarde contre l'armée prussienne, et la Commune ne devait donc pas la proclamer. L'issue devait venir de la guerre sociale sans quartier entre bourgeois de Versailles et prolétaires insurgés de Paris. Ceux-ci tombèrent parce que tous les gouvernements de la bourgeoisie, sous tous les drapeaux, s'allièrent dans la contre-révolution : et depuis lors il en a toujours été et il en sera toujours ainsi lorsque se dresse la menace rouge.

Aujourd'hui

La grande question actuelle pour la classe ouvrière mondiale en ce qui concerne l'éventuelle prochaine guerre générale (au-delà de toutes les hypocrites croisades pour « l'empêcher » mises en scène par toutes les forces qui s'y préparent), c'est de savoir si la possibilité se présentera de la transformer en guerre de classe, ou s'il faudra, une fois la guerre éclatée, s'entendre dire : « J'ai tout fait pour la conjurer, mais maintenant je dois la faire comme une « guerre sainte » ; venez la faire avec moi ! ». Ces gens qui parleront au nom de la sainteté de la cause des « pays libres » et démocratiques contre ceux où sévissent « la dictature » et les « totalitarismes » auront un atout formidable : l'effet de toute la gangrène intro-

(2) Adresse du Conseil général de l'Association Internationale des travailleurs, dans *La guerre civile en France*, Editions sociales, 1968, p. 62.

duite dans les forces prolétariennes par la récente croisade anti-allemande et de libération nationale, de toute cette répugnante orgie de propagande démocratique et résistancielle dans laquelle le stalinisme tenait les cuvettes du vomitorium bourgeois.

Les autres, qui prêcheront la sainteté révolutionnaire de la défense de la Russie, prétendront en vain se trouver dans les conditions léninistes de la défense nationale révolutionnaire.

Ce nationalisme et ce militarisme à prétentions révolutionnaires doivent être combattus au moyen d'une évaluation de toutes les situations militaires liées à la Russie, tant au cours de l'année qui s'est écoulée entre la victoire bolchévique et la fin de la guerre de 1918 que plus tard.

La réponse de la dialectique marxiste est la suivante : il se peut qu'en apparence la prochaine guerre voit se former une coalition générale contre la Russie, et que donc la transgression de la « rupture » avec tous les intérêts du Capital, voulue par les Thèses d'Avril, soit beaucoup moins évidente que lors de la seconde guerre mondiale. Mais si la Russie d'aujourd'hui était un pouvoir prolétarien, elle n'aurait pas pu, dans la seconde guerre, s'allier étroitement et de façon décisive avec les intérêts du capital anglais et américain, qui depuis désormais deux siècles ne divergent pas d'un pouce des intérêts du capitalisme mondial et de la contre-révolution.

Le roman de la guerre sainte

Hier

En mars 1918, au moment de la paix de Brest-Litovsk entre la Russie bolchévique et l'Allemagne encore impériale, de vives polémiques s'élevèrent dans le camp prolétarien et révolutionnaire. Ayant renversé la féodalité et le capitalisme, la classe prolétarienne russe devait-elle à tout prix arriver à la paix et liquider la guerre ? Ou bien devait-elle passer de la victoire révolutionnaire à la proclamation de la « guerre sainte » destinée à renverser le pouvoir impérial allemand et à faire avancer la révolution sociale dans toute l'Europe ? Fait curieux, alors que les communistes marxistes, aile extrême du mouvement socialiste européen et italien, approuvaient et comprenaient la politique léniniste du *A bas la guerre!* (3) et l'acceptation des conditions imposées à Brest « sans même les discuter », les anarchistes et

(3) Voir dans la *Storia della Sinistra Comunista*, vol. I, pp. 319 s. (Editions *Il Programma Comunista*, Milan, 1972), l'article intitulé « Les directives de la révolution russe dans une phase décisive », paru dans *l'Avanti!* du 25 mai 1918.

les socialistes révolutionnaires, y compris ceux qui avaient été depuis 1914-15 hostiles à la guerre bourgeoise et à l'interventionnisme, s'enthousiasmèrent réellement pour le mot d'ordre et pour l'idée de la « guerre sainte prolétarienne ». C'est curieux parce que, étant donné que la guerre se fait avec une armée, et que les libertaires reprochent aux marxistes l'emploi d'un appareil d'Etat autoritaire pour la direction de la lutte à l'intérieur, on ne voit pas comment concilier une révolution sans pouvoir d'Etat avec une révolution qui arme des troupes pour mener de véritables guerres. La suprême expression de l'autorité, d'Etat est le fait militaire ; la guerre contre des armées modernes et avec des moyens modernes (et on ne peut en concevoir d'autres) exige un organisme ayant le maximum d'unité centralisée, de discipline absolue, et d'autorité hiérarchique. Pour nous marxistes, il est impossible, pendant la période de transformation — qui ne saurait être brève — de confier la fondation de l'économie non capitaliste et non propriétaire à l'initiative autonome de libres communes fédérées, industrielles ou agricoles, comme le veut la formule libertaire, et nous soutenons qu'on ne peut se passer de la force de l'Etat ouvrier et de la direction centrale du parti de classe. A plus forte raison, l'idée qu'un tel fédéralisme pourrait être à la base de mobilisations et d'opérations militaires nous apparaît comme une absurdité plus flagrante encore. Cela fait un siècle que l'idée bourgeoise d'une guerre née d'un embrasement spontané des masses a fait son temps. C'est dans la guerre que culminent les méthodes d'organisation, de planification à partir d'un centre. Si nous, marxistes, savons discerner, après l'utilisation à plein de tous les résultats de la technique moderne monopolisée aujourd'hui par les capitalistes, une organisation sociale sans interventions répressives et coercitives, il est néanmoins certain que la prémisse de ce stade supérieur de communisme est non seulement la réalisation d'une très vaste série de mesures sociales, mais surtout le dépassement décisif de l'époque des guerres et des armées étatiques.

La guerre est conduite par les grands centres qui sont dépositaires d'un réseau immense de ressources techniques et économiques, par des centres toujours plus puissants : tel est le tragique enseignement de ces derniers temps. Les larges appels à des formations irrégulières, aux résistants, aux patriotes, aux maquis, etc., n'ont pas sérieusement modifié les rapports de force militaires ; en effet, les dommages que ces mouvements, même en se saignant à blanc, ont causé à l'« ennemi » ont été nuls par rapport aux résultats des forces officielles et régulières. Leur résultat a été, sur le plan politique, d'épuiser les énergies des masses et d'éliminer ceux qui s'opposaient aux saloperies et aux vexations que les vainqueurs se proposaient d'accomplir, après le succès, au service pur et simple des intérêts des classes dominantes et au mépris de toutes les promesses de liberté, de civilisation et de justice.

S'il y a un fait social qui ne sera jamais spontané, c'est bien la guerre, surtout la guerre moderne. Elle porte à son maximum la

manipulation par une poignée de dominateurs, de multitudes passives, inconscientes, mécanisées dans un réseau qui détruit toute tendance à l'initiative, en réduisant les hommes à l'état de robots homicides. Nous qui sommes des marxistes, nous pourrions ne pas exclure en principe que pour le développement de la révolution il faille utiliser, tout comme ce dur, cet odieux expédient qu'est le pouvoir d'Etat, cet autre expédient qu'est la guerre, menée avec des encadrements militaires. Mais comme nous le disions, il est curieux que cela enthousiasme les libertaires, qui veulent et s'imaginent tout faire reposer sur l'autonomie de la « personne humaine ». Personne humaine *sacrée*, guerre *sainte* : voilà des expressions qui correspondent à la pure et simple idéologie bourgeoise, à la plus salement hypocrite des idéologies, et elles nous font sourire. Pour le philistin, des millions d'êtres vivants peuvent très bien être immolés au sinistre fétiche de la guerre. Pour nous marxistes, l'idée de la guerre sainte se rattache au contraire, non à une guerre à venir qu'il faudrait ennoblir par rapport aux guerres criminelles d'hier et d'aujourd'hui, mais à l'exacerbation du mysticisme et du fanatisme qui, unis aux vexations et à la conscription, conduisent une fois de plus des millions d'opprimés à donner leur vie au service des exploités et des oppresseurs. Pas plus que le crétinisme démocratique ne peut éliminer ni exorciser l'affrontement violent entre les classes, la guerre en tant que fait historique positif et fondamental ne peut être ignorée ni exorcisée. On doit donc en examiner le développement historique non en partant d'exaltations morales, mais avec la méthode marxiste du déterminisme.

Dans l'*Histoire du mouvement ouvrier* de Dolléans, de tendance anarchisante, tout est fait pour jeter un jour sinistre sur la position de Marx et Engels en 1870. Le premier écrivait au second, le 20 juillet, des phrases de ce genre : « *Les Français ont besoin de coups de bâton. Si ce sont les Prussiens qui gagnent, la centralisation du pouvoir d'Etat servira à la centralisation de la classe ouvrière allemande. La prépondérance allemande, en outre, déplacera le centre de gravité du mouvement ouvrier ouest-européen de la France à l'Allemagne... ce qui signifierait la prépondérance de notre théorie sur celle de Proudhon* ». Le 31 juillet Engels répond : « *Ma confiance dans les résultats militaires des Allemands croît de jour en jour. C'est nous qui avons gagné la première bataille sérieuse* ». Et le 15 août : « *Elever l'anti-bismarckisme au rang d'unique principe directeur serait absurde. Aujourd'hui, comme en 1866, Bismarck fait une partie de notre travail ; à sa manière et sans le savoir, mais il le fait* » (4). Marx se serait par la suite beaucoup inquiété, parce que la phrase de sa lettre sur le déplacement du centre de gravité du mouvement ouvrier fut citée dans le texte du manifeste de Brunswick des socialistes allemands, alors qu'elle ne devait pas être rendue publique.

Tout ceci aboutit à imputer la crise de l'Internationale à l'orgueil et à l'esprit de dictature de Marx, acharné à liquider le « maudit

(4) Marx-Engels Werke, tome 32, pp. 5, 16, 40 et 56.

russe » Bakounine. Dans un autre passage, Engels attaque même le nouveau régime républicain français, en écrivant à Marx le 7 septembre 1870 : « *Ces gens qui ont toléré Badinguet pendant 20 ans, prétendent aujourd'hui, puisque les victoires allemandes leur ont fait cadeau d'une république (et quelle république!) que les Allemands abandonnent immédiatement le sol sacré de la France; sinon, guerre à outrance... J'espère que la première ivresse passée, ils retrouveront leur bon sens, etc.* ».

D'ordinaire, ceux qui n'arrivent pas, ne disons pas à comprendre, mais à resituer sur son véritable terrain la grande controverse historique sur la révolution entre autoritaires et libertaires, voudraient la réduire à une question de tempérament personnel des fameux *chefs*. On a récemment rendu compte je ne sais où du millième livre sur Lénine — nous nous vantons pour notre part de n'avoir pas été plus loin que le premier. Dès le Congrès à Londres, dès les séjours en Suisse, Lénine est décrit comme l'homme qui insatiablement, acte après acte, prépare de longue date la satisfaction de son besoin inné de pouvoir, de commandement, de son avidité à condamner et faire exécuter les hommes ! La science et l'art bourgeois, arrivés au même degré de putréfaction, chercheront jusque dans l'utérus maternel l'empreinte de la faim sadique de dictature de ces grands hommes, en transformant en romans-photos, seul produit à la portée de ces auteurs, éditeurs et lecteurs à l'épiderme hystérique et au cerveau atrophié, la contribution sereine, étrangère à toute passion subjective, qu'ils ont donnée à la théorie de l'Etat, du pouvoir et de la dictature, en rapport avec les classes.

Marx, Engels et Lénine furent des hommes auxquels la seule idée d'assumer des charges et de recevoir des honneurs cassait terriblement les pieds. Les deux premiers se tirèrent d'affaire et leur satisfaction transparait, pour qui sait lire, à chaque ligne de leurs manifestations dans le domaine politique et pratique. Le troisième, dans une phase historique différente, fut porté à la tête de l'Etat par le déterminisme des faits, sans que rien ne changeât dans sa simplicité. Après avoir répété inlassablement la doctrine, fustigé et refustigé ceux qui dévient du droit chemin, et qui, poussés par leur extrême et inébranlable conviction et décision d'avoir été créés pour « faire le sacrifice » de tout diriger, tournent casaque et renversent leur action jusqu'à la trahison, après avoir gratté et regratté jusqu'à ses compagnons et disciples atteints périodiquement d'une petite fièvre déviationniste, Lénine se décide à un certain moment à payer de sa personne, tout en restant le même homme, avec le même sourire indescriptible de tolérance infnie et bienveillante pour les faiblesses, les vanités et les sottises continues même des meilleurs, en conservant les mêmes habitudes de vie qu'au temps de la misère. Sa compagne, Nadejda Kroupskaïa, restait au Kremlin la même que dans les petites pensions de 4^e ordre à Zurich. Wolfe raconte une savoureuse anecdote. Elle ne pouvait éviter quelques « visites » de dames embourgeoisées, femmes de chefs socialistes, et on parlait cuisine. Moi, disait Nadejda,

je me sers du poêle, où je mets une seule marmite avec tout ce que nous avons pour le déjeuner. Vraiment ? ! Et le temps de cuisson ? Ça dépend, répondit-elle tranquillement : jusqu'à six heures quand Vladimir est plongé dans le travail ; dix minutes quand nous avons trop faim.

Tel fut l'homme qui couvait, selon les imbéciles, le serpent vénéneux de la soif de domination. L'histoire révolutionnaire le mit au sommet de la pyramide de la dictature qui pesait inexorablement sur les intérêts, les préjugés et les hypocrisies des ennemis de classe. Que ceux-ci n'aient même pas compris qui était Lénine comme tempérament, est l'ultime preuve de la thèse matérialiste sur le pouvoir, qui veut qu'il y ait des couches sociales dont les éléments ne peuvent être convaincus par la propagande ou par des mesures constitutionnelles, mais doivent être anéantis par la force, sans exclure aucun moyen.

Tel fut l'homme, que personne ne vit jamais porter un quelconque uniforme, décoration, ou signe distinctif de pouvoir et d'honneur. Pour arriver à le faire monter sur les planches, il a fallu d'abord l'embaumer.

Pour en revenir à Marx et à Engels, l'effet scandaleux des citations de Dolléans est tout à fait nul, même si l'on ne peut les resituer dans leur véritable contexte.

Faire de l'anti-bismarckisme un principe, cela veut dire troquer contre un idéalisme et un moralisme stupides la méthode du communisme critique, qui montre les causes positives des faits historiques, et dont le premier verset dit : il n'y a rien eu de plus inhumain, de plus féroce et de plus infâme que la formation du capitalisme ; et pourtant, non seulement ce processus fut nécessaire, au sens où il constitua la prémisse du développement du socialisme, mais aux époques et dans les endroits où il serait encore en cours, si cela dépendait de nous, notre devoir, à nous prolétaires et socialistes, serait de l'aider.

On a eu le même abandon total du terrain marxiste quand on a élevé au rang de principe suprême, soit la lutte contre les curés, soit la guerre contre Guillaume d'Allemagne, soit la guerre contre Hitler. C'est ce qu'ont fait ceux qui « après avoir supporté Bagnasciuga (5) pendant vingt ans » et « après que les victoires anglo-américaines leur aient fait cadeau d'une république [et quelle république !] exigeaient, avec la politique des comités de libération, que les Allemands quittent immédiatement le sol sacré de l'Italie ; sinon guerre à outrance »...

(5) *Bagnasciuga* est un sobriquet donné à Mussolini, de même que dans le texte original Engels désignait Napoléon III par le surnom de *Badinguet*.

Aujourd'hui

La *guerre sainte* ne rendit pas idiots les prolétaires révolutionnaires de la Commune de Paris, pas plus qu'elle n'avait rendu idiots les socialistes italiens de 1914-1915. Elle rendit malheureusement idiots les prolétaires italiens qu'on fit lutter, après vingt ans de Bagnasciuga, pour la défense de cette république de 1946, et même de la monarchie de 1943!!!

Espérons que le même sort ne leur sera pas réservé quand surviendra le prochain conflit entre les deux ailes des partisans de la *guerre sainte* d'hier.

Si l'Etat russe n'avait pas dégénéré, et avec lui le mouvement de l'Internationale communiste fondée par Lénine, il aurait été clair qu'il ne fallait pas répondre à la situation de la deuxième guerre impérialiste mondiale avec la théorie de la *guerre sainte*. Un vigoureux parti marxiste, doté d'une main ferme et guidé par la vision du fil du temps, aurait proclamé ceci : en 1870, l'analyse objective pouvait m'indiquer — étant donné que l'agent qui modifie les perspectives historiques n'est pas l'Idée mais la Force — que la victoire de Bismarck sur Napoléon III était, bien au-delà des opinions et des désirs de Bismarck, un élément accélérateur et positif dans le processus de développement de la lutte de classe européenne. La période des guerres nationales de progrès n'était pas encore close : dès cette époque, cependant, j'étais bien loin de m'allier dans l'action politique avec le gouvernement prussien, et *mon* mouvement était celui de la Commune, contre laquelle les bonapartistes, les républicains bourgeois français et les militaristes allemands nourrissaient la même haine. Je suis assez mûr pour stigmatiser la honte d'une défense du « sol sacré de la république française » par un bloc bourgeois-prolétarien.

Ce parti, sur les pas de Lénine et de l'aile gauche socialiste, en savait assez lors de la guerre de 1914-1918 pour stigmatiser en même temps toutes les unions sacrées.

Ce parti, en Russie en 1917, oriente toute la bataille pour prendre le pouvoir (février-octobre 1917) sur le mot d'ordre : *quittons le front, liquidons la guerre*, contre le mot d'ordre des bourgeois et des menchéviks, *guerre de défense nationale révolutionnaire, guerre sainte anti-allemande*. Après la conquête du pouvoir, le parti maintient son programme et liquide la guerre en acceptant les très lourdes conditions de paix des Allemands. Dans un exposé détaillé de la période qui va de la révolution russe à la révolution allemande, nous verrons les étapes et les motifs de cette politique décidée et précise, où Lénine affronte l'impulsivité des partisans sentimentaux de la guerre révolutionnaire.

Lors de la seconde guerre impérialiste de 1939-1945, le parti aurait dû également soutenir la rupture avec la politique et l'action de guerre à l'intérieur de chaque Etat. Un marxiste pouvait cependant

conserver le droit, sans craindre que les habituels idéologues libertaires l'accusent de sympathie pour un tyran, de faire des calculs et des recherches sur les conséquences d'une victoire de Hitler sur Londres et d'un effondrement anglais. Le même marxiste conservera le droit, tout en démontrant que le régime de Staline n'est pas, depuis au moins vingt ans, un régime prolétarien, de considérer les conséquences utiles pour la révolution d'un effondrement — malheureusement improbable — de la puissance américaine dans une éventuelle troisième guerre des Etats et des armées.

L'essentiel sera de ne faire en aucun cas une politique de « guerre sainte ». Cette politique est présente, sur le *Fil du temps*, dans la sûre mémoire de la génération actuelle, elle montre ses effets et ses résultats. Une fois le sol sacré de l'Italie libéré par les comités multipartis que nous connaissons tous, et avec force mouchoirs blancs secoués à la venue des fameuses « jeeps de notre cœur », il n'y a plus d'Allemands. Mais les anti-allemands d'hier, en se flairant, ne sentent plus l'odeur de sainteté. Nous avons la République — et quelle République ! vous le disiez bien, cher Karl, quelle République ! plus calotine, plus réactionnaire et plus affairiste que la monarchie... Et nous avons l'opposition républicaine, qui lutte contre ce scandale inouï : les fruits de l'affairisme capitaliste sont le monopole des hommes politiques de la majorité, alors que dans les Comités de Libération Nationale tout le monde avait travaillé *ensemble* à les préserver !

C'est pour cela que la bourgeoisie italienne, avec sa guerre sainte, s'est débarrassée de Bagnasciuga, et c'est à bon droit que le général Alexander, qui conclut le marché (6), a voulu dissiper toute équivoque : pas d'offense, mais une cordiale poignée de main !

Etat prolétarien et guerre

Hier

Après avoir confirmé l'alliance militaire avec les Français, les Anglais, les Américains et les Italiens, le gouvernement démocratique bourgeois russe qui avait succédé en février 1917 au gouvernement tsariste mit au centre de sa politique, en mai et juin, la préparation de la « grande offensive » contre les armées austro-allemandes.

(6). Allusion à la signature de l'armistice en septembre 1943, après la déposition de Mussolini, entre le gouvernement de Badoglio et les armées anglo-américaines, dont le général Alexander était le commandant en chef en Méditerranée.

Sur cette ligne se trouvaient non seulement les partis qui depuis août 1914 avaient appuyé la politique de guerre du Tsar avec les mots d'ordre de défense de la patrie et d'union sacrée nationale, mais aussi les partis qui, comme les social-démocrates et les socialistes révolutionnaires, avaient au moins partiellement fait campagne contre la guerre, depuis le moment où la Russie avait mobilisé pour soutenir la Serbie, et où l'Allemagne avait répondu en mobilisant à son tour. Nous faisons allusion aux groupes qui participèrent aux conférences internationalistes en Suisse : à la première, à Zimmerwald, en septembre 1915, il y avait à côté de Lénine le menchévik Axelrod ; à la seconde, à Kienthal en avril 1916, il y avait les deux Comités du Parti social-démocrate russe et la fraction internationaliste du Parti Socialiste Révolutionnaire, en plus du Parti polonais, du Bund juif, etc. Après la révolution de février, ces éléments « centristes » passèrent à leur tour à une politique de social-patriotisme ouvert.

Les bolchéviks, avec Lénine et Trotsky, s'opposèrent avec la plus grande énergie à cette politique de l'offensive militaire. Dans le texte *De la révolution d'Octobre au traité de Brest-Litovsk*, Trotsky rappelle les épisodes de tout ce conflit. La campagne pour l'offensive fut une vraie campagne contre les bolchéviks, traités de défaitistes et d'ennemis de la patrie.

Le 18 juin se déroula à Pétrograd, à l'initiative du Premier Congrès Panrusse des Soviets — où les bolchéviks n'étaient pourtant qu'une petite minorité — une grandiose manifestation ouvrière, qui se traduisit par un grand succès politique pour les bolchéviks. Les masses manifestèrent pour la paix, contre la guerre et contre l'offensive.

Le gouvernement de coalition des bourgeois « cadets » (K.D. : constitutionnels démocrates) et des socialistes de droite sentait le sol se dérober sous ses pieds : esclave de la bourgeoisie, ce gouvernement ne fit que précipiter l'offensive sur le front, tandis que le 19 juin, par les avenues élégantes de Pétrograd, de petits officiers et des dames bien habillées participaient à une manifestation patriotique et antibolchévique. Il en fallait plus pour intimider la force militaire allemande ou pour arrêter le prolétariat révolutionnaire. Marx aurait pu répéter à ce moment-là : les Russes ont besoin de recevoir des coups de bâton. Qui étaient « les Russes » ? Le pouvoir, le gouvernement de juin 1917, les politiciens cadets social-traitres complices des bourgeois, qu'ils définissaient dans les termes hypocrites d'« éléments aisés » pour dissimuler aux masses impatientes la collaboration de classe.

Bientôt arrivèrent du front les nouvelles des revers, de la retraite désordonnée, du refus d'obéir des troupes, de l'extermination des officiers isolés entre les mutins et l'ennemi. Le gouvernement démissionna et tandis que les socialistes de droite revendiquaient encore une fois une politique de coalition, les bolchéviks proclamaient le mot d'ordre de passage du pouvoir aux soviets.

Dès le 3 juin, dans une déclaration au Congrès, ils avaient dénoncé la politique de l'offensive comme contre-révolutionnaire, et ceci en utilisant à la fois les arguments évidents offerts par la situation du moment, c'est-à-dire le désordre et l'insuffisance technique de l'armée et la certitude de la défaite, et les arguments politiques de principe : « *Les cercles contre-révolutionnaires de Russie attendent que l'offensive conduite à une concentration du pouvoir dans les mains des groupes militaro-diplomatiques, c'est-à-dire des groupes qui sont alliés à l'impérialisme anglais, français et américain* » (7).

Du 3 au 5 juillet, les bolchéviks livrèrent dans les rues une première grande bataille, mais sans parvenir à renverser le gouvernement. Lors des journées du 3 et 4 juillet, celui-ci ne pouvait plus compter sur les divisions militaires de garnison, à l'exception des élèves-officiers. Les autres divisions commençaient à passer du côté des révolutionnaires, avec à leur tête les marins de Cronstadt, qui auraient voulu attaquer. L'heure n'était pas encore venue ; Kérensky put respirer à l'arrivée du front de quelques régiments « sûrs ». La bataille ne fut pas perdue mais différée, et pendant ce temps la gauche révolutionnaire gagnait du terrain dans tout le reste de la Russie.

A la fin d'août 1917, les éléments contre-révolutionnaires profitèrent du répit pour tenter une restauration : c'est le fameux coup de force de Kornilov. Mais le prolétariat était devenu trop fort, tant au front que dans la capitale. Kérensky fut obligé de se donner l'air de vouloir combattre Kornilov et d'appeler les détachements de fusiliers marins de Cronstadt : ceux-ci prirent les choses au sérieux et balayèrent en un rien de temps les Kornilovistes.

L'épisode servit entre autres à démasquer le prétendu patriotisme des bourgeois. Les Allemands avançaient de façon irrésistible, et Kornilov leur avait cédé Riga, capitale de la Lettonie. L'ex-président de la Douma, Rodzianko, en vint à déclarer par horreur de la révolution que la chute de la flotte de la Baltique, et même de Pétrograd, aux mains des Allemands, n'était pas un grand mal. A la veille d'un nouvel hiver de guerre, le front se décomposait ; la section des soldats du Soviet de Pétrograd se réunissait au cri de : « *Le gouvernement est incapable de défendre Pétrograd ? Eh bien, qu'on fasse la paix ! Il n'est pas capable de conclure la paix ? Alors qu'il aille au diable !* » (8).

Le grand conflit qui conduisit les révolutionnaires à la conquête du pouvoir éclata justement sur le terrain de la guerre, à propos de la garnison de Pétrograd. Le 25 octobre, on prévoyait que le nouveau Congrès Panrusse des Soviets risquait d'adopter le mot d'ordre de prise du pouvoir, et qu'il se substituerait aux ministères « parlementaires » avec le soutien des masses ouvrières de la capitale. Le gouver-

(7) Traduit d'après : Trotsky, *Dalla Rivoluzione di Ottobre al Trattato di pace di Brest-Litovsk*, Rome, 1945, p. 45.

(8) *Ibid*, p. 66.

nement conçu alors le plan d'éloigner de la ville les deux tiers de la garnison militaire réclamée par l'Etat-major pour contribuer à endiguer l'invasion allemande. Immédiatement, les bolchéviks prirent position, et on forma ce Comité Révolutionnaire Militaire qui, en liaison secrète avec le Comité Exécutif du Parti, fut l'instrument de l'action insurrectionnelle. Rentré de Finlande où il se cachait depuis les persécutions anti-bolchéviques de juillet, Lénine décida les hésitants. Les masses entrent en action : *A bas la guerre ! Tout le pouvoir de gouvernement aux Soviets !* Alors que le gouvernement siège encore au Palais d'Hiver, les détachements militaires du Comité Révolutionnaire, qui siège à l'Institut Smolny, occupent, souvent sans lutte, les points décisifs de la ville. Au soir du 25 octobre, dans la salle où le Congrès des Soviets est réuni, on annonce : le Palais d'Hiver est pris, Kérénsky est en fuite, les autres ministres sont arrêtés. La révolution a vaincu. Un sixième des délégués au congrès quittent la salle. Les Soviets assument tout le pouvoir.

Dans la commune de Léninegrad tout comme dans celle de Paris, la révolution a vaincu en marchant dans le sens opposé à celui du front de guerre : non pas en tirant sur l'ennemi étranger dans la lutte militaire et nationale, mais en retournant les mêmes armes contre l'ennemi intérieur, contre le gouvernement de la capitale, contre le pouvoir de classe de la bourgeoisie, « *en transformant la guerre nationale en guerre civile* ». L'histoire ne nous en a pas donné d'autres exemples.

Le prolétariat prend donc le pouvoir et le parti bolchévik de Lénine lance aussitôt son mot d'ordre : mettre fin à la guerre.

Dès le 26 octobre, dans sa séance de nuit historique, le Second Congrès Panrusse des Soviets vote à l'unanimité un décret qui décide la conclusion de la paix. Le 7 novembre, le gouvernement des Commissaires du Peuple, pour son premier acte de politique extérieure, propose formellement à tous les Etats belligérants des négociations immédiates de paix. Les gouvernements alliés répondent non seulement par un refus, mais par la menace ouverte : si le gouvernement russe conclut une paix séparée, ils attaqueront militairement la Russie ! Le 11 novembre, le gouvernement prolétarien répond par une « *Proclamation aux ouvriers, soldats et paysans* ». Que disaient les bolchéviks dans cette proclamation ? Ils annonçaient la paix séparée, la publication des traités diplomatiques secrets, et ils concluaient : « **EN AUCUN CAS NOUS NE TOLERERONS QUE NOTRE ARMEE VERSE SON SANG SOUS LE FOUET DE LA BOURGEOISIE ETRANGERE** » (9).

La portée de cet engagement historique est incalculable. Cette déclaration est fondamentale pour analyser la situation d'aujourd'hui. On affirme qu'en Russie il y a un Etat prolétarien, et que son armée se batrait en tant qu'armée prolétarienne dans la guerre contre l'Amé-

(9) *Ibid*, p. 131.

rique. Mais l'armée d'un Etat prolétarien n'aurait pas pu se battre dans les années 1941-1945 aux côtés de cette même Amérique capitaliste, et pratiquement « sous le fouet de la bourgeoisie étrangère ».

Les négociations avec les Allemands commencèrent le 9 décembre, mais c'est seulement le 25 que les Allemands formulèrent leurs propositions, qui incluaient des demandes d'annexion dignes de brigands. La délégation russe ne pouvait pas les accepter ; la situation était rendue difficile par le fait que l'Ukraine n'était pas encore passée du côté des bolchéviks, et la « Rada » de Kiev signait une paix séparée avec les Allemands le 9 février. Cependant à Vienne, à Berlin, il y avait des grèves politiques, des mouvements ouvriers. Les Russes ne peuvent pas déclarer la guerre, ils ne peuvent pas accepter des conditions qui les étranglent, ils interrompent les négociations en refusant de signer la paix ; mais, en annonçant au monde que l'armée russe n'opposera pas de résistance à l'envahisseur, ils font appel au prolétariat allemand et à celui de tous les pays pour qu'il se dresse contre les gouvernements impérialistes et contre la guerre.

Nous avons donc eu un exemple historique de cette méthode de la non-résistance de l'Etat prolétarien à l'invasion. Entendons-nous bien. Nous n'élèverons pas cet exemple au rang d'un principe général, et encore moins sur la base d'une aversion philanthropique générale contre l'effusion de sang. Nous voulons seulement rappeler que cet exemple historique n'a pas eu une conclusion défavorable. Ce sont précisément les fauteurs de l'Etat russe d'aujourd'hui, archimilitariste, archinationaliste, qui mobilisent pour leur campagne toutes les hypocrisies du pacifisme « en général ».

Les Allemands dénoncèrent l'armistice et reprirent, avec cinq jours d'avance sur le terme, leur marche en avant. La situation était terrible. Les contre-révolutionnaires ukrainiens et finlandais, talonnés par les bolchéviks, lançaient des appels aux forces militaires allemandes. Les prolétaires révolutionnaires oscillaient entre l'indignation furieuse et l'abattement total. Dans les rangs mêmes des bolchéviks s'élevait une controverse : demander encore un traité de paix et capituler totalement, ou tomber dans une résistance désespérée ? On sait que Lénine dut se donner beaucoup de mal, surtout contre Boukharine qui était « pour la guerre ».

Comme toujours, et sans un instant de relâchement, Lénine gardait les yeux fixés sur le chemin de la révolution mondiale. On ne pouvait que gagner du temps en utilisant le conflit entre les impérialistes ennemis, tous également prêts à tenter d'étrangler la révolution russe. Au Congrès du Parti comme au IV^e Congrès des Soviets, ce fut la thèse de la paix qui l'emporta.

La délégation des Soviets retourna à Brest-Litovsk, elle y trouva des conditions encore plus inexorables. Elle les signa « sans même les lire ». La guerre était finie.

Le 16 mars, le Congrès ratifiait la paix avec 724 voix pour, 276 voix contre et 118 abstentions : « *Nous n'attendons pas un changement de ces conditions de la force des armes, mais de la révolution mondiale* » (10).

Dans sa polémique avec Kautsky, Lénine revendique ce que celui-ci considérait comme une erreur : avoir misé sur la révolution européenne et mondiale. De même que *L'Etat et la révolution* se termine brusquement par l'annonce d'Octobre 1917, de même *l'Anti-Kautsky* [*La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*] se termine par l'annonce de la révolution allemande à Kiel et Berlin les 9-10 novembre 1918. Quelques mois à peine se sont écoulés depuis le diktat des généraux allemands, et déjà le front et la frontière de Brest-Litovsk s'écroulent.

La révolution allemande arrêtera la guerre, mais elle sera arrêtée à son tour, dans sa tentative pour se rapprocher de la dictature bolchévique, par les social-traitres. En 1919, l'Etat révolutionnaire russe, ayant réorganisé la garde rouge et l'armée, mènera la lutte sur de nouveaux fronts : Sibérie, Kouban, Don, Odessa, Arkhangelsk, etc., contre les expéditions de l'impérialisme franco-anglais, et les battra au terme d'une longue lutte sur son territoire. Il n'y aura pas de véritable guerre déclarée entre les Etats, sauf en 1920 contre la Pologne fortement soutenue par les puissances capitalistes, et cette guerre se conclura sans que Varsovie soit conquise alors que la révolution en Europe est sur le reflux.

Aujourd'hui

Depuis lors, les problèmes qui se rattachent à la Russie, à sa force militaire, et à la guerre, tournent autour de la proposition suivante : la perspective de Lénine a échoué, la révolution s'est arrêtée à la Russie. Les choses en étant là, il ne restait à l'Etat des Soviets qu'à organiser son armée de façon à pouvoir combattre une expédition punitive et restauratrice du capitalisme.

En effet, en renonçant à la perspective de la diffusion de la révolution prolétarienne dans le monde, les Russes ont renoncé à développer leur propre révolution, qui pouvait attendre quelques années, comme Lénine le soutint contre Kautsky, mais qui n'avait pas ensuite d'autre choix historique que d'*avancer* ou de *reculer*. Le stalinisme est l'expression politique de ce recul.

Lénine en était arrivé à dire : « *Même si l'impérialisme mondial parvenait demain à écraser le pouvoir soviétique russe, mettons par une entente des impérialismes allemand et anglo-français, même*

(10) Sur le débat autour de Brest-Litovsk dans le Parti bolchévik, voir notre *Struttura economica e sociale della Russia d'oggi*, Milan, 1976, pp. 237-240.

dans cette éventualité, la pire de toutes, la tactique bolchévique n'en aurait pas moins été de la plus grande utilité pour le socialisme, et aurait aidé à la croissance de l'invincible révolution mondiale » (11).

La tactique que Lénine défend est celle qui a été honteusement trahie en 1941 : aucune alliance avec aucun des deux impérialismes ! C'est la tactique qui fit refuser la continuation de l'alliance en 1917, et qui triompha avec l'effondrement de l'Allemagne et l'impuissance des Franco-Anglais à vaincre la Russie des Soviets.

La tactique opposée, celle des menchéviks et des cadets en 1917, celle de Staline dans la seconde guerre mondiale, n'est pas seulement défaitiste en ce qui concerne la Révolution, elle l'est aussi au sens national-militaire. C'est pour cela qu'elle resterait inexplicable si elle ne s'était accompagnée du retour de l'économie intérieure sous le joug des influences capitalistes mondiales.

En combattant la tactique de l'alliance en 1918, Trotsky avait clairement dit : « Même si la victoire avait souri à ce camp, où la Russie avait été entraînée par les manœuvres du tsarisme et de la bourgeoisie, cela n'aurait pas encore signifié que notre pays en serait sorti victorieux. En continuant la guerre, la Russie aurait été, dans le camp victorieux de l'Entente, encore plus épuisée, encore plus dévastée qu'elle ne l'est actuellement. Les maîtres de ce camp, c'est-à-dire l'Angleterre et l'Amérique, auraient employé à notre égard *les mêmes méthodes dont se sert l'Allemagne* durant les tractations de paix. *Quand on analyse la politique des pays impérialistes, ce serait une puérité sotte et insensée que de se laisser guider par d'autres considérations que celles du pur intérêt et de la puissance brutale » (12).*

Tout ce qui s'est déroulé à partir de la seconde guerre mondiale, depuis l'immense sacrifice de vies humaines et de ressources à la cause anglo-américaine jusqu'aux pleurnicheries pacifistes sur les « agressions impérialistes » d'aujourd'hui, illustre, en substance, cette puissante perspective de Trotsky en ce lointain février 1918.

Peut-on présenter les faits comme une énorme erreur d'un Etat-major du prolétariat qui aurait cru que les puissances capitalistes anglo-américaines combattaient sérieusement contre l'impérialisme et pour les libertés populaires, et que le respect de leur allié était donc pour elles chose sacrée ? Ce serait une bourde si énorme qu'on ne pourrait la définir autrement que comme une trahison.

L'analyse aboutit tout au contraire à démontrer que l'Etat et le gouvernement de Moscou n'expriment pas les intérêts du prolétariat russe et de la révolution mondiale, mais dépendent, depuis longtemps, des influences de l'impérialisme capitaliste : le rapport de forces qu'ils expriment n'est pas celui de la lutte de classe dans les différents

(11) *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky, Œuvres*, tome 28, p. 304.

(12) *Dalla Rivoluzione di ottobre...*, op. cit., p. 139.

pays, mais celui des forces économiques, diplomatiques et militaires dans le camp capitaliste.

De même que l'Etat et le régime de Moscou peuvent se trouver en conflit avec ces forces ou avec des groupes de celles-ci, de même aucun motif de nature sociale n'impose de limites aux possibilités de compromis et même de subordination de cet Etat aux centres impérialistes.

S'il existait aujourd'hui un Etat prolétarien, et s'il avait une armée comparable en efficacité à celles de la bourgeoisie, il n'exclurait pas de l'employer, si le rapport de forces l'y poussait, pour franchir les frontières et aider une révolution ouvrière; il n'exclurait pas l'« agression » révolutionnaire. Nous ne l'entendrions pas réduire sa propagande extérieure aux ignobles mots d'ordre opportunistes : guerre évitable — lutte pour la paix — armée formée uniquement pour la guerre de défense et pour repousser l'agression !

Les Saragat et les Togliatti parlent le même langage : *préléniniste, prékomintern*. Aucun des deux ne veut la guerre pour la lutte prolétarienne, mais seulement pour la *défense*. Défense de quoi ? De ce qu'ils ont défendu ensemble dans la seconde guerre, défense de régimes et de principes *bourgeois*. C'est seulement pour cela, prolétaires, qu'ils vous ont permis et vous permettront de tuer et de vous faire tuer.

LA "MALADIE INFANTILE"

CONDAMNATION DES FUTURS RENEGATS

(Sur la brochure de Lénine : « La maladie infantile du communisme »)

- I. La scène du drame historique de 1920.
- II. Histoire de la Russie, ou de l'humanité ?
- III. Points cardinaux du bolchévisme : centralisation et discipline.
- IV. La trajectoire accélérée du bolchévisme.
- V. Lutte contre les deux camps antibolchéviques : le réformisme et l'anarchisme.
- VI. La clé des « compromis permis par Lénine ».
- VII. Appendice sur les « questions italiennes ».

Une brochure de 100 pages - Prix : 7 F.

programme communiste

revue théorique trimestrielle

Abonnement annuel : 40 F - 400 FB - 6.000 Lires - 24 FS - 240 Esc.
£ 3.50 - \$ 7.00

le prolétaire

journal bi-mensuel

Le numéro : 2 F - 25 FB - 300 Lires - 1 FS
Abonnement annuel : 40F - 500 FB - 6.000 Lires - 20 FS

communist program

revue trimestrielle

Le numéro : 6 F - 60 FB - 800 Lires - 4 FS - 50 p. - \$ 1.00
Abonnement annuel : 24F - 240 FB - 3.000 Lires - 16 FS - £ 2.00 - \$ 4.00

il programma comunista

journal bi-mensuel

Le numéro : 1,50 F - 15 FB - 150 Lires - 1 FS
Abonnement annuel : 30 F - 300 FB - 3.500 Lires - 18 FS

el programa comunista

revue trimestrielle

Le numéro : 7 F - 70 FB - 1.000 Lires - 3,50 FS
Abonnement annuel : 28 F - 280 FB - 4.000 Lires - 14 FS

kommunistisches programm

revue trimestrielle

Le numéro : 6 F - 53 FB - 1.400 Lires - 3 FS - 3 DM
Abonnement annuel : 24 F - 212 FB - 5.600 Lires - 12 FS - 12 DM